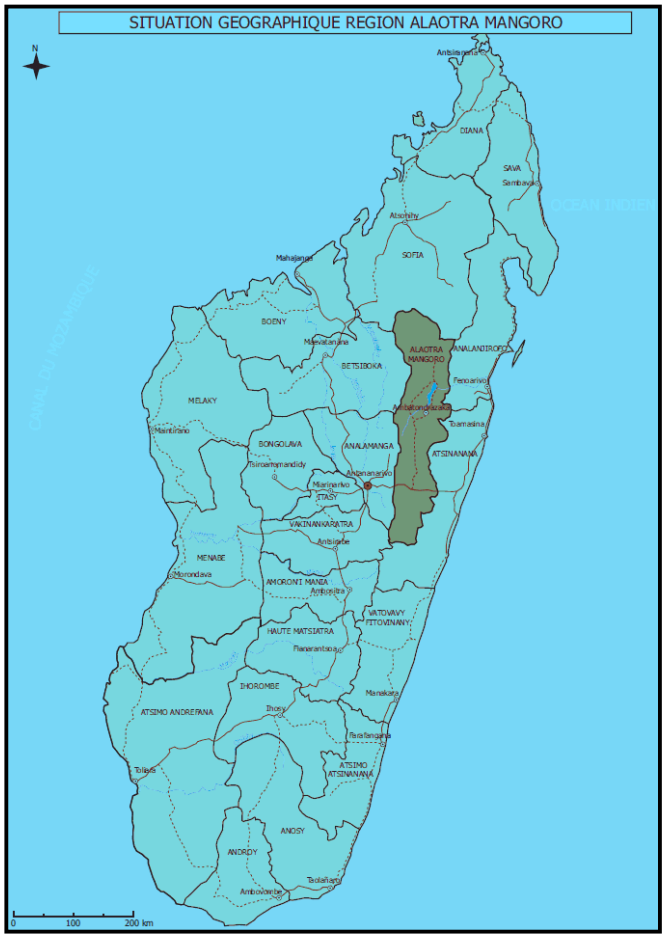
Région Alaotra Mangoro



I – Principales données socio-économiques de la région

Superficie	: 33 054 km2
Population	: 1,112 millions d'habitants
PIB/habitant	: Non disponible
Taux de croissance	: Non disponible
Taux de chômage	: Non disponible
Secteur primaire	: Non disponible
Superficie cultivable	: 120.000 ha avec 35.000 ha à maîtrise d'eau
Secteur secondaire	: Non disponible
Nature des entreprises	: commerces, artisanat, Industrie bois, Agroalimentaire, hôtellerie, huile essentielle
Secteur tertiaire	: Non disponible
Nature des entreprises	: Transport, télécommunication
Part de la population urbaine	: Non disponible
Principales localités	: 5 districts : Andilamena, Amparafaravola, Ambatondrazaka, Moramanga, Anosibe An'Ala. 79 communes (dont 2 urbaines et 2 communes suburbaines) et 606 fokontany
Chemin de fer	: Reliant Alaotra, Moramanga, Toamasina, Antananarivo
Aéroport	: Feramanga Ambatondrazaka (pour petit avion)
km de routes bitumées	: 238 km
Routes nationales secondaires	: 402 Km
Routes d'intérêt provincial	: 246 Km
Routes communales et intercommunales	: 810 km

II– Situation économique de la région

Le diagnostic régional élaboré à partir des différentes séances de mobilisation sociale et de réflexion au niveau communal a mis en évidence la richesse de la Région d'Alaotra Mangoro en matière de ressources naturelles qui constituent un potentiel considérable pour son développement, qu'il s'agisse d'activités agricoles, piscicoles, touristiques, minières et autres.

La Région est favorable aux cultures diversifiées. Les plaines recèlent un potentiel agro-pédologique important qui fait l'objet d'exploitations agricoles plus ou moins intensives et offrent des opportunités qui peuvent de manière directe et/ou indirecte, contribuer au développement de l'économie régionale, basée essentiellement sur l'agriculture. Avec sa production, elle assure les besoins internes et ravitaille la plupart des marchés du pays. D'importantes superficies restent encore non cultivées. Pour étendre l'activité agricole dans la région, il faut améliorer la distribution de l'eau à travers l'extension ou la réhabilitation des réseaux d'irrigation, l'eau étant jugée suffisante pour toute la zone.

La Région d'Alaotra-Mangoro possède aussi des lacs, des fleuves et plans d'eau qui sont riches en produits aquacoles. La production peut satisfaire les demandes nationales ou locales à condition de disposer des moyens de desserte adéquats.

III – Programmes d'appui à la décentralisation ou de coopération décentralisée en cours

IV – Plan de développement

1- Objectifs en matière de développement régional

La vision de la Région « ALAOTRA MANGORO EXPORTATRICE DE RIZ ET BERCEAU DE LA NATURE » intègre la vision nationale « MADAGASCAR NATURELLEMENT » et constitue l'idée directrice du plan de développement, de ses axes stratégiques et de ses axes transversaux. L'objectif principal est, en effet, de faire de la Région une référence en matière de développement équilibré, rapide et durable tout en ciblant le bien-être de la population et en préservant l'environnement.

Les orientations du Plan Régional de Développement reposent sur les trois axes stratégiques du Document de Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté:

- restaurer un Etat de droit et une bonne gouvernance,
- susciter et promouvoir une croissance à base sociale élargie de la région,
- susciter et promouvoir des systèmes de sécurisation humaine et matérielle et de protection élargie.

Toutefois, les caractéristiques particulières de la Région ont suscité deux axes transversaux :

- conservation et gestion rationnelle de l'environnement
- mise en œuvre des programmes gouvernementaux

Enfin, l'immensité de la Région et la disparité des caractéristiques socio-économiques des communes a motivé le choix de 4 pôles de développement économique et de 5 pôles de développement social

2- Priorités

2.1- <u>Les pôles de développement économique</u> :

Les critères de sélection :

- **Superficie et productivité agricole** : plus de 4000 ha de superficie rizicultivable et de 6000 ha de superficie totale cultivable, avec une pédologie, une morphologie et une pluviométrie favorable à une amélioration de la productivité, et une relative facilité d'acquisition de matériels et intrants : proximité et possibilité financière.

- **Possibilité de développement de l'élevage et de la pêche**, par la disponibilité des terrains de pâturages, des ressources alimentaires, et une relative facilité d'acquisition des produits et intrants vétérinaires.
- **Possibilité de développement des activités et spéculations artisanales**, comme le tressage, les travaux du bois, les briqueteries, les forges, etc.
- **Proximité ou facilité d'accès aux marchés**, par l'existence de routes praticables 12 mois sur 12.
- **Facilité relative d'accès aux infrastructures de communications**, comme les radios et les télévisions.
- **Accès aux télécommunications et aux infrastructures énergétiques** ou haute probabilité pour l'accès. Ainsi que relative facilité d'approvisionnement en carburant et lubrifiant.
- **Possibilité de mise en place d'institutions financières** mutualistes ou de banques et d'industries, etc.
- **Dynamisme, ouverture et soif de développement des populations** ainsi qu'une motivation profonde.
- **Les possibilités touristiques** sont un atout.

Localisation :

Pôle	District	Communes concernées
Ambatondrazaka – Vohidiala	Ambatondrazaka	Ambatondrazaka urbaine - Ambatondrazaka suburbaine Ampitatsimo - Feramanga Nord - Ambandrika - Ilafy - Manakambahiny Andrefana - Antsangasanga – Bejofo
Tanambe - Ambatomainty	Amparafaravola	Tanambe - Beanana - Vohitsara - Amboavory-Ambohijanahary Ambatomainty - Anororo - Ambohitrarivo -
Moramanga	Moramanga	Moramanga ville- Ambohibary Morarano
Sabotsy Anjiro	Moramanga	Sabotsy Anjiro - Belavabary - Ambohidronono - Ampasimpotsy Mandialaza - Mandialaza

Les activités prévues dans les pôles de développement économiques

- électrification des communes ;
- ouverture des pôles à la communication et à l'information ;
- ouverture des pôles à la télécommunication ;
- facilitation de l'accès des producteurs aux financements ;
- amélioration de la capacité d'autofinancement des pôles ;
- Encouragement, facilitation et appui à la mise en place de centres de transaction au niveau des pôles ;
- amélioration de la capacité d'accueil des pôles ;
- optimisation des actions des services déconcentrés de l'Etat ;
- amélioration de la capacité de production ;
- organisation de la production en filière ;
- initiation d'opérations en matériels pour l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'artisanat ;
- initiation d'opérations en intrants ;
- initiation de concours de production ;
- initiation de foires et de braderies agricoles ;
- intéressement de la population à l'immatriculation foncière ;
- Sécurisation foncière ;
- réhabilitation des périmètres existants et aménagement de nouveaux périmètres ;
- mise en place d'infrastructures d'élevage ;
- amélioration de la qualité de production ;
- mise en place d'un Bureau des Normes ;
- mise en place d'un label ;
- mise en œuvre d'un marketing de pôle ;

- sécurisation la circulation des biens et des personnes.

Ces activités spécifiques seront mises en œuvre en parallèle et en concordance avec les axes stratégiques et transversales du cadre logique du plan de développement. Seulement, des accents ont été mis sur certaines activités économiques dans les pôles de développement économiques.

2.2- Les pôles de développement social :

Les critères de sélection :

- **haut indice de pauvreté** : les revenus par ménage sont très faibles et les revenus per capita au dessous de USD 100 par an,
- **sous-alimentation et malnutrition** : la qualité et la quantité de l'alimentation sont médiocre et ceci se traduit par la mortalité infantile, et l'apparition de maladies comme la tuberculose, le rachitisme, etc.
- **haute prévalence de diverses maladies** comme le paludisme, les IRA, les diarrhées, etc. avec un taux de mortalité infantile au dessus de la normale,
- **taux d'analphabétisme élevé** surtout dans les villages où la plupart des grandes personnes signent encore par un croix, ou par empreintes digitales,
- **attachement à la tradition** qui voue toutes tentatives de développement et de sensibilisation sur les nouvelles technologies de cultures, d'élevage, etc. à l'échec,
- **enclavement et mauvais état des routes**, et désintéressement de la population à toute possibilité d'ouverture à la communication physique, à la télécommunication et à l'information,
- **faiblesse de la production économique** due essentiellement à cette forme de fermeture à toute civilisation et à tout ce qui est nouveauté,
- **difficulté de l'accès à l'eau potable et à l'électricité,**
- **insécurité** due à l'enclavement et à l'isolement,
- **faible taux de sécurité foncière**, entraînée par le bas niveau de l'instruction.

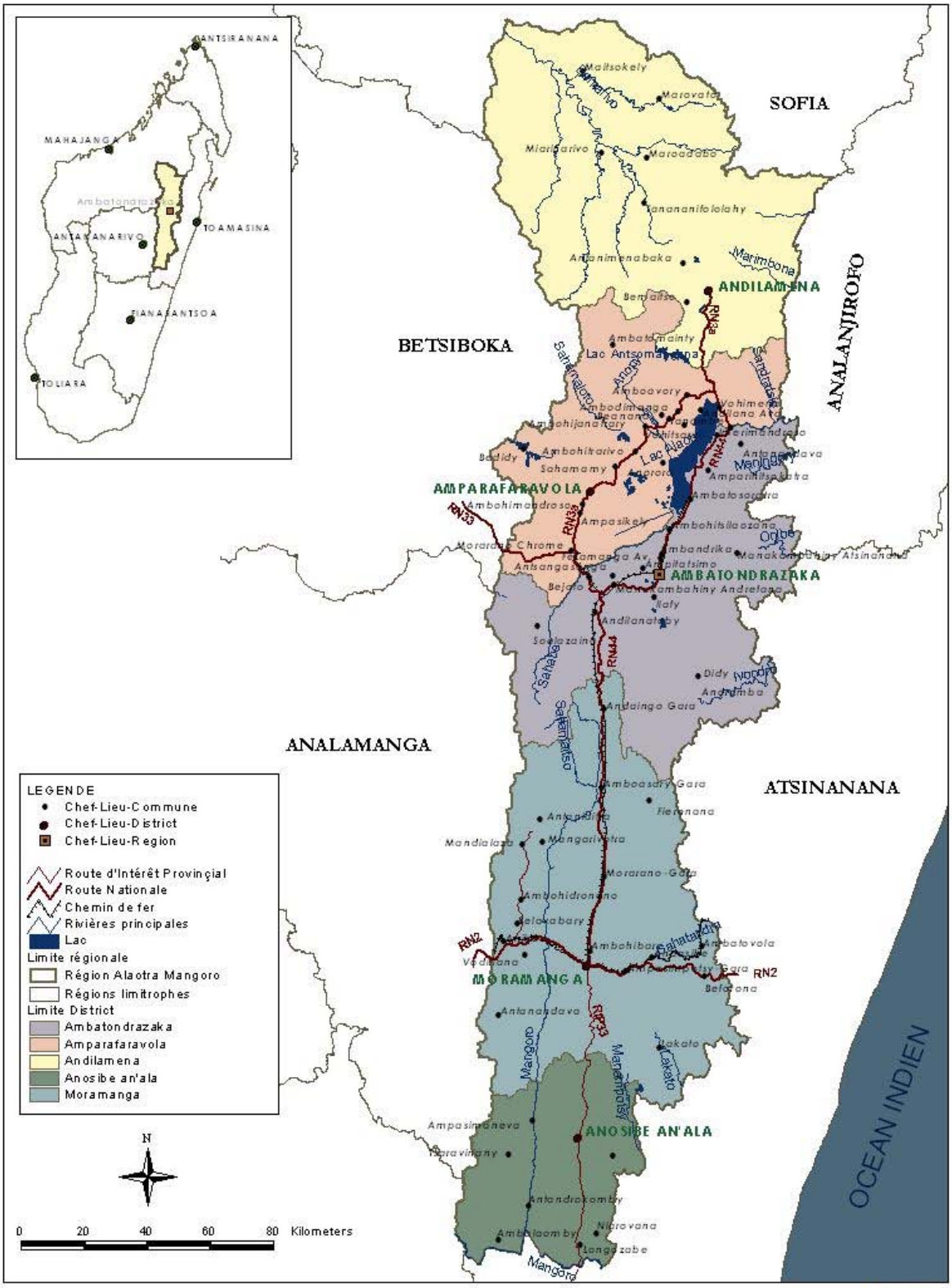
Localisation :

District	Communes
Ambatondrazaka	Toutes les communes à l'Est du Lac, Didy, Soalazaina, Tanambao Besakay
Amparafaravola	Ranomainty
Moramanga	Beparasy, Vodiriana, Lakato, Fierenana
Anosibe An'Ala	Toutes les communes
Andilamena	Toutes les communes

Il est à noter que parmi les 79 communes que comptent la Région, il y a celles qui ne sont classées ni parmi les pôles de développement économique ni parmi les pôles de développement social. Ce sont des zones de mise en œuvre normale du PRD en donnant des réponses aux besoins émanant de la population concernée.

V - Annexes

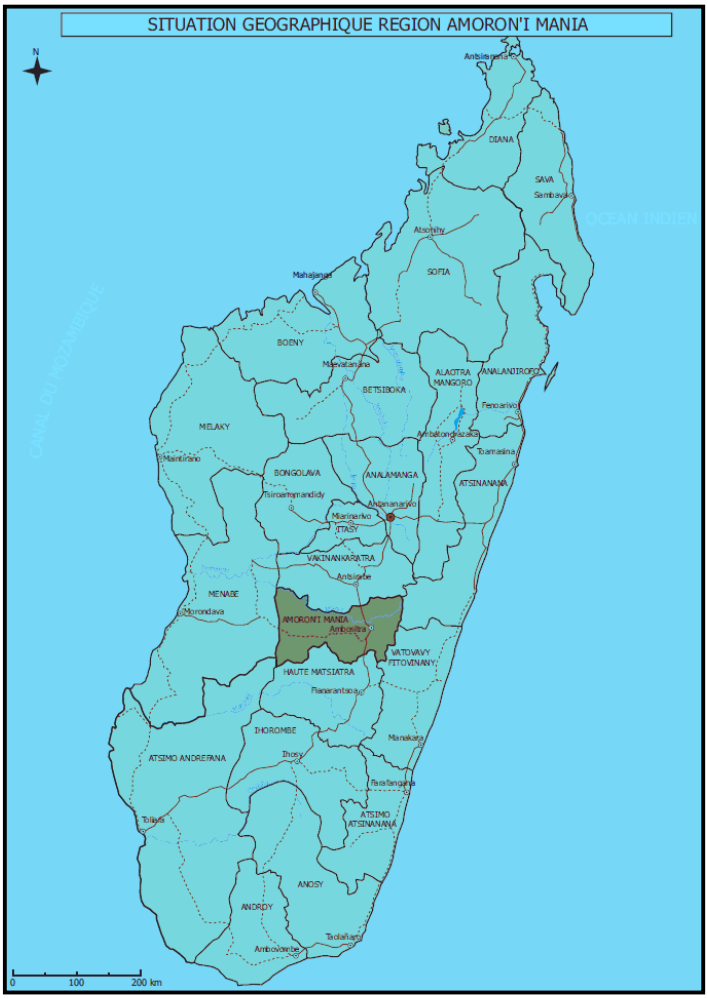
Les plans régionaux et schémas régionaux de développement, précédemment définis, pourraient figurer en annexes.



Source : FTM , Région Alaotra Mangoro
Réalisation : UGI Région Alaotra Mangoro, Juin 2005

RÉGION ALAOTRA MANGORO

Région Amoron'i Mania



I – Principales données socio-économiques de la région

Superficie:	17 516 km2
Population :	714 295 habitants en 2005 (source : DRS Amoron'i Mania, fin Juillet 2005)
PIB/habitant :	ND
Taux de croissance:	3,4 %(INSTAT)
Taux de chômage:	ND
Secteur primaire :	82 % des emplois
Secteur secondaire :	ND
Nature des entreprises :	ND
Secteur tertiaire :	ND
Nature des entreprises :	ND
Part de la population urbaine:	ND
Principales localités:	District Ambatofinandrahana (10 132 km² ; 9 communes), District Ambositra (3 161 km² ; 23 communes), District Fandriana (2 947 km² ; 13 communes), District Manandriana (1 276 km² ; 10 communes)

Les liaisons routières, inter communales et internes avec le chef lieu de district :	
Ambatofinandrahana :	La RN. 35 (Ambositra - Morondava) est l'artère principale du district d'Ambatofinandrahana, d'où se ramifient toutes les pistes importantes vers les diverses plaines (Mangataboahangy, Akafotra, Soavina, Fenoarivo) de la région.
Ambositra :	La RN 7 le traverse sur l'axe Nord-Sud. Vers l'Ouest, la RN 35 part d' Ivato vers Ambatofinandrahana. Des pistes se ramifiant à ces axes permettent la circulation des produits agricoles. Les conditions de déplacement sont difficiles en saison de pluies
Fandriana :	La RN 41, reliant la RN 7 à la ville de Fandriana (Kelikapona - Fandriana 42 km) est l'unique voie bitumée hormis un tronçon empierré reliant Fandriana à Milamaina (Sahamadio), et la piste en direction de Tsarazaza
Manandriana :	La RIP 35 traverse Anjoman'Ankona, Andakatanikely, Ambatomarina, La CIP 45 sert Ambohimahazo, Ambovombe Centre, Anjomà Nandihizana, La CIP 45 relie le district à la RN 7 au niveau de Soamandro

II– Situation économique de la région

Amoron'i Mania, capitale de l'artisanat, possède des richesses dont on ne parle pas beaucoup mais qui sont pourtant bien réelles et nombreuses. Cette région aux potentialités immenses est dotée de grands espaces ayant de bons potentiels de production agricole, d'importants gisements miniers (marbre, quartz, ardoise, cuivre, béryl), de sources thermales et autres sites à vocation touristique dont principalement le pays Zafimaniry, de forêts naturelles encore étendues formant le corridor oriental, de grands réservoirs d'eau profitant aussi bien à la région qu'à ses voisines de l'Est et de l'Ouest. Par ailleurs, la position stratégique d'Ambositra, un de ses quatre districts, zone tampon entre Antsirabe et Fianarantsoa, donne à Amoron'i Mania une dimension certaine dans le pays Betsileo.

III – Programmes d'appui à la décentralisation ou de coopération décentralisée en cours

BAILLEUR	BENEFICIAIRE	DESCRIPTION DE L'ACTION
UE	FERT	projet 2009-2010 de mise en place de fonds régionaux de développement agricole pilotes
UE	FERT	sur fsp en 2007-2008, transféré à l'AFD, pour la structuration de la filière fruits et légumes
UE	REGGIO TERZO MONDO	projet de subvention UE à compter de 2010 et au-delà concernant l'appui aux réseaux communautaires pour la prévention et la réhabilitation psychiatrique dans la région Amoroni Mania
FAA fonds d'appui à l'assainissement	région	projet mis en œuvre par le FAA, septembre 2010
CENTRO MISIONARIO DIOCESANO DI REGGIO EMILIA	AMBOSITRA	financement du projet compost à Ambositra (janvier 2010)
ONG	AFDI, FERT, RTM	

IV – Plan de développement

Vision générale : " En 2015, la Région d'Amoron'i Mania dispose d'un cadre institutionnel bien gouvernancé, d'infrastructures physiques, d'un environnement économique et socioculturel favorables à la gestion rationnelle et durable de ses ressources naturelles et à la valorisation de ses potentialités riches et diversifiées au profit de l'amélioration de la qualité de la vie et du bien-être social de sa population.
Le développement équilibré et harmonieux de la Région devient une réalité grâce à la participation plus accrue et dynamique de tous les citoyens - de plus en plus motivés et engagés - aux actions de développement"
Cette vision régionale sera effective en misant sur les orientations stratégiques suivantes :

1) La bonne gouvernance qui consiste à :

- lutter contre la corruption ;
- renforcer la démocratie ;
- respecter l'Etat de droit ;
- mettre en œuvre une décentralisation et une déconcentration effectives.

2) Des approches sectorielles qui, en terme de croissance économique, mettent l'accent sur :

- Le passage de l'Agriculture d'auto subsistance à l'économie agricole orientée vers le marché, et basée sur la valorisation des avantages comparatifs sous régionaux ;
- Le prolongement de la chaîne de valeurs par le développement des industries agroalimentaires en amont et en aval, et du secteur minier ;
- La valorisation économique de la diversité de la culture régionale et de la biodiversité naturelle, dans le secteur du tourisme et celui de l'artisanat.

3) Des pôles différenciés de croissance économique qui, en termes de planification, amènent à distinguer des unités territoriales représentant au mieux les spécificités locales.

4) Des stratégies transversales d'accompagnement et d'appuis aux approches sectorielles, à l'aménagement du territoire :

- Développement des pôles d'attraction en termes d'articulation Ville/Campagne, dont l'industrialisation agro alimentaire, et la réorganisation des filières porteuses
- Politique de migration et programme de colonisation de l'immense espace des sous régions sous exploitées du district d'Ambatofinandrahana
- Extension et renforcement des infrastructures physiques et des services à vocation économique
- Développement des villes et du partenariat public - privé pour attirer les investissements
- Développement humain (éducation et formation) et sécurisation sociale (santé et sécurité) pour tous.
- Développer les pôles commerciaux et industriels permettant de valoriser au mieux les productions agricoles
- Développer l'artisanat, le tourisme et l'exploitation minière

5) Instaurer un environnement favorable à la création des richesses et au prolongement de la chaîne des valeurs

- Renforcer les infrastructures physiques à caractère économique
- Mettre en place les appuis institutionnels de proximité
- Promouvoir le Partenariat Public – Privé

6) Instaurer un environnement favorable au développement social

- Dans le domaine de l'éducation
  - ✓ Promouvoir l'Education fondamentale pour tous :
- Préparer l'avenir des jeunes (accès à l'enseignement supérieur et insertion à la vie active)
- Renforcer les capacités des producteurs analphabètes en leur favorisant l'accès à des activités d'alphabétisation fonctionnelle.
- Dans le domaine de la santé
  - ✓ Le développement des centres de soins de proximité :
  - ✓ L'amélioration des services de santé :

- Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement
    - ✓ Augmentation du taux de desserte en eau potable et l'amélioration de l'accès aux services de base d'assainissement.
- Dans le domaine de la sécurité des biens et des personnes
    - ✓ Sécurisation foncière
    - ✓ Lutte contre les vols de bovidés
- Dans le domaine de la promotion de la jeunesse locale
    - ✓ Encourager et appuyer des activités visant à l'épanouissement et à l'insertion de la jeunesse, à travers la mise en place du Conseil régional de la jeunesse et de ses émanations communales.

V - Annexes

Adduction d'eau potable

Communes couvertes	Nombre de fokontany concernés
Ambatofinandrahana 4 (sur 9)	12
Ambositra 8 (sur 21)	27
Fandriana 7 (sur 13)	26
Manandriana 6 (sur 10)	14

Source : Monographie 2003, DRDR Amoron'i Mania

Potentialités et contraintes par district

District	Potentialités	Contraintes
AMBATOFINANDRAHANA	- Ressources minières importantes - (marbre, quartz, ardoise) - Région à vocation agro-pastorale - Zone de migration à fort potentiel inexploité - Sources thermales et sites à vocation d'écotourisme - Existence de chutes d'eau hydro - énergétiques.	- Manque d'infrastructures urbaines - Enclavement des zones productrices pendant plusieurs mois de l'année - Maîtrise d'eau insuffisante pour - l'irrigation rizicole - Manque d'infrastructures sociales - (eau potable, santé et éducation) - Insécurité due aux "dahalo" et à - la dispersion de la population;
AMBOSITRA	- Zone Tampon entre Antsirabe et Fianarantsoa - Importantes réserves naturelles - et gisements miniers - Présence d'un centre de l'artisanat - Artisanat du bois renommé (sculpture et marqueterie) - Attraction touristique du pays Zafimaniry - Zone productrice de produits vivriers.	- Enclavement saisonnier des zones productrices - Manque de maîtrise de l'eau : insuffisance de barrages - Manque d'infrastructure et de personnel de santé et d'éducation - Faible niveau de revenus de la population rurale - Dégradation des ressources naturelles.
FANDRIANA	- Artisanat local renommé (tissage, rabane) - Unité de production hydro-	- Sols peu fertiles nécessitant des apports organiques - Manque de puissance de la

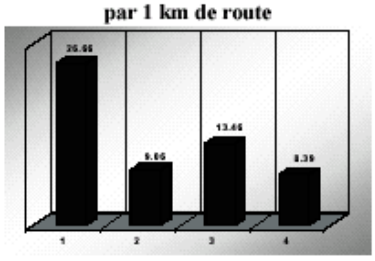
	électrique (JIRAFI) - Ressources minières (Gîtes aurifères) et thermales - Potentiel touristique à développer.	JIRAFI (coupures de courant fréquentes) - Importance du trafic illégal lié à la production d'alcool de canne (toaka gasy) - Dégradation des ressources naturelles.
MANANDRIANA	- Potentiel d'ouverture appréciable en matière de liaisons routières (Fianarantsoa-Morondava via Ambatofinandrahana) et ferroviaire (vallées des mines Antsirabe- A m b a t o f i n a n d r a h a n a - Manandriana - Fianarantsoa) - Associations des femmes dynamiques au niveau des communes.	- Manque d'Infrastructures urbaines - Problèmes d'assainissement et alimentation en eau potable - Cherté des produits de première nécessité.

Localités couvertes par l'électricité

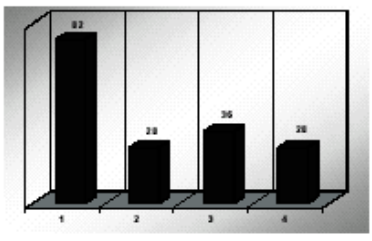
Intervenants	• Des agences locales de la JIRAMA gèrent des centrales thermiques à Ambositra, à Manandriana et Ambatofinandrahana, des micro centrales hydroélectriques sont gérées par des agences privées et/ou communautaires à Fandriana (JIRAFI), et au sud d e Tsarasaotra
Aspect géographique	• La JIRAMA couvre les villes d'Ambositra, d'Ambatofinandrahana et de Manandriana • La JIRAFI couvre une partie de la Commune de Sahamadio (où se trouve la centrale d'alimentation) et la ville de Fandriana ; micro –réseaux thermiques : exemple : Sandrandahy • La micro station de Tsarasaotra couvre des villages de la partie sud de cette commune
Aspect institutionnel	• Les agences de la JIRAMA sont rattachées à la Direction Régionale d'Antsirabe • Les stations autres que JIRAMA son t à gestion autonome
Aspect fonctionnel	• Coût élevé pour la JIRAMA (plus de 1.000 fmg/kwh) • La ville d'Ambositra bénéficie de fournitures d'électricité 24h/24

Taux d'accès au réseau routier par district

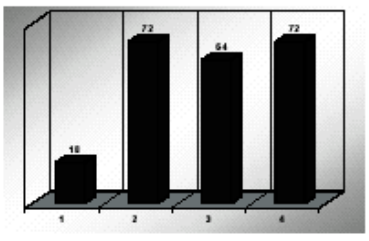
Densité réseau routier
Etendue de territoire (en km²) servie par 1 km de route



Pistes (en %) dont l'accessibilité est inférieure à 8 mois dans l'année

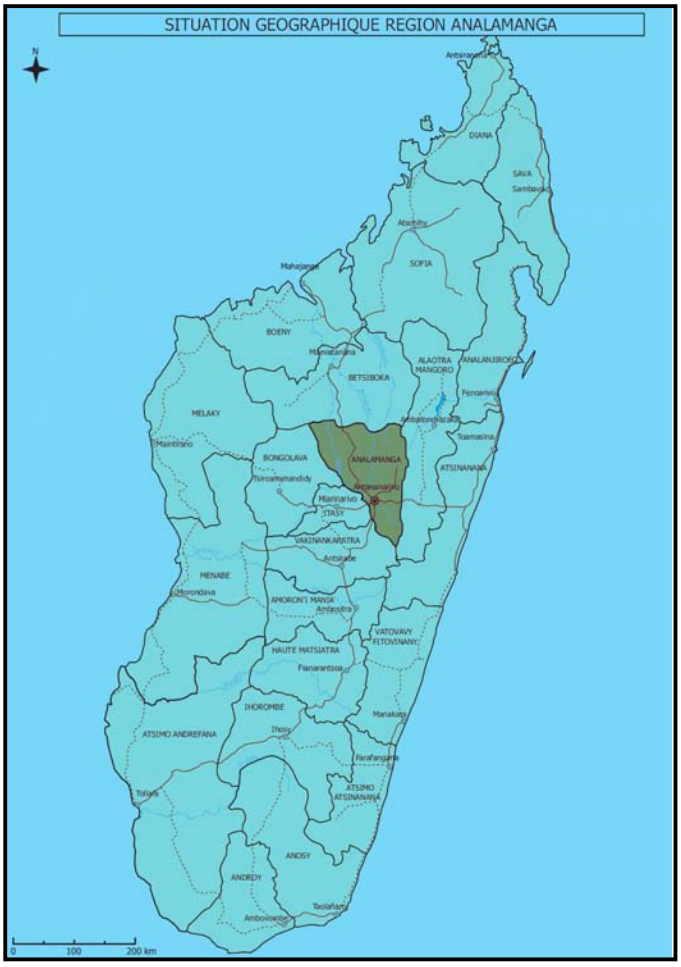


Pistes (en %) dont l'accessibilité est sup. ou égale à 8 mois



1. Ambatofinandrahana ; 2. Ambositra ; 3. Fandriana ; 4. Manandriana

Région Analamanga



I – Principales données socio-économiques de la région Analamanga

Superficie:	17 464 km2
Population :	3.3 millions d'habitants
PIB/habitant :	478 $ (2009)
Taux de croissance:	- 3.7 % (INSTAT)
Taux de chômage:	6.7 % (INSTAT / CUA)
Secteur primaire :	6.5 % des emplois (INSTAT /CUA)
Secteur secondaire :	25.1 % des emplois (INSTAT/ CUA)
Nature des entreprises :	Industrie de transformation
Secteur tertiaire :	69.4 % des emplois (INSTAT/CUA)
Nature des entreprises :	Commerce, Transport, Education, Santé
Part de la population urbaine:	38.1 %
Principales localités:	Antananarivo Renivohitra (1 238 242 habitants),
Port :	Néant
Aéroport :	IVATO (14 807 vols/an)
km de routes bitumées :	633.8 km
km de pistes :	2748.9 km

II– Situation économique de la région

La situation économique de la Région Analamanga se traduit principalement par les activités rizicole, avicole, piscicole, apicole, artisanale (broderie, soie, vannerie, tissage raphia et rabane, maroquinerie, corne, tannage), touristique (les palais d'Ambohimanga et de Manjakamiadana, le palais du Premier Ministre, le Parc zoologique et botanique de Tsimbazaza, le lac et le musée Jean Laborde (Mantasoa), la Réserve Spéciale d'Ambohitantely Ankazobe et le lac de Tsiazompaniry …) et industrielle (agro-alimentaire, textile, bois et dérivés, plastique, chimique, pharmaceutique, paramédical,…)

III – Programmes d'appui à la décentralisation ou de coopération décentralisée en cours

- Partenaire : Fond d'entretien routier (FER)
  Nature : Travaux d'entretien des routes dans les 7 Districts composant la Région Analamanga pour l'année 2011

- Partenaire : Fond de développement locale (FDL)
  Nature : Financement Projet Communal

- Partenaire : Agence de Développement de l'Electrification Rurale (ADER)
  Nature : Appui technique et financier des Communes Rurales éligibles au projet d'électrification

- Partenaire : WATER AID
  Nature : Financement du projet de transparence et de bonne Gouvernance en matière d'Eau, d'assainissement et d'hygiène

- Partenaire : PROSPERER (Programme de soutien aux Pôles de Micro-Entreprise Rurales)
  Nature : Appui technique et financier des Communes Rurales en matière de développement Rural

- Partenaire : Office Nationale de Nutrition (ONN)
  Nature : Appui financier des travaux HIMO (Haute Intensité de Main d'Œuvre) pour la lutte contre la mal nutrition

- Partenaire : Bureau National pour la Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC)
  Nature : Appui technique et financier relatif aux travaux d'urgence durant la période cyclonique

- Partenaire : ONG GLOBAL MEDICAL CENTER MADAGASCAR « ONG D'UTILITE PUBLIQUE »
  Nature : Dotation en matériels et équipements dans les domaines de la santé et de l'éducation

- Partenaire : Fondation TANY MEVA
  Nature : Appui technique et financier dans le domaine de la Biodiversité et de l'Environnement.

- Partenaire : Association ASOS : Action Socio-sanitaire Organisation Secours
  Nature : Appui technique et financier en matière de renforcement des capacités des communautés pour le maintien et la promotion de la santé (lutte contre le paludisme)

IV – Plan de développement

1- Objectifs en matière de développement régional

Développement social, économique et culturel durable basé sur une répartition spatiale équitable :

- Lutte contre la pauvreté et l'insécurité ;
- Diminution du taux d'analphabétisation et du taux de mortalité infantile ;
- Amélioration de l'administration régionale ;

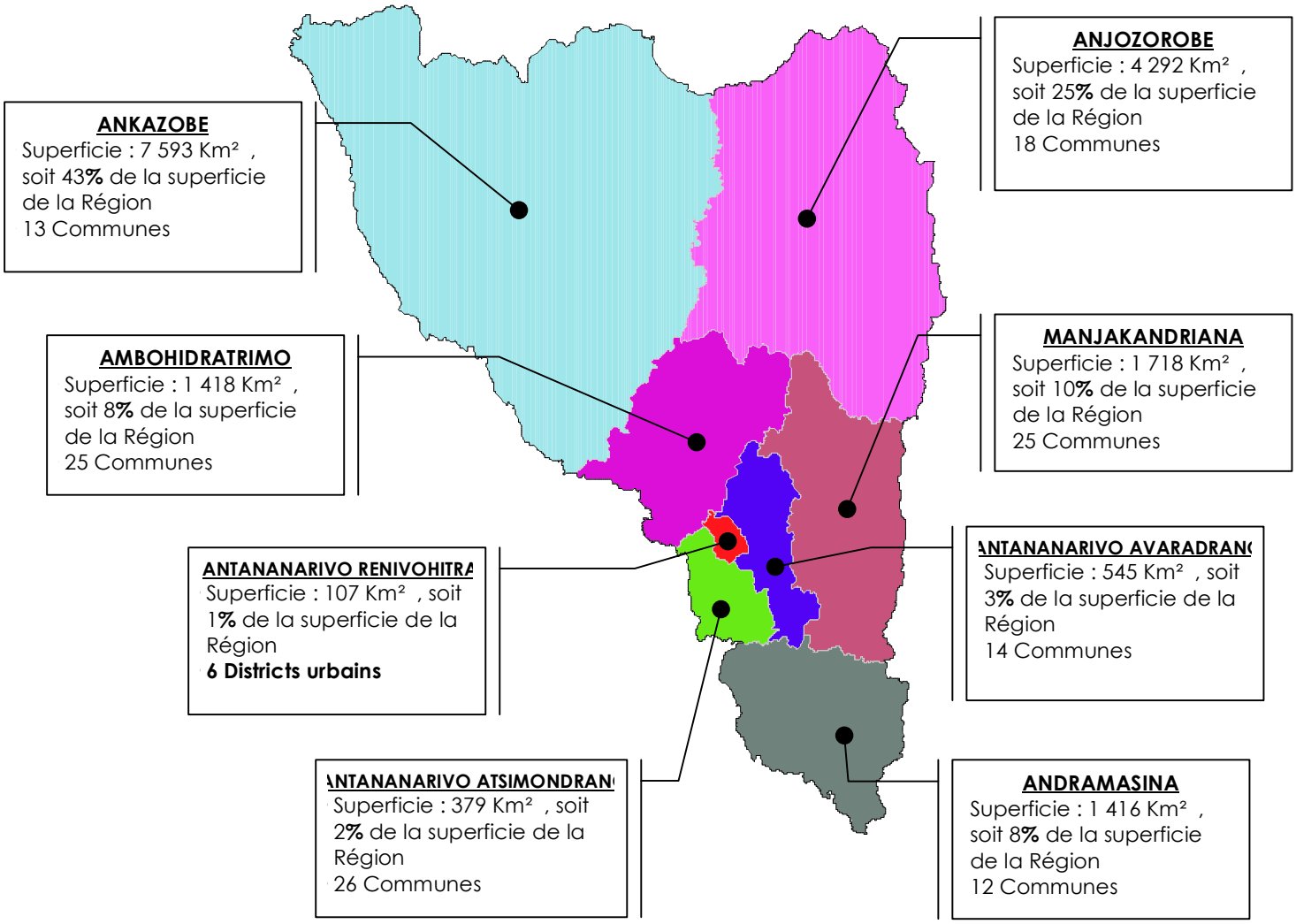
2- Priorités

- Renforcement du système de sécurité que ce soit en milieu rural ou urbain (infrastructures, matériels et équipements) ;
- Construction et/ou réhabilitation des routes et ouvrages d'art ;
- Construction et/ou réhabilitation des infrastructures scolaires avec dotation en matériels et équipements scolaires;
- Construction et/ou réhabilitation des infrastructures sanitaires;
- Construction et/ou réhabilitation des infrastructures d'adduction en eau potable et d'assainissement ;
- Alimentation en énergie électrique et/ou renouvelable;
- Construction et/ou réhabilitation des infrastructures hydroagricoles;
- Réhabilitation et équipement des bâtiments administratifs ;
- Informatisation de l'administration territoriale
- Renforcement des capacités des paysans ;
- Amélioration des performances des filières agricoles porteuses et promouvoir les petits élevages familiaux
- Appui en matière d'intrants agricoles
- Promotion des filières touristique et artisanale ;
- Lutte contre le changement climatique : reboisement, protection et valorisation de l'environnement
- Définition d'une politique d'aménagement du territoire, en cohérence avec le schéma national ;
- Réforme foncière ;
- Urbanisme (schéma directeur, transports urbains, infrastructures urbaines) ;
- Amélioration de la collecte des taxes ;
- Secteur privé, partenariat avec de grandes entreprises ;
- Aide à la commercialisation (Marché communal, Marché Régional et Interrégional)

V - Annexes

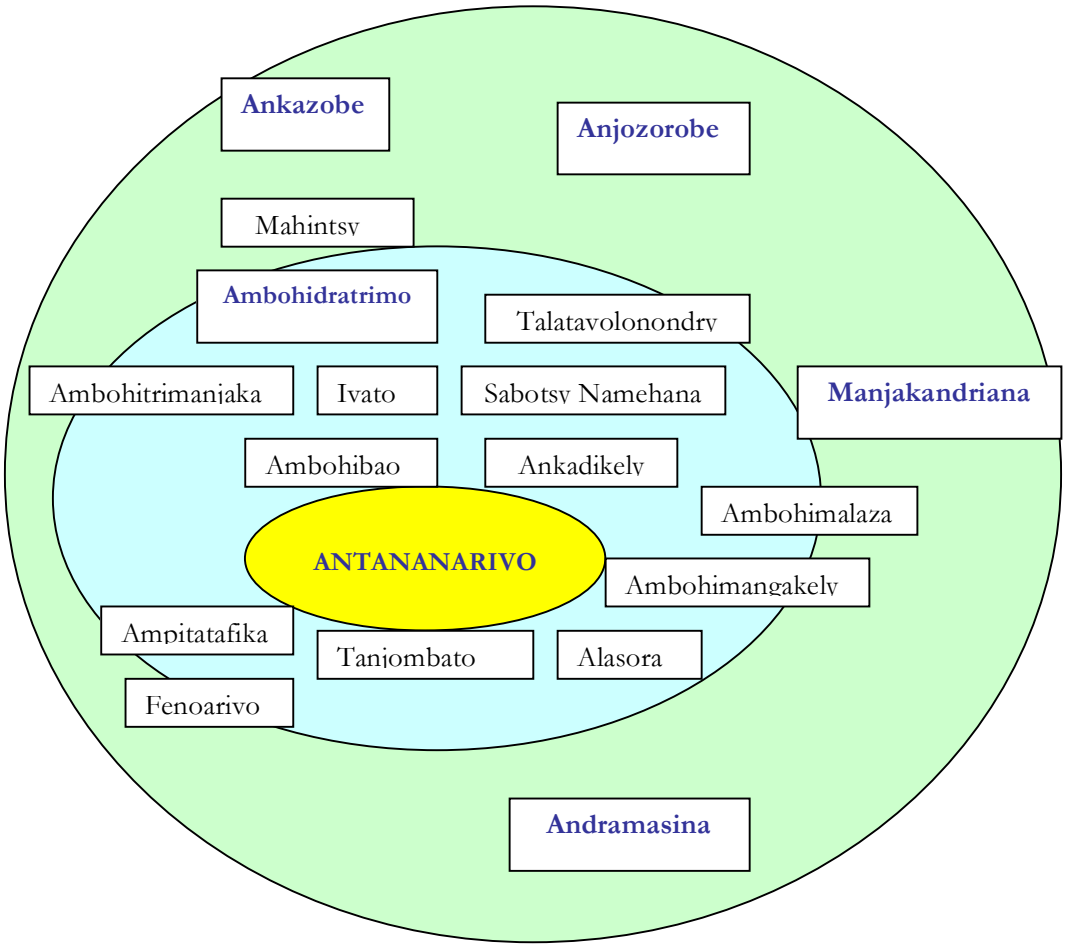
La Région Analamanga compte 134 Communes, 7 Districts périphériques et 6 Districts urbains (Antananarivo Renivohitra). Elle s'étend sur une superficie de 17 464 km², soit environ 3 % de la superficie de Madagascar.

FIGURE 1 : PRESENTATION DE LA REGION ANALAMANGA



REGION ANALAMANGA

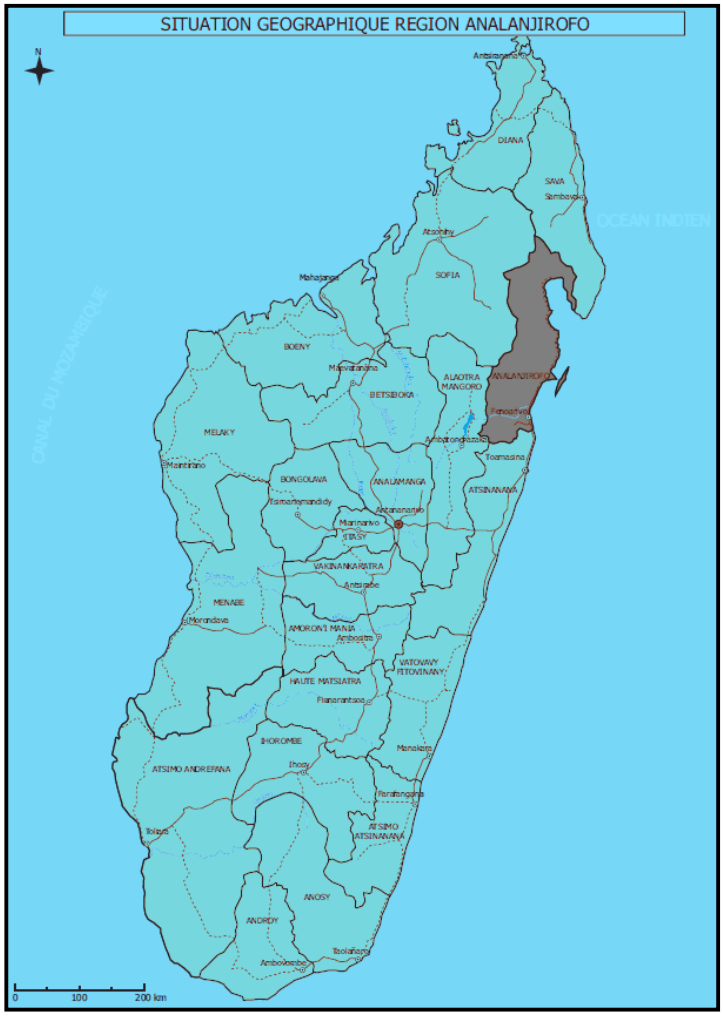
FIGURE 2 : SCHEMA DE DEVELOPPEMENT



La Région d'Analamanga se répartit en trois grandes zones avec les vocations respectives et les rôles précis ci-après définis:

	Antananarivo :	Développement urbain / Ordre et Sécurité Publics Centre principal de commercialisation de produits et de transaction
	Communes périphériques :	Sites d'accueil : Amélioration de l'habitat Agglomération : Extension d'Antananarivo Centre secondaire de commercialisation Centre de transformation agricole et industrielle Education environnementale Zone secondaire de développement agricole
	Districts périphériques :	Développement rural : zone de production agricole Valorisation de la biodiversité (Sites biologiques) Protection de l'environnement / Reforestation

Région Analanjirofo



I – Principales données socio-économiques de la région

Superficie:	22 380 km2
Population :	816 167 habitants (2002)
Taux d'accroissement:	3.16 %

Situation de l'emploi (entreprises formelles)

Branche d'activité	**Nombre**
1 Secteur primaire :	93
2 Industrie alimentaire :	208
3 Textiles et cuir :	7
4 Industrie du bois :	30
5 Travail de fer et métaux :	46
6 Autres industries :	46
7 Bâtiment et T.P. :	191
8 Commerce de gros :	1 155
9 Commerce de détail :	8 254
10 Transport & Télécommunications :	138
11 Hôtel, restaurant et gargote :	389
12 Autres services :	59

Taux d'urbanisation : 27.5 %
Principales localités:

- MAROANTSETRA, Superficie : 6 876 km2, Population : 173 504 hab., Communes : 18
- MANANARA/NORD, Superficie : 4 320 km2, Population : 110 051 Hab., Communes : 14
- SOANIERANA/IVONGO, Superficies: 5 204 km2, Population: 102 991 Hab., Communes: 8
- FENERIVE/EST, Superficie : 2 570 km2, Population : 249 354 Hab., Communes : 12
- VAVATENINA, Superficie : 3 202 km2, Population : 163 340 Hab., Communes : 10
- SAINTE/MARIE, Superficie : 210 km2, Population : 16 927 Hab., Communes : 1

Port : port de cabotage à Sainte-Marie, Maroantsetra, et Mananara-Nord
Aéroport : Sainte-Marie, Maroantsetra et Mananara-Nord
km de routes bitumées : 197 km
km de pistes : 695 km

II– Situation économique de la région

La Région est équipée d'infrastructures appropriées pour développer le secteur économique. A part le Téléphone, le transport, des institutions financières comme les Banques (BOA à St Marie – Fénérive-Est, Mananara et Maroantsatra et BFV à St Marie) et les Organisations mutualistes (OTIV…), elle compte plus de 10 000 entreprises formelles. Ce qui engendre un emploi de 30 à 100 000 travailleurs. Le secteur public est estimé à moins de 1000 travailleurs. Cette situation régionale de l'emploi est analysée sur la base des chefs de ménage, d'abord en soulignant leur niveau d'instruction, ensuite en présentant leur situation vis-à–vis de l'emploi (occupé, chômeur, en quête d'emploi, retraité de ménages, etc.). 80,33 % de la population assure encore leurs besoins à partir des sources et cours d'eau.

III – Programmes d'appui à la décentralisation ou de coopération décentralisée en cours

	BAILLEUR	BENEFICIAIRE	DESCRIPTION DE L'ACTION
REGION	NORD PAS DE CALAIS		présence d'un appui financier en environnement et biodiversité, développement et aménagement du territoire, éducation et formation professionnelle
REGION	CR BRETAGNE		filières agricoles et produits de la mer; écotourisme et gestion de l'eau,
REGION	SCAC	TRANSMAD	subvention mise en place en 2008 sur crédits osi pour mise en œuvre d'un centre d'appui aux communes (coopération décentralisée entre Nord Pas de Calais et région Analanjirofo)
REGION	AFD	INTERAIDE	accès aux communes rurales pour l'amélioration de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement des villages des régions Analanjirofo et Vatovavy Fitovivany, sur 3 ans,
BAIE ANTONGIL	SCAC	WCS WILDLIFE CONSERVATION SOCIETY	subvention en 2008 sur fsd pour construire un puits dans la baie d'antongil
BAIE ANTONGIL	SCAC	WCS WILDLIFE CONSERVATION SOCIETY	subvention en 2009 sur fsd v pour puits dans la baie d'antongil

MAROANTS ETRA	MEDAIR		subvention sur crédits d'intervention 2009 pour améliorer les conditions sanitaires dans les zones affectées par la tempête Jade dans le district de Maroantsetra, Analanjirofo,
STE MARIE	FCR REUNION	AFVP	subvention 2010 pour le développement et la structuration de l'agriculture sur l'Ile Ste Marie
STE MARIE	SCAC	AFVP	en 2008 sur les crédits osi en appui à la maison de l'agriculture et de l'environnement de Ste Marie
STE MARIE	SCAC	CARE INTERNATIONAL	subvention sur crédits osi en 2008 projet de sécurité alimentaire post-cyclone à Ste Marie
STE MARIE	SCAC	MAESM	subvention en 2009 sur le fsd 6 pour le devt et la structuration de l'agriculture à Ste Marie
ONG OEUVRANT EN ANALANJIROFO : Medair, WCS, Interaide, Transmad, Appel, Care International			

IV – Plan de développement

La Région ANALANJIROFO prône ainsi le développement de ses activités agricoles comme moteur principal de son essor économique à partir duquel s'amélioreront progressivement les conditions sociales de la population. Mais l'agriculture ne peut pas, à elle-seule », servir de base unique et suffisante pour amorcer un décollage économique. D'autres « visions secondaires » y sont nécessaires. Autour de la vision centrale ou principale d'ANALANJIROFO se greffent ainsi d'autres « visions périphériques » et se rapportant principalement sur :

- L'amélioration du réseau de transport pour une meilleure intégration régionale.
- L'intensification des investissements.

1- Objectifs en matière de développement régional

Cinq Axes Stratégiques

1- Instaurer une politique régionale d'administration de proximité et de mise en confiance
2- Améliorer la performance économique globale
3- Relancer la culture du girofle
4- Promouvoir le développement du tourisme et de l'écotourisme
5- Apporter plus d'équité par des mesures socio-spatialement différenciées

2- Priorités

- Promotion du développement économique régional: 100% des régions (Agriculture, pêche et élevage, agroalimentaire, agro-industrie, appui au développement du secteur privé, création de pôle de développement, tourisme et Environnement
- Appui au développement Eau et assainissement/ électrification rurale
- Appui institutionnel/formation
- Sécurité des personnes et des biens
- Réforme foncière
- Infrastructures urbaines et communales, santé, éducation
- Appui technique aux communes : formation technique des agents, amélioration du recouvrement des taxes, mise en place d'un système d'information, aide à la planification, planification du développement urbain et communal
- Appui au développement des services
- Urbanisme (schéma directeur, transports urbains, infrastructures urbaines)
- protection et valorisation de l'environnement ;

La Région Analanjirofo

En un coup d'œil – 2004

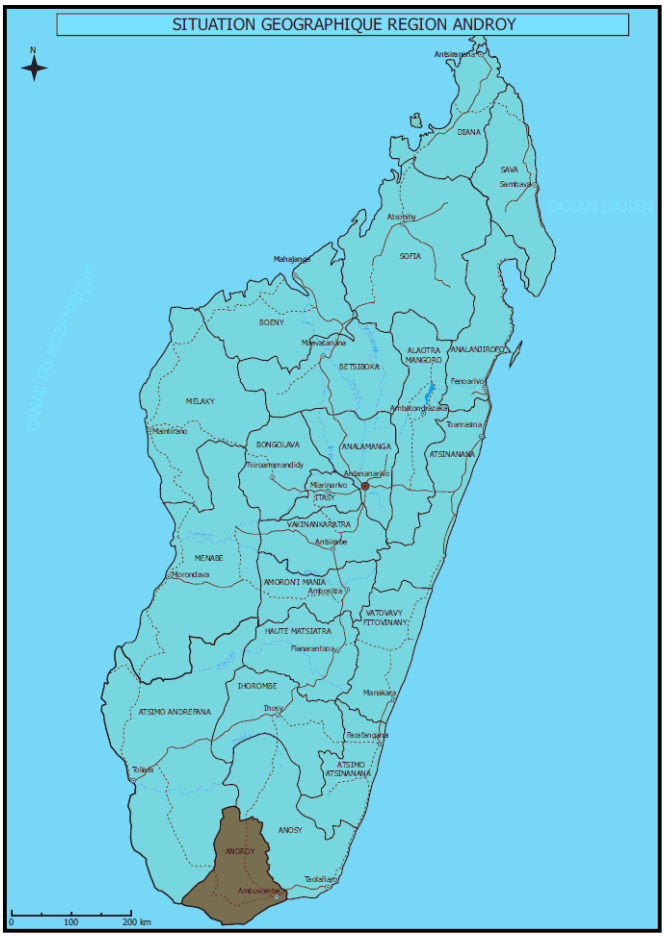
PRD
Analanjirofo

	Intitulé	Sainte Marie	Fénérive-Est	Vavatenina	Soanierana-Ivongo.	Mananara-Nord	Maroantsetra	Région
1	Population (2002)	16 927	249 354	163 340	102 991	110 051	173 504	816 167
2	Superficie (Km²)	210	2 570	3 202	5 204	4 320	6 876	22 380
3	Densité (2002)	81	97	51	20	25	25	36
4	Taux de natalité (93)	3	4	4	4	4	4	23
5	Taux de mortalité (93)	1	1	1	1	1	1	1
6	Taux d'accroissement naturel (93)	3	4	4	3	3	3	19
7	% population rurale	96	99	94	99	100	99	586
8	Exploitation agricole (93)	1 294	37 481	23 994	14 741	13 727	26 032	117 269
9	Taux d'urbanisation	63	7	18	33	32	12	165
10	Nombre de personnes par ménage	4	5	5	5	5	5	4,9
11	Mortalité infantile	95	82	63	75	89	51	455
	Economie							
12	Superficies cultivées (ha)	11 100	41 570	45 455	20 405	50 535	54 305	298 230
	Répartition des surfaces cultivées par types de spéculation							
13	Cultures vivrières	4 290	19 725	24 200	5 315	11 155	19 805	138 050
14	Cultures de rente	6 605	20 995	19 850	14 760	36 995	32 735	143 545
15	Cultures industrielles	205	855	1 405	330	2 385	1 765	16 640
16	Répartition des surfaces cultivées par types de spéculation	4 290	19 720	24 200	5 315	11 155	19 805	138 050
17	Surf. Totale vivrières	500	17 660	20 240	4 820	6 700	15 180	114 490
18	Riz	2 370	1 380	1 560	410	3 270	3 410	148 40
19	Manioc	430	500	2 080	25	490	215	5 190
20	Maïs	990	145	220	60	560	830	2 975
21	Patate		35	100	-	135	170	550

22	Superficie cultivée en riziculture Ha	Sainte Marie	Fenoarivo -Ats.	Vavateni na	Soaniera na-Iv.	Mananar a-Av.	Maroants etra	Région
23	Surf.tot en riz	500	24150	20240	17660	6700	15180	114 490
24	Riz de bas-fonds et plaines	500	16 240	10 950	6 730	6 700	15 180	33 920
25	Riz de tanety	1 600	6 300	4 650	2 750	700	90	5 930
26	Riz de tavy	1 240	9 500	4 370	130	10 440	4 460	43.840
27	Surface cultivée en riz selon le mode d irrigation							
28	Riz de bas-fond Et plaines	2 800	11 630	9 930	550	5 760	3 250	64.720
29	Niveau d autosuffisance en riz de la région							
30	Besoins (T)	20 303	43 338	32 547	9 434	34 205	24 528	279 128
31	Production (T)	8 410	51 750	31 265	14 930	28 045	23 325	226 235
32	Excès/Déficit	-11 893	8 412	-1 282	5 496	-6 160	-1 403	- 53 093
33	Superficies cultivées et production de cultures de rentes en Ha							
34	surface cultivée (ha-2001)							
35	Café	3 030	6 170	4 215	2 740	3 055	4 905	24 115
36	Girofle	3 265	10 385	9 795	7 350	15 010	15 630	61 435
37	Poivre	15	60	-	-	35	30	140
38	Vanille	25	45	15	-	3 460	695	4 240
39	Productions (2001)							-
40	café	50	1 810	1 370	1 325	930	830	6 315
41	Girofle	520	1 800	1 220	1 230	2 245	1 900	8 915
42	Poivre	5	30	-	10	-	10	55
43	vanille	25	45	15		3 460	695	4 240
44	Traitement des clous de Girofle	525	1 805	1 225	1 235	2 245	1 920	9 720
	Elevage							
58	Bovin	500	8 860	5 190	3 532	2 275	28 000	48 357
59	Porcin	5	922	1 147	1 282	1 978	811	13.587
60	Ovin	-	-	-	-	-	11	16
61	Caprin	-	-	-	-	13	-	13
62	Poulet	745	29 788	16 699	11 765	18 348	16 063	133.917
63	Canard	403	10 691	4 687	4 763	3 188	7 113	40.773
64	Oie	38	2 191	2 275	1 332	392	864	8.010
65	Dindon	22	1 180	554	327	222	11	4.431
66	Lapin	-	27	-	-	-	-	337

67	Autres élevages	Sainte Marie	Fenoarivo -Ats.	Vavateni na	Soaniera na-Iv.	Mananar a-Av.	Maroants etra	Région
68	Apiculture	15	453	103	30	-	103	1.593
69	Sériciculture	-	-	-	-	-	-	-
70	Pisciculture	-	848	53	5	-	-	906
71	Foncier							
72	Titre foncier	1 483	5 642	713	915	nd	nd	8 753
73	Titre délivré (moyenne / an)	9	55	8	13	nd	nd	85
74	Surface titré (ha)	0	0	0	0	nd	nd	
75	Opérateurs miniers formels							77
76	**Infrastructures économiques**							
77	Poste et Télécommunication	1	1	1	1	1	1	6
78	Abonné Télma	265	238	66	34	-	88	691
79	Puissance du Groupe JIRAMA (KWA)	1 540	2 324	602	594	742	1 810	7 612
80	Capacité du Réservoir (M3)	832	592	180	182	532	822	3 140
81	Routes bitumées (cm)	-	98	55	-	37	7	197
82	Autres Routes praticables en partie (cm)	14	104	100	102	187	188	695
83	TOTAL (cm)	14	202	155	102	224	195	892
84	Infrastructures hôtelières							
85	Nombre Hôtel	33	7	-	4	8	5	57
86	Nombre Chambre	268	51	-	28	48	45	440
87	Banques et institutions financières	1	1			1	1	4
88	Les différentes stations de la région							
89	FM Public	1	-	-	-	-	-	1
90	FM Privé		2	2	2	3	2	11
91	ONDES Moyenne	1						1
92	TV Publique	1	1	1	1	1	1	6
93	TV Privé	-		-		-		0
94	B.L.U. Publique	1	1	1	1	1	1	6
95	Antenne Parabolique	1	1	1	1	1	1	6

Région Androy



I – Principales données socio-économiques de la région

Superficie:	19.350 km2
Population :	600.000 d'habitants (2005)
Taux de croissance:	2,7 %
PIB/habitant :	ND
Taux de chômage:	ND
Secteur primaire :	ND
Secteur secondaire :	ND
Nature des entreprises :	
Secteur tertiaire :	ND
Nature des entreprises :	
Part de la population urbaine:	ND
Principales localités:	Ambovombe-Androy (265 142 hab.), Bekily (135 513 hab.), Beloha-Androy (76 515 hab.) et Tsihombe (71 2487 Hab.)
Aéroport :	aérodrome avec piste non bitumée à Tsihombe
Routes :	La Région est traversée par les routes nationales RN 10 et RN 13 qui relient respectivement les Villes de Toliara et de Fianarantsoa à la

	Ville de Tolagnaro. Vingt deux routes et chemins provinciaux (RIP, CIP) sillonnent également la Région. Des routes de desserte et désenclavement se sont construites pour faciliter la servitude des zones reculées et l'évacuation de la production.

II– Situation économique de la région

L'économie de l'Androy est dominée principalement par l'élevage et l'agriculture. Toutefois, le développement de la production agricole est fortement tributaire de la disponibilité en eau qui demeure aléatoire en corrélation directe avec le régime de précipitation.
La pêche maritime offre un potentiel non-négligeable néanmoins, son intensité et impact économique a été masqué par le rattachement administratif à l'ancienne préfecture de Tolagnaro.
Pour l'exploitation minière, la Région s'est autrefois distinguée pour l'exploitation industrielle du mica. Elle offre des opportunités pour l'exploitation de gemmes et de produits industriels de manière formelle.
La Région de l'Androy possède également des produits d'art et d'artisanats uniques à la Région. Particulièrement dans la bijouterie traditionnelle, la vannerie, la sculpture, etc.

III – Programmes d'appui à la décentralisation ou de coopération décentralisée en cours

	BAILLEUR	BENEFICIAIRE	DESCRIPTION DE L'ACTION
REGION	UE	INTERCOOPERATION MADAGASCAR	projet 2007-2011 d'appui à la sécurisation alimentaire de l'Androy
REGION	UE	GRET	projet 2007-2011 de sécurisation de l'approvisionnement en semences pour l'Androy
TSIHOMBE	CG EURE	TSIHOMBE	soutien global à la région de Tsihombé 2009
TSIHOMBE	SCAC	HAVELONTIKA	subvention versée par le scac en 2009 pour l'appui à la mise en place de guichets fonciers auprès du district de Tsihombe
BEKILY		ALT ANDRY LALANA TOHANA avec ANDREW LEES TRUST	réintroduction du sorgho sur 250 ha dans le district de Bekily sous le PARECAM (04/2010)
ONG OEUVRANT EN ANDROY : AFDI, Andrew Lees Trust, Gret, Havelontika, Azafadi, Care France			

IV – Plan de développement

1- Objectifs en matière de développement régional

Les objectifs économiques globaux sont

a) Atteindre un taux de croissance de 8 à 10% ;
b) Atteindre un taux d'investissement de 20%
c) Assurer la participation du secteur privé pour atteindre 12 à 14% de taux d'investissement ;
d) Mettre les voies et moyens pour assurer l'ouverture de l'économie régionale.

Les objectifs spécifiques de la Région sont :

a) Augmentation de la productivité et de la production agricole des produits de base pour la sécurité alimentaire et l'amélioration de l'état nutritionnel (céréales, racines et tubercules, grains secs, les grands et petits ruminants, les volailles, la production laitière, ...)
b) Augmentation des exportations agricoles en particulier les produits halieutiques, les produits naturels, les grains secs, le riz de luxe

c) Multiplication et développement de l'agro-industrie alimentaire en particulier pour la conservation des fruits exotiques, la production de produits de première nécessité (PPN) sucre, huile alimentaire, la conservation des produits maraîchers,
d) Multiplication et développement de l'agro-industrie non alimentaire en particulier la production de bioénergie à partir du Jatropha, du ricin et de la canne à sucre, la production d'huile essentielle pour l'aromathérapie et la cosmétologie, et l'intensification des collectes et de la plantation de produits naturels,
e) Augmentation de la production des pierres transformées (précieuses et semi-précieuses), augmentation de la production de sel de terre et les autres produits industriels pour l'ornementation et les industries mica, phlogopite, graphite, appels à manifestation d'intérêt pour la réouverture de l'exploration des produits des carburants fossiles ;
f) Augmentation annuelle de la capacité d'accueil touristique et du nombre de touristes.

2- Les priorités

a) Mettre en place des pôles de développement économique et des nouveaux complexes agro-industriels, suivant les vocations agro-écologiques de chaque District :

District	Pôles Agro-industrielles
Ambovombe-Androy	Complexe de froid pour la transformation des viandes, volailles et de traitement des produits halieutiques
Bekily	Complexe agro-industriel alimentaire pour la transformation de riz de luxe, canne à sucre, maraîchage, grains secs, arboriculture fruitière
Beloha	Complexe de agro-industriel non alimentaire pour la transformation des produits naturels, la production de bioénergie Jatropha sp., Ricin, Moringa Oléifera,, l'aromathérapie et la cosmétologie
Tsihombe	Complexe agro-industriel non alimentaire de traitement des plantes médicinales et produits naturels et élevage ranching de bovins et petits ruminants

a) Augmenter de la disponibilité et de l'accès à la ressource en Eau pour les besoins globaux (besoins sociaux et de production)
b) Assurer la réhabilitation et la construction des infrastructures économiques nécessaires
c) Renforcer la sécurité publique par une meilleure présentation et représentation des forces de l'ordre - réhabilitation Caserne Z.P Commissariat de Police - Installation de commissariat de Police par district et poste de police par commune - Renforcement de la capacité institutionnelle du système des forces de l'ordre
d) Mise en place d'un Tribunal de Première Instance dans le Chef Lieu de Région,
e) Favoriser et faciliter la diversification économique et la création d'emplois (Augmenter les services d'appui pour la création d'entreprise, le renforcement et la promotion de l'entreprenariat, etc.)
f) Mettre en place un circuit intégré de tourisme et d'éco-tourisme,
g) Mettre en place une promotion de l'artisanat de luxe dédié à l'unicité de la Culture Androyenne (Mise en place de Maison de l'Artisanat)
h) Mettre en place les infrastructures de service d'approvisionnement en eau et électricité, services financiers – bancaires et les institutions de micro-finance, services de télécommunication,
i) Augmenter l'accès à la Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication,
j) Urbaniser tous les Districts de la Région,
k) Mettre en place un réseau de marché et central d'achat vente.
l) Améliorer l'enseignement et la formation professionnelle pour atteindre l'éducation pour tous
m) Améliorer la fourniture de Santé pour atteindre la Santé pour tous.

n) Promouvoir l'intensification de l'élevage en Ranching de bovidés, de petits ruminants et volailles.
o) Promouvoir la structuration de la filière bovidés pour le marché domestique et international
p) Diffuser des races bovines d'embouche et laitières améliorées,
q) Agriculture : Introduction de nouvelles variétés susceptibles d'être adaptées aux conditions climatiques, Amélioration génétique des variétés locales (maïs, ricin..),
r) Etc.

V - Annexes

Cadre de Gouvernance

Gouvernance régionale – Administration et institutions de pouvoir traditionnel

Forces	*Faiblesses*
- Les responsables régionaux sont conscients des nouvelles opportunités et défis offerts par la création de la Région ; - L'érection de la Région offre une structure de gouvernance et des services de proximité ; - La structure de gouvernance régionale réduit d'un niveau l'éloignement administrative et rend des services de proximité; - Le cercle de concertation et de prise de décision devient plus restreint et permet de focaliser la politique et les débats sur les besoins réels de la population de la région; - Renforcement de capacité de la gouvernance locale à l'échelle Communale grâce à l'assistance technique et financière conséquente de la part des bailleurs de fonds; - Le suivi, l'évaluation et compte rendu/rapportage « reporting » des performances et impacts des interventions définies dans les plans de développement s'évalue à principalement entre les Communes et la Région et vice versa, afin de définir et mieux orienter les appui et assistance de l'Etat et des Bailleurs de fonds et de prendre les sanctions positives et négatives conséquentes. - La région et les communes peuvent très facilement se mettre en bloc solide pour négocier des appuis techniques et financiers suivant les visions et orientations de développement qu'ils ont définis ensemble de manière participative ; - La structuration du monde rural en association / groupement de base est en cours d'intensification ; - L'existence des associations et groupements éparpillés dans tout l'étendue de la Région, des Hazomanga, des agences d'exécution, les ONG et les collectivités locales, constitue déjà une base concrète pour la promotion du développement du système traditionnel de communication par voie orale, rapide et efficace qui est nécessaire pour le moment… - La population se familiarise avec le processus participatif et apporte volontairement sa participation en tant que	- Les déséquilibres potentiels entre les appuis techniques et financiers entre les communes et les appuis à la Région - La Région ne bénéficie pas des anciennes superstructures et infrastructures préfectorales - La réhabilitation et construction trop lentes des infrastructures nécessaires pour la gestion administrative des affaires régionales, - Le manque de vision des communes dans la pérennisation financière – fiscalité - des différentes instances de prise de décision des communes et de la Région, pour assurer la fourniture de services d'intérêt public et les services sociaux nécessaires aux développements. - Les communes ne sont pas toutes en mesure d'assurer la fourniture de services de base de proximité. - Il y a peu ou pas d'appropriation du plan de développement locale par la communauté à la base ; même les autorités communales ne maîtrisent pas assez la finalité du P.C.D., la signification du mot, sa validation et la procédure de l'exécution (marché public), la ***Commune en tant que Maître de l'Ouvrage*** de son élaboration, sa mise en œuvre, et son suivi. - Les autorités communales ne sont pas au courant des activités minières et entre autres notamment l'halieutique sur leur territoire - Manque d'information et relations entre les activités communales et les autorités centrales et déconcentrées de l'administration minière, pêche et halieutique (M.E.M, MAEP…). - Les postes de commande des Services Techniques Déconcentrés sont encore rattachés aux anciennes préfectures et demandent des efforts d'investissement conséquents pour être installés et devenir opérationnels localement, - Les effectifs de services techniques déconcentrés ne sont pas en nombre suffisant et ne couvrent pas suffisamment les Districts

bénéficiaire des projets et programmes …	- Les statistiques et les informations pour la prise de décision ne sont pas spécifiques à la Région - Les référentiels et systèmes d'informations de base pour constituer des *références solides* sont insuffisants pour la prise de décision politique à l'échelle communale et régionale - Non-implication effective du système d'organisation sociale traditionnel symbolisant pourtant l'unité et l'entraide - Les institutions de pouvoir traditionnel sont trop rigides et adoptent un conformisme à l'égard des nouvelles tendances de développement, - Plusieurs sociétés civiles et groupements économiques en cours de formation et ne jouent pas encore le rôle de partenaires de développement - La dimension genre et développement n'est pas tenue en considération. La société Antandroy est encore sous la forte dominance patriarcale.
Opportunités	Menaces
- Mise en place d'un système de gouvernance de proximité autour de la Région (Région, Districts, Communes et Fokontany) - Coordination des activités des organismes d'appui au développement socio économique et culturel dans le cadre de la mise en œuvre des PCD - Intégration des pouvoirs traditionnels dans le système de gouvernance - Organisation, Structuration et capacitation du monde rurale pour son implication effective dans le système de gouvernance de proximité - Création d'un Système d'Information et de Communication pour constituer un Référentiel de base solide au niveau de la Région	- Incompréhension entre les autorités traditionnelles, les organismes d'appui, les services techniques déconcentrés et les autorités politiques sur la consultation à la base - Politique - Valeurs traditionnelles dévalorisées

Socio- anthropologie

Forces	*Faiblesses*
- Signe d'unité, cohésion sociale et respect mutuel - fidélité/maintien/respect de l'identité culturelle Antandroy - Maintenance de la structure et de l'organisation sociale - Conservation du patrimoine culturel offrant une diversité culturelle unique - Unicité du patrimoine culturel valorisé à l'échelle nationale et internationale - Particularisme culturel caractérisé par le sens de l'unité culturelle et de l'amour de l'harmonie sociale au bénéfice de la sécurité collective, de notion de biens et de personnes à l'émergence de l'opérationnalité des zones blanches constatées exclusivement à l'intérieur de la Région mais zones rouges dans les limitrophes (source : gendarmerie)	- Exclusion de la femme à toute prise de décision surtout d'intérêt communautaire - Propension à l'immigration - Influence des détenteurs du pouvoir traditionnel utilisé comme instrument privilégié pour l'accession à des fins politiques Trop forte fidélité aux traditions au détriment du développement local et régional.
Opportunités	Menaces
- Us et coutumes de la région de l'Androy exploitables en	- Pillage des patrimoines culturels

Forces	*Faiblesses*
terme de Marketing culturel, touristique et économique, - Exploitation de l'esprit d'unité cohésion sociale et respect mutuel à des fins socio économiques et financiers dans le cadre de la mise en œuvre des PCD et du PRD	- Traditions peuvent des facteurs de blocage du développement local et régional. - Désacralisation des valeurs et identité culturelles devenues des produits purement commerciaux, au dépend des leurs fonctions unifications sociales et communautaires.

Volet Sécurité

Forces	*Faiblesses*
- Les forces de l'ordre sont opérationnelles malgré le manque de moyens et l'insuffisance de l'effectif - Collaboration et synergie entre les forces de l'ordre et les Fokonolona, Existence de disciplines à l'intérieur des clans et de peur des « tody » et des punitions émanant des pouvoirs spirituels.	Insuffisance du personnel et insuffisance des matériels (transmission, communication, fournitures de bureau, ordinateurs, machine à écrire, infrastructures, matériels roulants…), Absence des postes avancés dans les zones limitrophes Accentuation des actes de banditisme (vols de bœufs dans les zones limitrophes) - Problèmes de méthode et d'organisation Police administrative (délaissée, perdue de vue) -Aucune réhabilitation en vue (caserne – bureau – logement) -Armement rudimentaire -Pas de compte-rendu systématique de tout événement important ou grave - existence de vols des bœufs dans les zones limitrophes mais vols non déclarés, - Gestion de vols des bœufs à travers le Dina au détriment des victimes innocents - Existences des autres Infractions (crimes, meurtres, problèmes fonciers, vols sur pied, …) - Trafics divers (chanvre, tabac, rhum de fabrication locale - Interventions politiques et des politiciens au niveau des instances administratives, - Trafics illicites de produits divers sur la côte - Non respect du Dinan'ny Mpihary.
Opportunités	Menaces
- Renforcement de la sécurité intégrée	- Jacquerie

Cadre économique

Agriculture et Elevage

Forces	*Faiblesses*
- Les potentiels sont réels et énormes et les pratiques fortement ancrées dans le paysage agricole traditionnel de l'Androy. - - La température et le sol offrent une multitude d'opportunités de diversification et de production en contre-saison si l'eau est maîtrisée. - De grandes espaces existent et peuvent être aménagées pour augmenter la taille de l'exploitation familiale et de faire des cultures industrielles.	- L'intensification de l'agriculture et de l'élevage reste tributaire de la disponibilité et de la meilleure gestion de ressources en eau, ainsi que la maîtrise des techniques de gestion conservatoire de l'eau et de la fertilité du sol (agrobiologie). - L'organisation de filière est quasi-inexistante et la transformation in situ minime pour créer des emplois et de la valeur ajoutée et ainsi inciter encore plus les intentions pour l'intensification de la production. - La structure patriarcale de la communauté et le poids de

Forces	*Faiblesses*
- La taille actuelle du cheptel et le volume actuel de production agricole offrent déjà des opportunités de transformation semi-industrielle et/ou industrielle. - La concentration localisée et le volume global des productions offrent des opportunités immédiates de transformation soit par une multitude de petites unités en réseau soit par la création d'industrie de taille moyenne	la tradition risquent de ralentir l'adoption de pratiques et techniques plus productives ainsi que leur intégration dans l'économie de marché et/ou industrielle. - La sécurisation foncière clanique peut diminuer l'émergence d'initiative individuelle d'intensification et de modernisation de la production, - La production agricole est fortement influencée par le manque d'eau d'irrigation ainsi que la maîtrise des techniques y afférentes avec les conséquences telles que : baisse de rendement, chute de revenus, migration, décapitalisation de cheptel bovin et ovin, dégradation de l'environnement, dysfonctionnement grave des marchés
Opportunités	Menaces
- La faiblesse de l'intensification agricole ouvre des perspectives pour augmenter la productivité et la production, à condition d'une bonne maîtrise de l'eau et l'appui de nouvelles technologies. - Création des pôles économiques avec organisation des filières économiques porteuses	- Attachement au système de valeurs économiques traditionnelles - Alias climatiques – sans mesures de mitigation et d'utilisation des technologies innovantes. - Augmentation des besoins en intensification agricole sans maîtrise des techniques de gestion productive des ressources en eau et de la fertilité du sol – risque d'extensification de la désertification.

Pêche

Forces	*Faiblesses*
- La Région a 200 km de côte environ avec un vaste plateau continental, - L'exploitation des ressources halieutiques commence à prendre son essor, - La zone économique exclusive de pêche regorge des espèces à haute valeur commerciale tels que langoustes, crevettes, poissons, pieuvres, seiches, calmers ailerons de requin, concombres de mer, algues marine, burgasses, coquillages,…poissons nobles, - La demande pour l'exportation est supérieure à l'offre, - Des associations de pêcheurs existent et commencent à se multiplier. Ils ont reçu des matériels de pêche, - Possibilité énorme de développement de l'aquaculture marine et continentale.	- L'inventaire des espèces et les statistiques de stock ne sont pas fiables, - Faiblesse de la promotion et de l'assistance pour la pêche et l'aquaculture marine et continentale, - Le contrôle des captures et l'appui technique de l'administration aux pêcheurs ne sont pas fonctionnels, - Les structures de traitement post récolte n'existent pas dans la proximité de zone de pêche, - La vente n'est pas organisée, l'essentiel des débouchées est constitué des opérateurs à Tolagnaro, - La saisonnalité de pêche n'est pas encore maîtrisée, - La structuration communautaire dans les villages de pêcheurs n'est qu'à son début.
Opportunités	Menaces
- Création des pôles économiques avec organisation des filières économiques porteuses	- Attachement au système de valeurs économiques traditionnelles - Surexploitation des espèces rares mais très demandées sur le marché - Conflit entre pêcheurs traditionnels et les sociétés de pêche industrielles

Environnement – Tourisme - Artisanat

Forces	*Faiblesses*
- L'environnement naturel et l'unicité de la culture et de l'artisanat sont des potentiels touristiques uniques,	- La Région manque cruellement de capacité d'accueil et de ressources humaines qualifiées,

- La proximité de la Région avec le Pôle Intégré de Croissance – Anosy promet une augmentation significative de mouvements de personnes ou de biens dont une grande partie doit transiter dans la région pour rejoindre ou aller à Tolagnaro,	- La Région manque d'infrastructures de services nécessaires pour recevoir les personnes en transit dans ses localités, - La Région et sa population ne sont pas encore préparées pour faire face aux risques et effets pervers éventuels de l'effectivité du Pôle Intégré de Croissance et de bénéficier des opportunités économiques qui vont être créées par cet essor, - Manque de moyens d'information de mobilisation sociale sur les bénéfices et enjeux du développement.
Opportunités	Menaces
- Mise en valeur des sites et des circuits touristiques - Réhabilitation et construction des infrastructures touristiques	- Tourisme sexuel vecteur VIH SIDA - Dégradation de l'environnement

Cadre infrastructurel

Forces	*Faiblesses*
- L'inventaire des ressources et du patrimoine pouvant être transféré à la région a été initié, - La Commune Rurale d'Ambovombe-Androy a reçu l'agrément d'être instituée en Commune Urbaine, - Les Communes sont directement dotées de fonds d'investissements pour réhabiliter et/ou construire des infrastructures, - L'espace existe pour la construction des blocs administratifs en vue de la gestion des affaires régionales, - La réhabilitation des tronçons RN 10 et RN 13 sont en cours, les besoins en réhabilitation et construction inventoriés (RIP, RIC, pistes de desserte,) - existence des infrastructures aéroportuaires aménagées qui nécessitent de réhabilitation et de mise en norme, - Point d'ancrage des infrastructures portuaires localisées et pouvant être utilisé pour de multiple usage – pêche et tourisme et éco-tourisme, - Volonté de la région pour allouer et sécuriser des zones d'investissement sectoriel (zones d'investissement agro-industriel, Zones d'investissement touristique et écotouristique, Zones de Services et de Commerce)	- Vétustés et insuffisance généralisés des infrastructures - Retard et/ou insuffisance de financement pour la réhabilitation et construction des infrastructures nécessaires, - Manque de vision sur les obligations et avantages de l'urbanisation – plan d'urbanisme, - Dégradation prononcée des infrastructures routières qui demandent des gros investissements, - Insuffisance de fourniture de services Eau et Electricité, - Inexistence de centrale hydraulique, - Manque de stratégie et de mécanisme de financement pour la pérennisation des infrastructures, - Manque de mesure holistique pour le développement des infrastructures.
Opportunités	Menaces
- Mise en œuvre de la réhabilitation et de la nouvelle construction d'infrastrutures	- Manque de stratégie et de mécanisme de financement pour la réhabilitation, pour la construction nouvelle et la pérennisation des infrastructures

Cadre social

Volet éducation

Forces/potentialités	*Faiblesses/risques*

Forces/potentialités	*Faiblesses/risques*
Education primaire et secondaire - Existence de cadre politique « Education pour tous », - Stratégie de l'éducation visant le renforcement de compétences – en particulier l'obligation d'enseignement de l'agriculture dans les écoles, - Application du Contrat Programme pour la Réussite Scolaire, - Existence de mécanisme pour renforcer la capacité des élèves à se prendre en charge – Life skills education et de dire Non aux pressions de la tradition, de travail, … - Taux élevé des élèves inscrits en T1 et T2, - Changement de comportement significatif des parents pour envoyer les enfants à l'école, - allégement des charges des parents d'élèves par la prise en charge par l'Etat des kits scolaires et frais d'inscription - Appui des bailleurs de fonds et de L'Etat[1] pour la multiplication du nombre des écoles et des salles de classe en milieu rural pour le niveau primaire, - Appui des bailleurs de fonds pour le renforcement de capacité des CISCO – dotation d'équipements bureautiques, moyens de transports, télécommunication (BLU), - Fourniture de matériels et de denrées alimentaires pour les cantines scolaires dans les établissements sélectionnées par UNICEF – via PAM , - Existence de formation pratique et appui pour le renforcement de capacités sur le lieu de travail des enseignants, - Existence à Ambovombe d'ancienne infrastructure de Centre d'Apprentissage Pédagogique pouvant être réhabilitée totalement pour la formation pédagogique de tout genre, - Participation financière et en nature des parents pour les charges encourues pour retenir les enseignants localement ; - Fourniture de cantine scolaire qui améliore la fréquentation des écoles mais l'état nutritionnel des enfants, - Appui de la congrégation catholique pour la cantine scolaire et l'éducation nutritionnelle à la fois pour les élèves et les parents, **Formation professionnelle :** - Existence des infrastructures pouvant être réhabiliter pour la formation professionnelle ; - Conscience du manque crucial de formation technique et professionnalisation - définition des pôles de croissance détermine les besoins en formation technique et profesionnalisante, - atténuation des phénomènes de transhumance à travers l'établissement et l'opérationnalisation des différents pôles de développement,	**Education primaire et secondaire** - La déperdition scolaire s'accentue en T3,T4 et T5 dans les écoles primaires à cause du mariage précoce et de la transhumance durant la sécheresse et aussi parce que les parents utilisent les garçons comme bouviers, - Insuffisance des écoles primaires en milieu rural – insuffisance en nombre des CEG et lycées, - Insuffisance des structures d'accueil pour les élèves surtout pour poursuivre les enseignements secondaires , - Insuffisance des matériels et supports pédagogiques (Laboratoire, bibliothèques, audio-visuels, NITC …) - Manque de logement pour les enseignants ; - Salaire très insuffisant pour les enseignants en général et en particulier les suppléants 30000 Ar (4 fois moins du niveau de pauvreté US$ 2/jour défini par la Banque Mondiale), - Perception négative des parents sur le système d'éducation , L'éducation reflète la pauvreté, selon certains parents d'élèves au vu des problèmes auxquels sont affrontés la plupart des instituteurs : accumulation des dettes, pauvreté vestimentaire, niveau de vie lamentable…. Par conséquent, les parents préfèrent encourager leur enfant à opter pour un travail lucratif comme recherche de saphir…,, -Insuffisance de l'éducation - sensibilisation parentale sur les bienfaits de l'éducation pour les inciter à envoyer leurs enfants à l'école, - Insuffisance en nombre et vétustés des écoles et des salles de classe à tous les niveaux (Fokontany, Commune, Districts), - Insuffisance de la participation des institutions pour la mobilisation sociale en vue d'un changement de comportement en faveur de l'éducation (institutions confessionnelles, autorités traditionnelles, autorités locales…), - Besoins de code de conduite et code vestimentaire pour les enseignants pour ne pas dévaloriser la fonction - prise de responsabilités politiques des enseignants qui leur permette de continuer à percevoir leur solde et garder leur poste budgétaire dans un environnement de gel de postes budgétaires donc de restriction de recrutement alors que les enseignants, **Formation professionnelle :** - Inexistence de formation professionnelle , - Absence de formation technique et professionnalisation risque de tenir en otage l'essor économique faute de ressources humaines qualifiées pour entreprendre les activités et recevoir les promotions économiques,

1

Forces/potentialités	*Faiblesses/risques*
- La formation technique et professionalisante est une condition sine qua none de compétitivité, d'essor économique et d'équilibre régional **Education de masse de proximité** - Emergence timide de mobilisation sociale par les ONGs et la Société civile, -Emergence d'initiative pour l'implantation de radiodiffusion privée seulement dans le Chef Lieu de Région - Assistance technique et financière pour la promotion de La gouvernance et du Genre par les bailleurs de fonds.	**Education de masse de proximité** - Niveau d'analphabétisme très élevé à 70-80%, - Manque de réseau d'information, éducation et sensibilisation et mobilisation sociale sur les enjeux du développement (risque énorme d'explosion de IST – VIH/SIDA surtout avec le comportement de liberté sexuel âge actif sexuel dès la puberté même à 11 ans, enfant qui enfante à 12 ans…, - Manque de supports (écrits et imagés, audio, audio-visuels) et d'émissions d'information-communication spécifiques sectorielles compatible avec les valeurs traditionnelles et besoins de la population locale (radio de proximité, télévision, vidéo mobile…), - Manque d'émissions spécifiques sur la Région d'Androy par les réseaux de radio et télévision nationales.
Opportunités	Menaces
- Valorisation du fonds CRESED et mise en œuvre de la politique de l'enseignement - Mise en œuvre de la politique de l'alphabétisation fonctionnelle du Ministère de la population	- Attachement aux valeurs culturelles - Eloignement des habitats par rapport aux infrastructures scolaires

Volet santé et planning familial

Forces	*Faiblesses*
- Existence de cadre de politique « Santé pour tous » - Obligation des SSD d'élaborer des Plan de Travail Tri annuel, et de rapport d'activités annuelles, - Existence de système de suivi de l'état sanitaire de la population et des activités sanitaires, - Reconnaissance officielle du besoin de collaboration avec toutes les entités et acteurs de développement, - Reconnaissance officielle du besoin et de l'importance de la médicine et pharmacopée traditionnelle, - Effort de l'Etat et des bailleurs de fonds de démultiplier les Centres de Santé de Base, - Effort pour la dotation en personnels de santé (médecins et paramédicaux, en personnels administratifs,…) - Efforts exemplaires des personnels de santé de faire fonctionner et de fournir des services santé de base malgré l'insuffisance des moyens, la difficulté de conditions de vie et la pauvreté de la population.	- Lacunes dans la sensibilisation et l'éducation des adultes en matière de santé - Insuffisance du personnel de santé en qualité et en quantité ; - Insuffisance des données concernant la santé publique ; - Manque de matériels roulants, sanitaires et de communication ; - Absence de pharmacie ; - Vente illicite des médicaments ; - Le taux d'accès à la santé pour tous est insuffisant ; - Manque de synergie entre les autorités locales et le personnel de la santé - Défaillance au niveau du paiement des salaires des agents de santé (dispensateur et gardien) dans les CSB.
Opportunités	Menaces
- Mise en œuvre des volets de programme du MINISANPF - Mise en valeur des plantes médicinales (médicine et pharmacopée traditionnelle)	- Attachement aux valeurs culturelles - Surexploitation et risque de disparition des plantes médicinales à vertu thérapeutique - Exportation illicite des plantes médicinales endémiques

Volet jeunesse et sport

Forces	*Faiblesses*

- Population jeune de grande taille ayant de l'endurance physique pour constituer des pépinières de sportifs de haut niveau - La Région de l'Androy compte parmi les pépinières de Madagascar dans le domaine des sports traditionnels (ringa) - Capacité innée de chanter et de danser - Beauté physique naturelle caractéristique.	- **M**anque de matériels roulants ; - Manque de techniciens, animateurs, arbitres ; - Manque d'infrastructures : Maison des jeunes, terrain de sport, gymnase… ; - Manque de personnel : professeur d'éducation physique et sportive; de musique et de danse - Pénurie de bureau administratif, cas du district de Bekily ; - Insuffisance d'infrastructure et de structure adéquate dans les services de jeunesse et sport; - Manque des matériels de sport (godas, maillot, tennis, filets, chronomètre…,..).
Opportunités	Menaces
- Identification et professionnalisation des sportifs et des artistes - Insertion socio culturelle des jeunes - Création d'événement périodique socio culturel et sportif (Festival de l'Androy ; genre Donia Anosibe)	- Manque de politique de promotion

Cadre environnemental

Eau

Forces	*Faiblesses*
- Existence des ressources naturelles en eau très diversifiées explorables et exploitables durablement, - Existence des ressources naturelles en énergie très diversifiées renouvelables ou non et notamment celles renouvelables pour une exploitation rentable en eau, - Existence des lignes de financement international en énergie disponible pour le développement des énergies renouvelables (par exemple FEM : Fonds pour l'Energie Mondiale) - Existence d'une multitude de technologies innovantes, - Existence de programmes de financement international sous forme de dons sous réserves de présentation des dossiers techniques et financiers à caractère innovant (exemple : l'Union Européenne), - Existence d'organismes et d'institutions de développement, relations bilatérales et multilatérales, ONG, etc. prêts à intervenir à titre d'actions humanitaires sous réserves d'un marketing de qualité de la Région. (Plan stratégique de négociation). Système de l'actuelle technologie orienté uniquement vers les besoins sociaux, - Manque de vision globale structurée dans l'approche en besoin en eau nécessaire à la levée de développement, - Manque de vision d'évolution de l'économie de subsistance vers l'économie de marché qui maintient la population sous un régime d'assistanat.	- Existence de ressources en eau terrestre mais disponibilité et accès difficiles, - Existence d'autres ressources en eau mais l'exploitation est technologiquement non maîtrisés, - Mauvaise qualité de ressources en eau terrestres disponibles - Souillure et pollution impropre à la consommation humaine et animale, - Taux de salinité élevé pour l'agriculture.
Opportunités	Menaces

- Cadrage stratégique de problème de l'eau dans l'Androy à la dimension planétaire pour servir de référence à la réalisation des résolutions du problème de l'eau dans le monde [sommet de Johanesbourg, OMD (objectif du millénaire de développement) etc.] et étayé par la Vision « **Madagascar Naturellement** », - Positivation du problème de l'eau dans l'Androy dans le cadre de mise en profit du Programme mondiale : « Madagascar Pays Phare de développement rural », - Exploitation de la capacité Institutionnelle en terme d'autonomie dans le transfert du pouvoir de région, - Emergence de l'esprit nouveau de la régionalisation à même de faire réveiller la conscience régionale dans la mobilisation des compétences collectives, -	

Région Anosy

I – Principales données socio-économiques de la région

Superficie:	30198 km2
Population :	510 000 d'habitants
PIB/habitant :	182 $ (2005)
Taux de croissance:	ND
Taux de chômage:	ND
Secteur primaire :	ND
Secteur secondaire :	ND
Nature des entreprises :	
Secteur tertiaire :	ND
Nature des entreprises :	
Part de la population urbaine:	ND
Principales localités:	Amboasary sud, Betroka et Fort-Dauphin (nombre d'habitants : ND)
Port : Ehoala	
Aéroport :	Fort Dauphin
km de routes bitumées :	ND
km de pistes :	ND

II– Situation économique de la région

L'économie d'autosubsistance prédomine dans l'Anosy, le rendement des cultures y est resté faible du fait de techniques agricoles dans une large mesure très traditionnelles, alors qu'elle dispose de conditions agroclimatiques favorables à un bon développement agricole. Les activités de pêche, s'étalant sur 194 km des côtes, ne sont pas suffisamment développées et se limitent principalement à l'exportation de langoustes et de crevettes, (les concombres de mer et ailerons de requins sont exportés en faible quantité encore). Il s'agit toutefois d'une des sources de devise non négligeable de Madagascar et constitue une des principales sources de revenus pour plus du tiers de la population locale en particulier dans le Fivondronana de Taolagnaro. Anosy dispose aussi d'autres ressources halieutiques jugées inestimables (thons, sardines, …), mais pour le moment consommées seulement localement.

En matière de richesse du sous sol, la région dispose de potentialités énormes, du saphir au rubis, en passant par les pierres industrielles et surtout deux minerais en grande quantité : le bauxite et l'ilménite. Actuellement, le projet d'exploitation des dépôts de dioxyde de titane, principalement sous forme de minéraux d'ilménite se trouve en phase de négociation de financement de même qu'un projet de construction d'un nouveau port en eau profonde et à usage multiple.

III – Programmes d'appui à la décentralisation ou de coopération décentralisée

BAILLEUR	BENEFICIAIRE	PARTENAIRES	DESCRIPTION DE L'ACTION
CR BRETAGNE / MAEE DAECL	REGION	MAEE	création d'un institut de formation maritime à Fort Dauphin (2007)
CR BRETAGNE	REGION		développement filière des produits de la mer, création d'un institut régional de développement et de formation maritime
OISSEL	FORT DAUPHIN		construction de centres de loisirs sportifs et culturels (2007)

IV – Plan de développement

1- Objectifs en matière de développement régional

Les objectifs globaux de la Région Anosy sont :

(i) Réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie générale de la population tout en préservant l'Environnement et

(ii) Devenir une Puissance Régionale et une Locomotive Nationale

Les objectifs spécifiques à atteindre, en 2009 se résumaient à :

- *L'augmentation de la production vivrières : riz, maïs, manioc, patate douce*
- *Le désenclavement des zones isolées de l'Anosy et de la Région elle-même*
- *La diversification/élasticité de l'économie*
- *Les effets immédiats des actions sur les facteurs principaux de blocage et la promotion des secteurs porteurs pour renverser les tendances*
- *Les relations intersectorielles positives*
- *La création d'emploiLa mise en place des conditions d'existence durable et des conditions de vie améliorée (en bois de chauffe, sécurité et auto-suffisance en eau potable et alimentaires)*

Orientations de base

Le développement régional se fonde à la Base, c'est-à-dire depuis les hameaux, Fokontany jusqu'au niveau Communal, *son Ossature devra être monté à un niveau subrégional, plus élevé* et s'intégrer dans un schéma national. C'est donc *un développement à deux niveaux (macro et micro).* Ainsi, le PRD doit, d'une part, refléter l'ensemble des besoins et tendances communaux en agrégeant les Plans Communaux de Développement (PCD), qui doivent eux-mêmes refléter les aspirations communautaires consignées dans les Plans de Développement Communautaire Villageois (PDCV). D'autre part, en se basant sur le DSRP, le PRD de l'Anosy adopte les orientations nationales en matière de développement intégré et participatif et tout en précisant ses spécificités, intègrent dans ses grandes lignes les politiques sectoriels émanant de chaque département ministériel.

En conséquence, les principales orientations retenues sont celles du DSRP actualisé, *ainsi que des documents de références qui l'accompagnent (PADR et Business plan des différents Ministères) et* celles du Schéma de développement régional (SDR) *qui synthétise les PCDs de l'Anosy. Les orientations nationales seront adoptées et appliquées pour l'Anosy en considérant les spécificités de la Région.*

2- Priorités

Le développement doit être intégré pour assurer une croissance économique soutenue (sustainable development) et avoir un impact effectif durable sur la vie de la population. Ainsi le développement économique doit s'accompagner d'un développement social.

Au vu des potentialités de la région et compte tenu des stratégies et politiques tant nationales, régionales que locales, les principaux axes prioritaires de développement de l'Anosy sont :

Dans le cadre du Développement Economique (Axe stratégique 2 du DSRP)

- La Sécurité Alimentaire et le Développement Rural
- Le Désenclavement : Aménagement/réhabilitation des Routes et Pistes rurales
- Les développements des Secteurs Economiques porteurs : Mines, Tourisme, Cultures d'exportation et Pêche
- La gestion rationnelle des ressources naturelles et la préservation de l'Environnement

Dans le cadre du Développement Social et la Bonne Gouvernance
(Axes stratégiques 3 et 1 du DSRP)

- Le développement Social de base : Education, Santé, Eau, Sécurité, Alphabétisation, Habitat, information, Electrification et Télécommunication rurales
- La bonne Gouvernance pour une Administration de proximité efficiente.

Conformément à la stratégie exposée auparavant, ces axes prioritaires seront conjointement appliqués au niveau de pôles pouvant apporter une forte impulsion et un rayonnement aux zones environnantes de manière à mettre en œuvre des actions intégrées et complémentaires. Ces pôles de développement sont au nombre de 11 avec un total prévisionnel de 141 projets, sur cinq (5) ans dont :

- 17 projets sur l'Agriculture
- 18 projets de Désenclavement
- 17 projets sur l'Education
- 09 projets d'Electrification
- 11 projets Environnementaux
- 05 projets sur l'Habitat

- 08 projets sur les Mines
- 11 projets sur la Santé
- 17 projets sur la Sécurité rurale et la Bonne gouvernance
- 10 projets sur la Télécommunication
- 11 projets sur le Tourisme
- 07 projets d'adduction d'eau potable

V - Annexes

a) Forces et Potentialités de la Région Anosy

La Région Anosy dispose d'avantages naturels ainsi que des acquis importants en termes d'auto-organisation locale. On peut citer principalement

- Un Engagement exceptionnel Sociétés civiles, plusieurs Associations locales et ONGs depuis plusieurs années;
- Existence d'Accès et voies de communication, malgré leur état non satisfaisant
- Existence de tout type de transport: véhicules légers et tout terrains, bateaux et pirogues, vol régulier quotidien, vol hebdomadaire extérieur;
- Troisième zone touristique de Madagascar : 4 divers genres touristiques
- Existence d'1 lycée pour chaque District
- Existence de grands Potentiels en Mines (y.c. pierres précieuses)
- Avoir important en cheptel bovin, caprin et ovin
- Richesse en biodiversité (humide à sub-aride) et fort potentiel halieutique
- Climat et terres favorables à l'Agriculture dans la majorité de la Région
- Position géographique naturel : Porte d'entrée du grand sud de la grande île
- Visibilité claire des orientations du développement
- Sa qualité de Pôle de croissance de Madagascar

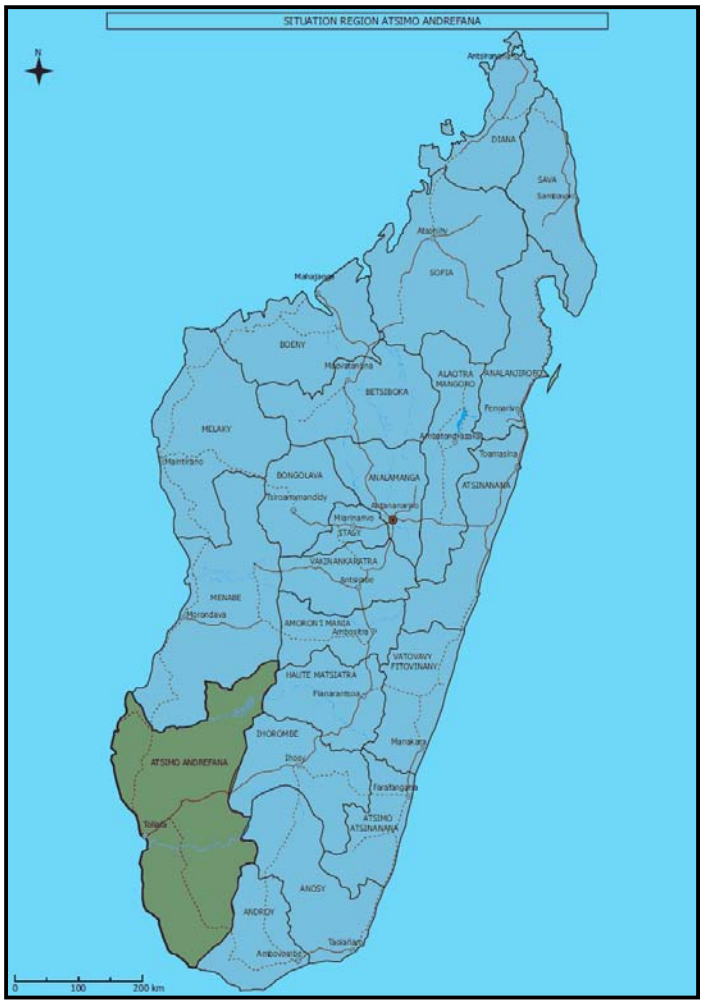
b) Faiblesses de la Région Anosy

Mais elles a aussi ses faiblesses, qui sont principalement :

- Non accès à l'eau potable
- Faible taux de scolarisation
- Infrastructures socio-sanitaires déficientes
- Insuffisance des ressources matérielles et humaines affectées dans les districts
- Insuffisance d'échange/mouvement des biens et personnes en intercommunal
- Niveau avancé de dégradation de certains BV et zones écologiques
- Feux de brousse et culture sur brûlis encore pratiqués dans plusieurs localités
- Existence de 6 épaves de bateaux nuisant le paysage balnéaire de Taolagnaro et gênant le mouillage des bateaux de plaisance ou de transport
- Existence de Maladies liées à la qualité de l'eau
- Isolement des zones rurales, niveau Communes, Villages et Hameaux
- Existence de zones où sévissent les malaso
- Taux d'analphabétisme très élevé (# 80 %)
- Insuffisance d'Infrastructure de base et de Communication

Les forces et faiblesses de chaque secteur et filière de développement, font eux aussi l'objet de considérations spécifiques à développer dans des documents très élaborés.

Région Atsimo Andrefana



I – Principales données socio-économiques de la région

Superficie	66 236 Km2
Population	1 487 520 d'habitants
PIB/habitant	Non disponible
Taux de croissance	Non disponible
Taux de chômage	Non disponible
Secteur primaire	Non disponible
Secteur secondaire	Non disponible
Emplois global	66,30 %
Nature des entreprises : Secteur tertiaire	
Nature des entreprises :	Société Anonyme (SA) ; Société Anonyme à Responsabilité Limité (SARL), Entreprise Individuelle (EI) ; ONG
Part de la population urbaine	46%
Principales localités	Toliara I, nombre d'habitants : 177 650
Port	Toliara I
Aéroport	Toliara I, Morombe
Km de routes bitumées	192 km
Km de pistes	2450 km

II– Situation économique de la région

La région Atsimo Andrefana regorge des potentiels économiques. Qui, s'ils sont bien exploités, devraient contribuer largement non seulement au développement de la Région mais améliorer conséquemment les conditions de vie générales de la population. Ces potentiels concernent plusieurs secteurs, dont , le secteur agricole (la pêches et ressources halieutiques et les agricultures vivrières , de rentes), les ressources minières (plusieurs gisements : le charbon de la Sakoa, le carrière de Besosa de la sous-préfecture d' Ampanihy Ouest avec ses grenat, calcite et kaolin l'or de Fotadrevo , l'exploitation des granites, l'artisanat (à l'instar de production de laine nécessaire à la fabrication de tapis mohair, les arts malagasy typiques du Sud), le secteur de transport et de commerce des produits (locaux, nationaux, internationaux). Les exploitations salinières, activités promotrices de mains d'œuvre Enfin, le tourisme, qui s'il est mise en valeur constitue une source de revenue non négligeable (les disponibilités des plusieurs sites touristiques, les capacités d'accueil et les agences de voyages).

Mais une chose est à souligner, c'est que une grande partie de l'économie régionale dépend surtout de l'énergie électrique (la société JIRAMA), La Région a une mission d'assurer les acteurs/ Operateurs économiques sur la disponibilité permanente de l'électricité afin qu'ils dynamisent beaucoup plus leur travail et leur production. Dans ce cas, la collaboration avec les responsables de la JIRAMA sera de mise afin de pallier aux éventuels délestages et autres coupures.

III – Programmes d'appui à la décentralisation ou de coopération décentralisée en cours

Le département de l'OISE de France représenté par le Docteur HEBERT est un partenaire potentiel de la région, il intervient dans le domaine de la santé dans les districts de Toliara I, Toliara II, et de Morombe. Des formations en soins de base sont dispensées par le Docteur tout en assurant une bonne relève pour le corps médicale dans les centres de soins de base (CSB II) dans les districts. Actuellement, il envisage d'étendre cette collaboration avec les autres régions du pays tout en améliorant son offre de service : dotation de matériel adéquat pour les CSB II en collaboration avec le département.

IV – Plan de développement

La Région du Sud Ouest prévoit toujours de continuer et de renforcer les mises en œuvre de ses missions inscrites dans son PRD, malgré la situation socio-politique et économique assez sévère que traversent les Pays actuellement.
Seules les missions/Activités jugées importantes et urgentes (priorités) feront l'objet de traitement dans cette page.

- **LA SECURITE :**

Une de nos priorités depuis l'année 2009, surtout en milieu rural :

- Poursuite de la mise en place des équipes (régionales, districales) de coordination et d'appui des Fokontany sur la question d'autodéfense villageoise, de gestion des urgences et de catastrophes ;
- Appui des Fokontany également sur la question de développement socio-économique à la base.

- **AMELIORATION DE LA COLLECTE DES TAXES ET RISTOURNES :**

Des produits de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, du tourisme et miniers sont les plus dynamiques en matière de la rentrée fiscales/ristournes de la Région.

Si l'année 2010, une diminution de Recettes globales est constatée, la Région s'efforcera, cette année 2011, à travers les moyens dont il dispose de prendre des mesures adéquates afin d'augmenter considérablement le niveau de recouvrement. Les services concernés (Trésor General, Impôts, …) et les CTD seront à mobiliser.

- **REFORME FONCIERE :**

Malgré la persistance de l'inexistence d'un plan d'occupation foncière, le coût de titrage non à la protée des bourses des paysans, la Région s'attèlera à la mise en place des guichets fonciers et de l'octroie des TITRES fonciers aux producteurs. Elle se fera avec la collaboration étroite des services de TOTP et des DOMAINES.

- **AGRICULTURE :**

Une des bases de l'économie régionale, l'Agriculture (agriculture, Pêche, élevage) sera également parmi de nos soucis cette année, la Région en collaboration avec les STD en développement rural, à le défi d'appuier institutionnellement les réhabilitations des infrastructures agricoles d'envergure telles que celles du Bas Mangoky (avec le PRBM), du Grand canal Vezo de Tsianisiha (avec le PRPIM), les mis en places d'embarcadères pour les pêcheurs.
Egalement l'amélioration de la santé animale est à promouvoir avec les STD et les partenaires concernés, surtout la vaccination des bovidés.
A souligner que l'activité agricole du Sud Ouest est inféodée au changement climatique et à l'invasion acridienne. La Région entreprendra des réunions de travail avec les responsables de la lutte anti-acridienne pour une meilleure coordination des actions dans ce sens pour des toutes les zones à risque. Cette forme de collaboration déboucherait peut-être sur la recherche des Partenaires Techniques et Financiers.

- **SOUTIEN A DES OPERATIONS PILOTES :**

La Région dynamisera, grâce à sa participation active, les projets à vocation pilotes, dont :

  - Le PROJET DE FONDS REGIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE/ Atsimo Andrefana. Un projet de 30 mois, et qui teste divers dispositifs et des services agricoles, et dont, les résultats seront à présenter aux Ministère de l'Agriculture et à l'Union Européenne ;
  - Le WWF sur le projet pilote de l'AGROBIOLOGIE
  - Avec la JICA et le Ministère de l'Industrie, dans le cadre de l'OVOP (One Village One Product) qui appui des initiatives locales (Exemple : Coopératives des artisans du Mohair à Ampanihy Ouest, …), la Région est membre du Comité régional de l'OVOP.

- DEVELOPPEMENT DE SECTEUR PRIVE : PARTENARIAT AVEC DES ENTREPRISES D'ENVERGURE :

L'Action de cette année sera axée essentiellement autour de l'amélioration de l' environnement économique favorable au développement de ce secteur pour permettre la création d'emploi.
D'autre part, des partenariats seront à développer avec des grandes sociétés (Magrama, MCM, Copéfrito, Hasyma,…) pour une meilleure garantie de leurs investissements et d'appui institutionnel.

- SANTE : UN PARTENARIAT AVEC LE DEPARTEMENT DE L'OISE/ FRANCE :

Une coopération de la Région avec le Département de l'Oise est en cours . Il s'agit d'appui à la formation technique des Agents sanitaires au niveau des CSB II. La Région, en plus, apportera des kits sanitaires nécessaires pour le travail des ces agents.

- DEVELOPPEMENT DE PARTENARIAT AVEC DES ETRANGERS :

La Région du Sud Ouest fait un partenariat avec l'Association de Régions de France.
L'équipe technique de la région s'attèle à produire un document de projet à la soumettre.
Cette année 2011, la Région fera un effort accentué sur la recherche d'autres Partenaires pour accompagner la Région dans les voies de développement prévues dans le PRD.

1 – Objectifs en matière de développement régional

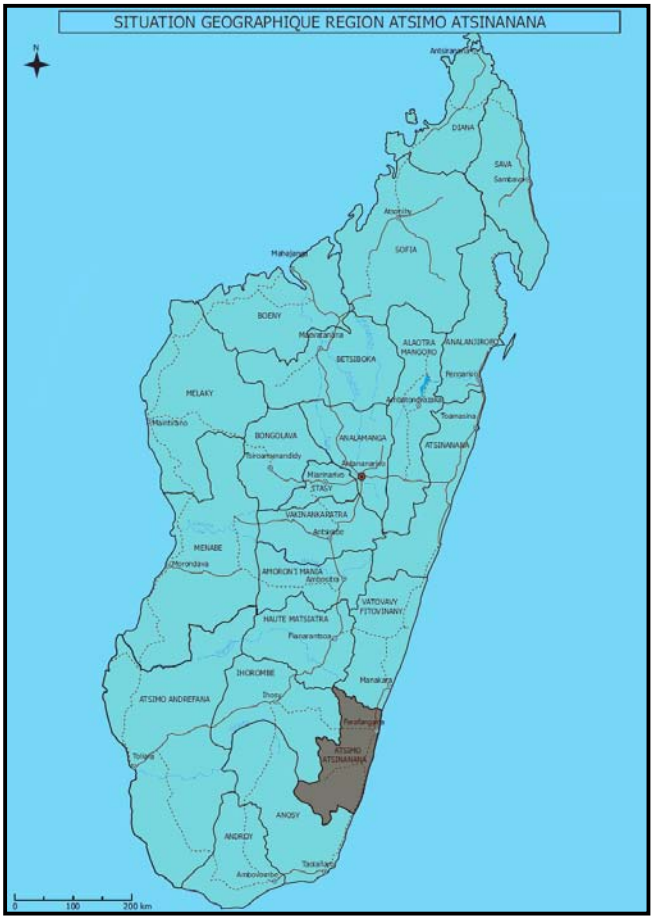
2 – Priorités

Domaines d'appuis potentiels (par ordre de priorité):

- Transformation des produits agricoles, équipement agricole ;
- Agriculture, agroalimentaire ;
- Amélioration de la collecte des taxes ;
- Urbanisme (schéma directeur, transports urbains, infrastructures urbaines) ;
- Planification et mise en œuvre de programme ;
- Energie, énergies renouvelables ;
- Protection et valorisation de l'environnement ;
- Définition d'une politique d'aménagement du territoire, en cohérence avec le schéma national ;
- Politique touristique et tourisme ;
- Eau, assainissement ;
- Santé ;
- Artisanat ;
- TIC ;
- Recherche ;
- Micro entreprises ;
- Aide à la commercialisation ;
- Soutien à des opérations pilotes ;
- Politique de communication ;
- Secteur privé, partenariat avec de grandes entreprises ;
- Réforme foncière ;

Education et formation professionnelle

Région Atsimo Atsinanana



I – Principales données socio-économiques de la région

Superficie:	18.373 km2
Population :	1.001.582 d'habitants (2001)
PIB/habitant :	ND
Taux de croissance:	ND
Taux de chômage:	ND
Secteur primaire :	90%
Secteur secondaire :	ND
Secteur tertiaire :	ND
Taux d'urbanisation:	21,14%
Principales localités:	(nombre d'habitants en 1998)
Farafangana	311 237 habitants
Vangaindrano	274 504 habitants
Midongy du Sud	32 874 habitants
Befotaka	38 315 habitants
Vondrozo	89 103 habitants

Port : Néant

Aéroport : Farafangana (bitumé pouvant accueillir des HS, des ATR et des Twin Otter), un autre aéroport à Vangaindrano

II– Situation économique de la région

- La région Atsimo Atsinanana est fortement handicapée par la quasi-inexistence d'un tissu industriel fort pour soutenir l'économie régionale. En dehors de l'agriculture, les opportunités d'emploi et de revenu sont très réduites. Aucune unité industrielle n'est recensée dans la région et l'artisanat est périclitant malgré les grandes possibilités de développement des activités de service (important potentiel forestier, arboriculture…). Les réseaux d'approvisionnement en eau potable et électricité font défaut dans la plupart des communes. Ce qui favorise la prévalence des maladies endémiques, en l'occurrence la diarrhée.
- Le pouvoir associatif des paysans est faible et désorganisé, devant une administration dépendante des services centralisés et sous équipée en moyens matériels et en capacités humaines pour encadrer les actions de développement
- Les infrastructures de communication et de télé-communication sont dans la plupart des cas hors d'usage, entretenant ainsi la situation d'enclavement de bon nombre de districts.

III – Programmes d'appui à la décentralisation ou de coopération décentralisée en cours

Partenaire (s) et/ou collectivité(s)

	BAILLEUR	BENEFICIAIRE	PARTENAIRE	DESCRIPTION DE L'ACTION
REGION	CR HAUTE NORMANDIE		MAEE	formation agricole 2006-2009
REGION	CR BASSE NORMANDIE	REGION	MAEE	renforcement institutionnel et aide au développement agricole et piscicole 2008
REGION	UE	DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE EV		projet de subvention UE à compter de 2010 et au-delà pour l'appui aux acteurs non étatiques du développement local de la région Atsimo Atsinanana, districts de Farafangana, Vangaindrano et Vondrozo
MAHAZOARIVO	SCAC	BANJA		subvention accordée en 2008 sur crédits osi pour la formation des jeunes en apiculture
FARAFANGANA	SCAC	INTERAIDE		subvention versée en 2008 sur crédits osi en appui aux communes rurales de Farafangana
FARAFANGANA	SCAC	INTERAIDE		subvention versée en 2008 sur crédits osi pour la réduction de la mortalité infantile à Manakara et Farafangana
FARAFANGANA	UE	INTERAIDE		de 2008 à fin 2011 pour appuyer Farafangana (amélioration de l'accès à la scolarisation et à l'apprentissage)
VANGAINDRANO	UE	DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE EV		projet 2006-2010 d'appui à la production rizicole et légumineuse dans le district de Vangaindrano
VANGAINDRANO	UE	DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE EV		projet 2007-2010 d'appui contre la malnutrition dans le district de Vaingandrano
FANDRIANA	UE	ADRA UK		de 2006 à 2009 pour la réduction de la pauvreté à Fandriana,

IV – Plan de développement

1) Objectifs en matière de développement régional

- Principes de développement de la Région

Emergence, dynamisation et articulation des pôles de croissances et des pôles de développement.

- Par la densification des réseaux de désenclavement et de communication pour l'intégration économique des pôles de développement;
- Par la promotion des partenariats interrégionaux pour la démultiplication des infrastructures de desserte permettant une plus grande ouverture nationale et internationale du grand Sud Est : réhabilitation de la RN 12A Vangaindrano – Fort dauphin (opportunités de tirer profit de la mise en place du PIC de l'Anosy), réhabilitation de la RN12 Manakara – Farafangana et extension du port de Manakara (objectif d'exportation), réhabilitation de la RN 27 : tronçon Vondrozo – Ivohibe.
- Par l'opérationnalisation du Système d'information Régional et la promotion du système d'information économique orienté sur le marché.

Amélioration des conditions de vie de la population rurale et urbaine.

- Par l'accroissement du taux de couverture en électrification
- Par le soutien à l'amélioration de l'accès de la population aux services de santé et à l'éducation pour tous.
- Par la mise en place du dispositif d'alerte et de prévention des cataclysmes naturels
- Par l'amélioration du niveau de sécurité alimentaire de la population et la mise en œuvre du Programme National de Nutrition.

2) Priorités

- Susciter et promouvoir la croissance économique régionale en s'appuyant sur trois secteurs clés : ressources halieutiques, écotourisme, transformation de la canne
- Assurer le développement du capital humain, et la sécurisation matérielle et humaine.
- Promouvoir l'Etat de droit et une société bien gouvernancée
- Consolider des mesures spécifiques en axes transversaux pour un développement durable
- Sécuriser les investissements par la préservation et la gestion durable de l'environnement

V - Annexes

LES ATOUTS INTERNES ET EXTERNES DE LA REGION

La Région du Sud est se caractérise par la diversité exceptionnelle de son milieu naturel et physique. Cette situation lui confère une immense possibilité de développement sur tous les domaines, notamment pour l'ouverture et la croissance économique régionale:

- L'ensemble de la région est favorable aux cultures de rente, en particulier le girofle et le poivre ; ces derniers occupent une part importante dans les surfaces cultivées
- D'importantes richesses en biodiversité, et en ressources forestières de différents types (forêt littorale, forêt dense humide)
- Présence de nombreux cours d'eau pouvant être exploités aussi bien pour des aménagements hydro-agricoles, la production d'énergie renouvelable que l'évacuation de la production.
- La longueur du littoral est estimée à environ 150 km. Ce qui offre des ressources côtières et maritimes non négligeables pour le développement du tourisme balnéaire et l'exploitation des ressources halieutiques.

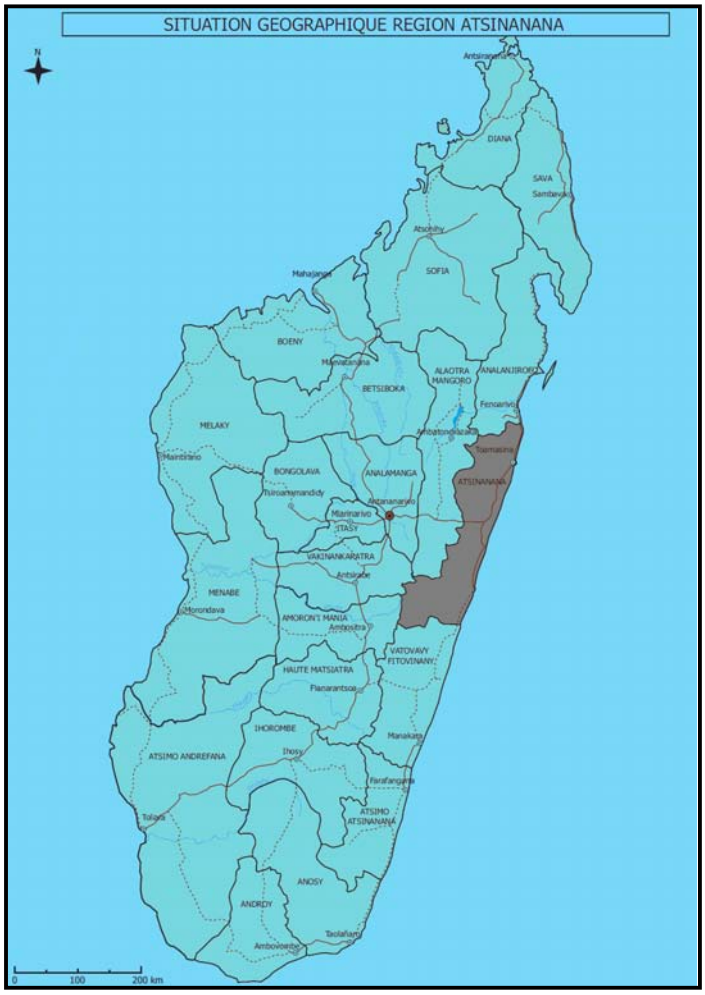
- Une certaine complémentarité des sous régions, caractérisée par la diversité des potentialités naturelles et le paysage agraire : Les sous-préfectures de Midongy du Sud et de Befotaka sont des zones favorables aux cultures oléagineuses et vivrières et présentent des potentiels importants en terres aménageables : zones forestières. Les Districts de Vangaindrano et Vondrozo présentent des bas fonds aménageables et des sols de type baiboho. Ces zones sont favorables à toute culture vivrière, d'exportation et de rente ainsi qu'à l'élevage. Les Districts de Farafangana et de Vondrozo sont des zones favorables aux cultures de rente et aux cultures vivrières.
- De par ses richesses naturelles et sa position stratégique, la Région du Sud Est, avec ses régions limitrophes est en pôle position pour concourir à l'émergence d'un pôle éco-touristique équipé de circuits aussi riches et diversifiés, d'envergure mondiale, pour l'ouverture internationale et le développement de toute la partie sud de la grande île.

LES CONTRAINTES EXTERNES ET INTERNES AU DEVELOPPEMENT DE LA REGION :

- Une région presque fermée, formée de nombreux îlots dont l'ouverture vers l'extérieur n'est assurée que d'un seul côté. Seuls les tronçons de Ranomafana en direction de Farafangana et Vangaindrano restent fonctionnels et assurant, si les conditions climatiques le permettent, les communications entre ces localités.
- Le développement de l'agglomération urbaine est très limitée, surtout après l'abandon de la rade foraine de Farafangana, à partir de la quelle se faisait l'exportation de café vers les années 50. Les chefs lieux de district tels que Vondrozo, Midongy Atsimo, Befotaka ne sont que des villages à fonction très limitée. La juxtaposition de plusieurs groupes ethniques indépendants les uns des autres, dont certains sont même en conflit n'a pas favorisé cette concentration urbaine
- Les activités agricoles restent tributaires du régime des pluies et des crues. Dans certaines localités de Midongy Atsimo et de Befotaka, la recrudescence des criquets constitue une menace permanente aux activités agricoles
- La région Atsimo Atsinanana est fortement handicapée par la quasi-inexistence d'un tissu industriel fort pour soutenir l'économie régionale. En dehors de l'agriculture, les opportunités d'emploi et de revenu sont très réduites. Aucune unité industrielle n'est recensée dans la région et l'artisanat est périclitant malgré les grandes possibilités de développement des activités de service (important potentiel forestier, arboriculture…).Les villes de Farafangana et Vangaindrano se sont contentées de la distribution et de la collecte de produits agricoles, les opérateurs privés – pour la plupart étrangers préfèrent investir dans le commerce et l'émigration, de par une organisation sociale spécifique, la quelle est perçue comme une catalyseur de la misère plutôt qu'un moyen d'accumulation de capitaux.
- Les réseaux d'approvisionnement en eau potable et électricité font défaut dans la plupart des communes. Ce qui favorise la prévalence des maladies endémiques, en l'occurrence la diarrhée.
- Le pouvoir associatif des paysans est faible et désorganisé, devant une administration dépendante des services centralisés et sous équipée en moyens matériels et en capacités humaines pour encadrer les actions de développement
- Les infrastructures de communication et de télé-communication sont dans la plupart des cas hors d'usage, entretenant ainsi la situation d'enclavement de bon nombre de districts. Dans le district de Befotaka tous les équipements téléphoniques sont en panne et le poste radio de la gendarmerie constitue l'unique moyen de communication avec l'extérieur. Les échanges internes se trouvent paralysés et le coût de transport est souvent hors de portée des producteurs.
- Appauvrissement des sols liés aux phénomènes d'érosion et à la pratique de la culture sur brûlis.
- Les infrastructures sanitaires se trouvent dans la majeure partie des cas dans un état délabré et l'accès n'y est pas toujours aisé. Ce qui entraîne la prolifération des maladies infectieuses (filariose, paludisme, ….) et une forte mortalité infanto-juvenile.

- Le niveau d'instruction de la population est encore très faible. Seulement le ¼ des enfants scolarisables fréquentent l'école.
- L'ensemble de la Région est vulnérable aux phénomènes des catastrophes naturelles.

Région Atsinanana



I – Principales données socio-économiques de la région

	Valeur	Unité	Année
Superficie	22 382	Km^2	2009
Population	1 375 210	Individus	2009
PIB par habitant	447,9	US Dollars	2009
Taux de croissance économique	-4,6	Pourcent	2009
Taux de chômage (%)	3,4	Pourcent	2009
% Emplois au secteur primaire	3,7	Pourcent	2010
% Emplois au secteur secondaire	20,4	Pourcent	2010
% Emplois au secteur tertiaire	76	Pourcent	2010
Nature des entreprises			
SA	40	Effectif	2010
SARL	682	Effectif	2010
Entreprise individuelle	8 745	Effectif	2010
Entreprise artisanale	384	Effectif	2010
Autres	69	Effectif	2010

PORT

Le Port actuel de Toamasina, conçu en 1929, c'est-à-dire deux ans après le dégât cyclonique qui a ravagé tout Tamatave en mars 1927, fut achevé et remis officiellement aux autorités en 1935. Mais ce fut dans les années 40 que le Port a connu une véritable expansion. Actuellement, plus de 82% de trafics maritimes s'opèrent dans le Port de Toamasina.

TRAFICS ROUTIERS

Il y a environ 333 Km de routes bitumés et 1 339 Km de pistedans la Région Atsinanana dont
ROUTES NATIONALES BITUMEES

- RN2 : 143 Km (Toamasina – Ampitabe)
- RN 11A : 135 Km (Toamasina – Mahanoro)
- RN 5 : 55 Km (Toamasina – Foulpointe)

PISTE

- RN 11A : 132 Km (Mahanoro – Marolambo)
- RIP : 621 Km (route d'intérêt provincial)
- RIC : 586 Km (route inter-communale)

TRAFICS FERROVIAIRES

- Tamatave I : MADARAIL – TCE : 2 Gares
- Tamatave II : MADARAIL – TCE : 3 Gares
- Brickaville : MADARAIL – TCE : 10 Gares

II– Situation économique de la région

La principale activité économique de la Région Atsinanana tourne autour l'import-export à cause de l'existence du Port de Toamasina. D'où, la prédominance de la culture de rente comme le Café, Girofle, litchis … dans les Districts. Mais actuellement, il y a aussi l'implantation du grand projet minier « Ambatovy » à Tamatave qui va influencer sur l'économie régionale.

III – Programmes d'appui à la décentralisation ou de coopération décentralisée en cours

A la région Atsinanana, nous avons une coopération avec 03 (trois) Régions Françaises dont la Région Rhône Alpes, la Région Basse-Normandie et la Région Haute-Normandie.
La coopération est basée sur trois thèmes :

1. Appui institutionnel : échanges de pratiques autour du rôle de coordination et de planification des Régions.
2. Aide au développement : secteurs de l'Agriculture et du développement rural, du tourisme, de la protéction des écosystèmes, de la santé, de l'energie.
3. Formation technique et professionnelle et Coopération universitaire.

Avec la Région Basse Normandie, on travail surtout sur les volets agricoles comme

- l'APDRA : projet piscicole, protection et essaie de multiplication des poissons endémique comme les « Masovoatoaka et Fogny ; essaie et vulgarisation des étangs-barrages
- MFR : (Maison Familiale Rurale). Il n'y a que le MFR à Antanambao Manampontsy qui est en activité et on a un projet de mis en place de 04 autres MFR dans les autres Districts en 3 ans.
- CEFTAR : (Centre de Formation de Techniciens Animateurs Ruraux).

Avec la Région Rhône Alpes, la coopération est surtout axé sur le volet éco-tourisme et commerce équitable.

Les projets en cours sont :

- ManaoDE : Projet sur le Siramamy Gasy. C'est déjà opérationnel et certifié Bio par l'Ecocert.
- AVSF (Agronome et Vétérinaire sans Frontière) : Développement des filières maraichage et élevage à cycle courts pour les marchés locaux de la Région Atsinanana ;
- Tétractys : projet de mise en place des hôtels-restaurants le longs du canals de Pangalane (projet écotourisme). Un hôtel à Ankanin'ny Nofy est déjà fini (Orchidés Lodges) et un autre est déjà en cours de construction à Andevoranto. Tout ceci est géré par des associations villageoises.
- Coopération entre le CHU de Sainte Etienne et le CHU de Toamasina

Mais un programme de coopération triennal est en cours entre ces deux Régions Françaises et la Région Atsinanana.

Enfin, avec la Région Haute-Normandie, les programmes en cours concernent l'électrification rurale avec l'ESF (Electricien sans Frontière) et aussi avec le CCS sur les ouvrages bois.
Il y a aussi le projet Campus Paysan sur la formation des paysans modèles mais c'est en cours de négociation.

IV – Plan de développement

Même si l'économie de la Région est basée autour grand Port de Toamasina, le développement de l'agriculture est aussi un enjeu fort de notre Région. Notre objectif principal est de pouvoir augmenter l'offre et la qualité de produits agricoles sur le marché local, pour la consommation régionale et aussi sur le marché international par exemple un marché inter-îles.

Donc, on s'est fixée comme priorité, d'abord l'amélioration de la sécurité alimentaire (autosuffisance).
Pour cela, on doit :

- Développer les filières à cycle court comme les maraichages, l'élevage des poulets gasy …
- Renforcer l'agriculture vivrière et définir une stratégie de développement spécifique au contexte régional (par exemple riz pluvial)
- Valoriser les filières historiques et les spécificités du terroir régional (exemple des filières café, girofle, litchi …)

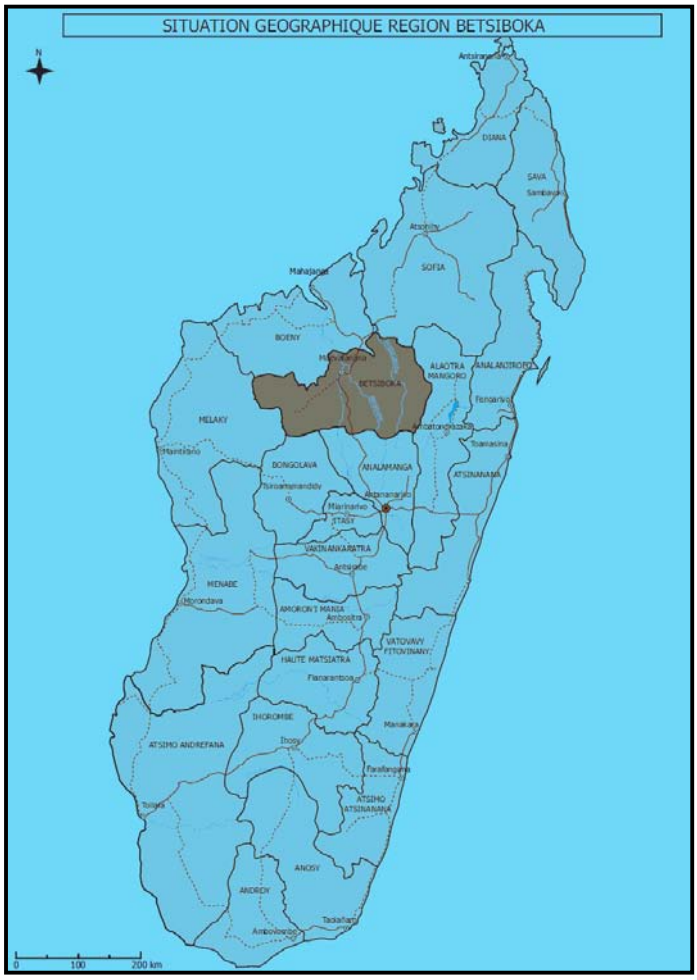
Pour les autres priorités, et qui ne sont pas les moindres sont :

- Sécurisation foncière : Appui aux B I F (Birao Ifotony ny Fananantany)
- Le tourisme : amélioration des sites touristiques comme le parc Ivoloina, Foulpointe.

Amélioration des conditions et sécurisations des bateaux de croisières : Mise en place d'une politique touristique adéquate.

- Appui et accompagnement des élèves méritants de la Région.
- Inventaire et amélioration des ressources de la Région et des communes.
- Continuer l'appui aux forces de l'ordre (matériels, carburants…)

Région Betsiboka



I – Principales données socio-économiques de la région

Superficie:	33 274 km2
Population :	289 817 d'habitants
PIB/habitant :	ND
Taux de croissance:	ND
Taux de chômage:	ND
Secteur primaire :	ND
Secteur secondaire :	ND
Nature des entreprises :	
Secteur tertiaire :	ND
Nature des entreprises :	
Part de la population urbaine:	ND
Principales localités:	**Maevatanàna** comme Chef-lieu de Région (153 053 d'habitants), **Tsaratanàna** (101 987 d'habitants), et **Kandreho** (34 777 d'habitants)

Port : Néant

Aéroport : 3 aéroports dont un exploité par KRAOMA et un par ADEMA

II– Situation économique de la région

La Région Betsiboka regorge une multitude de ressources naturelles qui pourraient servir de piliers pour son économie. Comme ressources du sous-sol, on peut citer entre autres la Chromite, l'or, le quartz, le gypse. Le secteur tourisme prend aussi un rôle essentiel pour le développement de la région grâce à la présence de certains sites touristiques.
La grande diversité des ressources agro-pédologiques de la Région permet une gamme diversifiée de cultures aussi bien vivrières qu'industrielles (ou de rente). Malgré tout, on a constaté une dégradation sensible de la superficie exploitée, alors qu'en termes de rentabilité, aucune amélioration n'a été enregistrée. Par contre les producteurs de la Région disposent d'un ensemble de conditions favorables (fertilité naturelle, surfaces disponibles par exploitant).

III – Programmes d'appui à la décentralisation ou de coopération décentralisée en cours

- Partenaire (s) et/ou collectivité(s)

	BAILLEUR	BENEFICIAIRE	DESCRIPTION DE L'ACTION
MAEVATANANA	IRCOD		gestion fiscale et sociale urbaine
MAEVATANANA	SCAC	IRCOD	subvention accordée par le scac en 2009 sur crédits d'intervention pour la mise en place des guichets fonciers dans le district de Maevatanana
MAEVATANANA	SCAC	IRCOD	subvention en 2007 pour la mise en place de guichets fonciers dans le district

IV – Plan de développement

1) Objectifs en matière de développement régional

- Principes de développement de la Région

En tenant compte des atouts de la Région, de la dynamique de l'environnement et des opportunités qui se présentent au niveau national et international, les principes de développement suivants seront proposés

« Une ressource humaine capitalisée, un environnement valorisé et une exploitation rationnelle… »

- Valorisation de la potentialité humaine et la conservation de l'environnement
- Concentration sur des produits stratégiques et dans des pôles économiques incitatifs
- Promotion de la solidarité territoriale par la responsabilisation des Communes stratégiques
- Priorisation de la politique d'ouverture

2) Priorités

- Développer le secteur minier
- Lutter contre l'insécurité
- Développer les infrastructures
- Promouvoir le développement rural
- Renforcer la sécurité sociale et l'éducation

V - Annexes

- Contraintes et menaces

On observe chez la population une soif de présence et d'efficacité de l'administration. La corruption, l'absence de l'administration, la lenteur et la lourdeur administrative sont des maux qui font souffrir la Communauté.
Jusqu'à maintenant, selon la population, les ressources affectées à la Région n'ont pas été encore suffisantes. En matière d'outil d'analyse ou d'information, aucun Système d'Information Régionale approprié n'existe. Les Services techniques et déconcentrés qui doivent s'occuper des secteurs prioritaires, comme les Mines, les Domaines, l'agriculture… sont sous équipés, désorganisés ou même absents. Sur les projets de développement, leurs sites d'intervention sont limités, l'importance de la taille de leurs activités est mitigée. Et le Secteur Privé et la Société Civile sont peu organisées.
De ces problèmes, en matière de gouvernance, la Région s'est appauvrie, sous administrée et mal gouvernancée. Par conséquent, les investisseurs et opérateurs privés ne sont pas motivés à investir dans la Région.

Quant à l'agriculture, on constate une insuffisance : (1) du personnel de l'administration et des Organismes d'appui… et (2) des produits vétérinaires,. Les semences améliorées n'y existent pratiquement pas. Aucune vulgarisation des techniques agricoles n'a été menée auprès des agriculteurs. La pratique y est encore traditionnelle. Aucune transformation des produits ni organisme de financement pour le développement n'existent dans la Région. Et la recrudescence des vols des bœufs, malgré les efforts entrepris, ont conduit à une démotivation de la population.

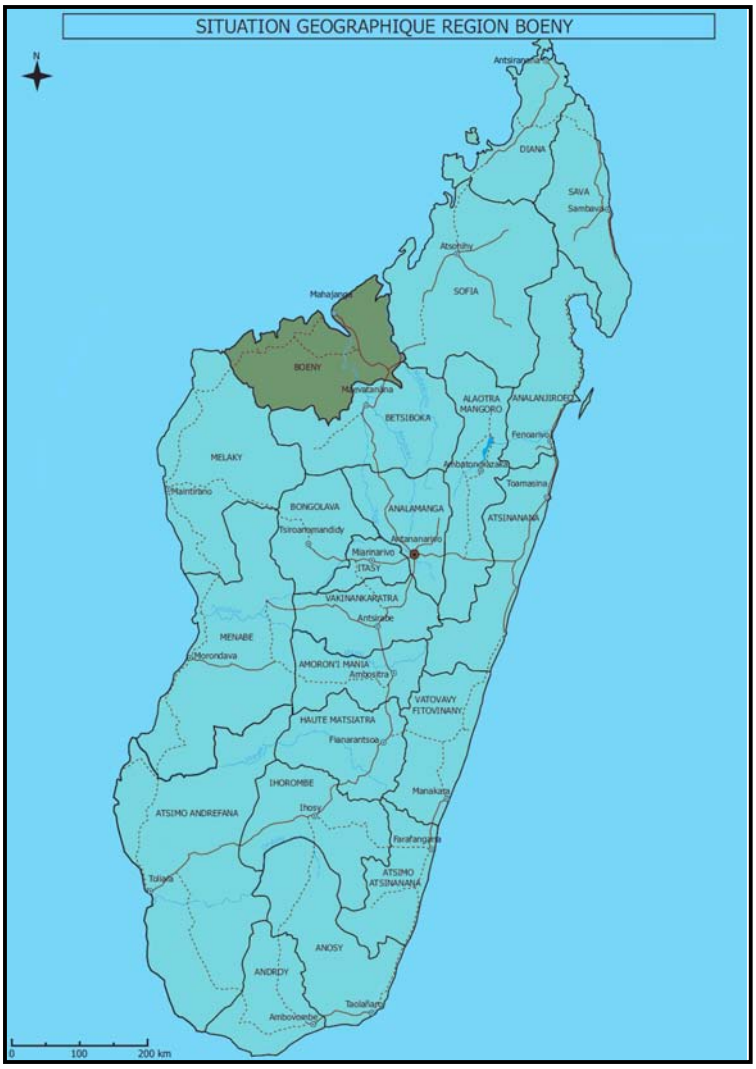
- Atouts et opportunités

Betsiboka a des vastes surfaces exploitables (350 000ha) disponibles. Le climat y est favorable et les terrains y sont adaptés (plus de 600 000 ha) à toutes les cultures vivrières, quelques cultures industrielles (tabac, coton, arachide, raphia…) et l'agriculture biologique. Sa richesse hydrologique peut irriguer des centaines de milliers d'ha et produire des énergies. Et géographiquement, la Région peut profiter du marché du riz car le besoin national est encore très large, autour de 1 à 0,6 millions de T/an.

La politique du Gouvernement et le soutien des bailleurs de fonds dans l'instauration d'un Etat de droit et d'une société bien gouvernancée sont des atouts importants pour la Région. De plus, les Régions pourront profiter de la politique actuelle visant à promouvoir la décentralisation et à renforcer leurs autonomies.

LA REGION BOENY

Région Boeny



I – Principales données socio-économiques de la région

Information	Valeur	Unité	Source
Superficie:	29 826	km²	SSE Région Boeny
Population :	963,654	millions d'habitants	les 6 chefs districts de la Région Boeny (2008)
PIB/habitant	non disponible		INSTAT
Salaires moyens annuels (en 2009)	Ar 1 214 217, soit $ 607		OMEF
Taux de croissance (PIB):	**non disponible**		INSTAT
Taux de chômage:	5,3	%	OMEF (2009)
Secteur primaire :	74,34	% des emplois	
Secteur secondaire :	4,41	% des emplois	
Secteur tertiaire :	21,25	% des emplois	

Part de la population urbaine (totale population de la commune urbaine de Mahajanga et de Marovoay):	27	% de la population totale	les 06 chefs districts de la Région Boeny (2008)
Mitsinjo	12 681	habitants	
Ambato Boeny	6 669	habitants	
Bekobay	1 290	habitants	
CU Marovoay ville	39 133	habitants	
CU Mahajanga	225 368	habitants	
Soalala	8 520	habitants	
Port :	non disponible		APMF
Aéroport :	Aéroport international d'Amborovy - Mahajanga I		DIRT (2009)
Aérodromes	Ambatoboeny	(800mx40m)	DIRT (2009)
	Andranomavo	(1000mx40m)	
	Ankasetra (Nosy valiha)	(520mx20m)	
	Besakoa Mahajamba	(1040mx25m)	
	Madirovalo	(1000mx30m)	
	Mitsinjo	(980mx40m)	
	Namakia	(1225mx31m)	
	Soalala Andranomavo	(1250mx20m)	
km de routes bitumées :	248	km	DRTP (2010)
km de pistes (route en terre) :	1 196	km	

II– Situation économique de la région

Les potentialités régionales

Pêche et aquaculture :

Avec les 630 Km de côte, les 9000Ha de terrains aménageables en aquaculture et plus d'une centaine de lacs, la pêche et l'aquaculture constituent le poumon de l'économie régionale.

Agriculture :

Le réseau hydrographique particulièrement dense, les bonnes conditions climatiques, géologiques et pédologiques confèrent à la Région Boeny une vocation agricole, avec une forte potentialité en cultures vivrières, de rente et fruitière. L'anacarde, le coton, le tabac, la canne à sucre connaissent une grande expansion.
Certaines filières sont appelées à se développer, telles les cultures maraîchères (tomates, concombres), et la culture d'arachides huilières.
La culture rizicole tient une première place pour une production destinée au marché régional et national (Marovoay constitue un grenier à riz pour Madagascar).

Tourisme :

L'écotourisme, le tourisme balnéaire, le tourisme culturel, le tourisme d'affaires, ou le tourisme cynégétique peuvent y être proposés .On trouve 3 parcs nationaux dans la Région.

Energie et Mines :

L'énergie utilisée pour l'éclairage des villes et pour l'usage du secteur privé est à base thermique. Les chefs lieux de districts sont électrifiés. Certains villages le long de la RN4 sont éclairés avec des paneaux solaires. Le pétrole lampant assure l'éclairage de la plupart des foyers ruraux. Le charbon de bois constitue le principal combustible à usage domestique

Les ressources minières de la Région correspondent principalement à des produits à vocation industrielle : un gisement de fer (réserves de 300 millions de tonnes de minerai) à Soalala, de célestite dans le district de Mitsinjo, des dérivées de roches calcaires, de gypse à Mahajanga II, des ammonites et des fossiles dans la zone de Marovoay et Ambato-Boeny.

Secteur forestier :

Les conditions naturelles de la Région Boeny contribuent à la diversification des formations végétales qui offrent d'importantes ressources allant des bois d'œuvre aux bois précieux, en passant par les fibres végétales telles le raphia et le satrana. Les ressources forestières de la Région s'étalent sur une surface de 667640 Ha. Les unités de transformation sont peu nombreuses, la plupart est concentrée à Mahajanga I et évolue dans l'informel.

Artisanat :

Compte tenu des richesses en matières valorisables tels les bois précieux, le célestite,les sous produits de bovidés, le raphia, le satrana, l'artisanat constitue pour la majorité de la population une source de revenu d'appoint.

Investissements privés :

En nombre, les investissements privés se concentrent principalement dans le secteur tertiaire : services, commerces, hôtellerie et restauration. Le domaine de l'halieutique (pêche et aquaculture) tient une place importante en termes de volume d'investissement et d'emplois.

III – Programmes d'appui à la décentralisation ou de coopération décentralisée en cours

A- Conseil Général de Mayotte

Développer la coopération économique avec les pays de la zone Océan Indien est une nécessité vitale pour Mayotte et la Région Boeny. Pour se développer, les territoires insulaires de petite superficie ont besoin de s'ouvrir largement sur leur environnement. Ainsi, la convention de coopération entre Mayotte et la Région Boeny fut signée entre les deux parties en 2006.

Depuis, les actions de coopération économique menées par le Conseil Général de Mayotte étaient des actions exclusivement sous forme d'aides directes attribuant une subvention au territoire partenaire. En novembre 2008, les deux parties ont vu la nécessité d'impliquer plus les entreprises mahoraises dans la coopération décentralisée, convaincu que le fait de s'appuyer sur la motivation et les savoir-faire de ces entreprises permettra d'apporter des réponses efficaces aux besoins exprimés par les territoires partenaires.
Cette ouverture a permis aux entreprises privées et aux services publics de la Région Boeny d'avoir un échange commercial basé sur l'amélioration des ressources humaines et financières.
Historiquement, les rois Sakalava avaient toujours eu un lien culturel avec Mayotte. Aujourd'hui,
les actions de coopération menées par la Région Boeny avec les pays avoisinant a un attrait culturel et économique.

Les objectifs stratégiques de partenariat sont les suivants :

- Développer les échanges commerciaux entre Mayotte et la Région Boeny,
- Développer les investissements croisés,
- Provoquer des transferts de compétences et technologies,
- Contribuer, notamment par des projets ambitieux et novateurs, à la promotion des territoires partenaires, particulièrement auprès d'investisseurs potentiels

Les axes de coopération retenus étant :

- Moyens de transports et lieux d'échanges entre les hommes,
- Agriculture,
- Tourisme,
- Développement durable et urbanisme,
- Artisanat.

B- Région « Brandenburg » Allemagne

En collaboration avec la Chambre de commerce de Mahajanga qui a invité une délégation allemande dans la Région Boeny, un accord de coopération avec la région de Brandenburg , Mairie de Pritzwalk, fut signée en 2009 dans le cadre de renforcement de capacités des écoles de la région Boeny par dotation des livres et du matériel informatique. Cette action est toujours en cours.

IV – Plan de développement

1- Objectifs en matière de développement régional

La Région Boeny ambitionne de donner à sa population un cadre et un genre de vie dignes des potentialités qu'offre le cadre naturel qui y existe et conforme aux aspirations de développement que la population a exprimées à travers un processus de concertation et d'échanges qui s'est engagé depuis la mise en œuvre de la Décentralisation.

Une telle vision s'exprime comme suit :

- *Les facteurs démographiques liés à la pauvreté sont maîtrisés*

- *La population est sécurisée, épanouie, jouissant de la totale liberté de circulation, valorisant les*
  Spécificités régionales en termes d'identité socioculturelle

- *Les potentialités économiques régionales sont mises en valeur, générant de manière durable des richesses, une mise en valeur qui :*
  - *rapproche et relie en parfaite symbiose le monde rural et le secteur privé tant national qu'étranger*
  - *renforce la bonne gouvernance locale, l'Etat de droit et le partenariat public/privé*
  - *réserve l'Environnement aux fins de promouvoir les biodiversités régionales*
  - *ontribue à la croissance économique nationale et renforce l'ouverture de Madagascar au monde extérieur*

Les axes stratégiques du développement peuvent être synthétisés comme suivent :

AXE STRATEGIQUE n°1 : Réduire la pauvreté régionale par la maîtrise des facteurs démographiques et par le renforcement accru de la sécurisation humaine et matérielle

Objectif n°1 : Maîtriser les facteurs démographiques déterminants pour la réduction de la pauvreté
Objectif n°2 : Renforcer la sécurisation humaine et matérielle

AXE STRATEGIQUE n°2 : Promouvoir des décisions décentralisées objectives et efficaces ainsi qu'une administration de proximité effective

Objectif n°1 : Doter la région d'un système d'information régionale pour servir d'outil de planificationet de coordination des efforts de développement

Objectif n°2 : Offrir des services performants

Objectif n°3 : Se doter des moyens d'interventions pour la mise en œuvre du plan régional de Développement

AXE STRATEGIQUE n°3 : Susciter et promouvoir une croissance économique à base sociale très élargie

Objectif n°1 : Promouvoir des pôles de développement pour jouer le rôle de locomotive et générer des effets d'entraînement rapides et durables au niveau des communes rurales ayant des liens socio-économiques

Objectif n°2 : Augmenter les investissements régionaux dans des secteurs à forte valeur ajoutée par la viabilisation des zones potentielles et par la mise en place d'un cadre institutionnel incitatif

Objectif n°3 : Promouvoir une économie rurale tournée vers le marché à travers la promotion des filières Agricoles porteuses

2- Priorités

- Eau, assainissement ;
- Schéma régional d'aménagement du territoire, en cohérence avec le schéma national ;
- Urbanisme (schéma directeur, transports urbains, infrastructures urbaines) ;
- Energie, énergies renouvelables
- TIC ;
- Education et formation professionnelle;
- Aide à la commercialisation ;
- Politique touristique et tourisme ;
- Appui à la lutte contre le VIH-SIDA

V - Annexes

Nature des entreprises :

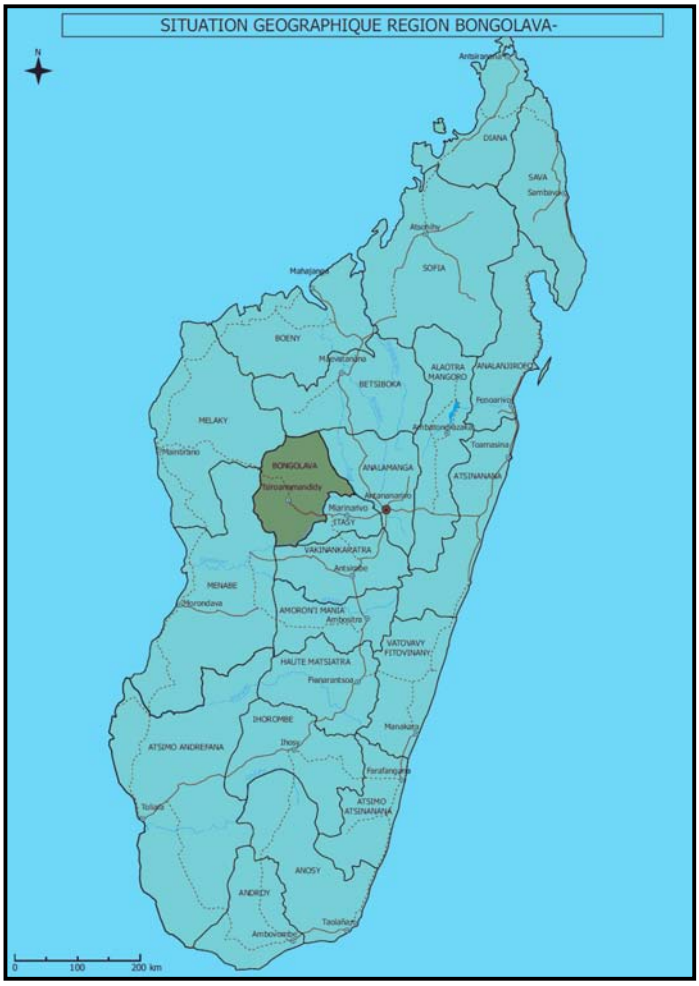
Secteur Primaire	**Nombre créé en 2009**
Sylviculture Vannerie	2
Agriculture et Elevage	8

Secteur Secondaire	**Nombre créé en 2009**
Matériaux de constr. Céramiques et autres mat.	1
Constr. et montage mat. de transport	2
Industries alimentaires	3
Ind. Chimiques et pharmaceutiques	3
Ind. Textile, filature, cordes, confection	3
Industrie électrique	3
Industries Métalliques et construction	3
Industrie de bois	4

Industries extractives	5
Industries diverses	5
Bâtiment et Travaux Publics	29

Secteur Tertiaire	**Nombre créé en 2009**
Transport Maritime	1
Banques	2
Télécommunication	3
Santé	3
Auxiliaires de transport	4
Enseignement	4
Salon de coiffure et Esthétique	4
Services récréatifs et sociaux	5
Transport marchandises	6
Transport voyageur	12
Services rendus aux entreprises	25
Autres services	26
Hôtel - Restaurant - Bar	36
Commerce de gros	76
Commerce de détail	196

Région Bongolava



I – Principales données socio-économiques de la région

Superficie:	17 983 km 2 ou 1 798 294 hectares
Population :	509 092 habitants
PIB/habitant :	Non disponible
Taux de croissance:	Non disponible
Taux de chômage:	Non disponible
Secteur primaire :	Non disponible
Secteur secondaire :	Non disponible
Secteur tertiaire :	Non disponible
Nature des entreprises :	Sociétés à responsabilité limité
Part de la population urbaine:	6.2 %
Principales localités:	Tsiroanomandidy ville avec 31 561 habitants
Aéroport :	Tsiroanomandidy
Routes Bitumées :	75,5kms
En terre accessible pendant toute l'Année	286 kms
En terre mais pouvant être difficile en saison de pluie	828 kms
En terre mais généralement impraticable en saison	229 kms

II– Situation économique de la région

La région de Bongolava possède de vastes potentialités agricoles. Avec ses 1.720.900 ha de surface totale, il y a 51 % de zones cultivables.

Superficie agricole par sous préfecture

Sous-préfecture	Superficie totale (Ha)	Superficie cultivable		Superficie cultivée	
		Ha	% superficie totale	Ha	% par rapport surface cultivable
Fenoarivobe	771 400	258 000	33,00	45 322	17,56
Tsiroanomandidy	949 500	617 500	65,03	105 225	17,04
Total Région de Bongolava	1 720 900	875 500	51,00	150 547	17,19
Total Province Antananarivo	5 829 400	1 475 944	25,32	-	8,60

La superficie cultivée demeure faible avec 17,19 % pour l'ensemble de la région. Cette situation s'explique par une insécurité foncière bien marquée dans la région. Globalement les profils de spéculation indiquent une forte diversification des cultures : les cultures vivrières et de rente sont présentes partout bien que leur pratique varie sur le plan ''intensité''.
L'élevage bovin reste prédominant dans la région avec autour de 241.000 têtes recensées dans l'ensemble de la région .Le petit élevage et particulièrement l'élevage traditionnel de porc, de poulet, reste présent dans toutes les exploitations, avec en deuxième position le canard malgré la forte présence d'oies.

On peut toutefois distinguer deux types bien distincts :
-Le premier type est caractérisé par la faible présence des cultures de rente.
-Un deuxième type est caractérisé par la présence de cultures de rente. Le type de spéculation et les combinaisons varient d'une exploitation à une autre

III – Programmes d'appui à la décentralisation ou de coopération décentralisée en cours

Actuellement aucun programme d'appui à la décentralisation ou de coopération décentralisée n'est opérationnel.

IV – Plan de développement

La distinction de rôles entre les diverses institutions étatiques existantes ainsi que les différents acteurs de développement opérationnels dans la localité, attribue à l'Exécutif Régional de Bongolava, la gestion de proximité basée sur une meilleure appréciation des problématiques accompagnée d'une bonne définition des approches d'intervention efficaces.
En se référant au contexte national actuel, la stratégie basée sur la notion de développement rapide et durable trouve sa raison d'être pour deux raisons majeures :

- Le phénomène de pauvreté qui sévit avec acuité sur la majorité de la population ;
- L'absence de stratégie d'ensemble en matière de développement et de protection sociale.

Ce contexte traduit l'objectif global de développement qui se définit comme suit:
'' Accroissement de la productivité par la valorisation des zones exploitables pour réduire de moitié le taux de pauvreté en moins de 10 ans''
La notion de productivité est ici définit au sens large et peut alors concerner tous les différents secteurs porteurs : filière agricole, gestion des ressources naturelles (forestière, minière, halieutique,…), secteur industriel,… .

A l'issue de l'Atelier Régional de Concertation, des recommandations en termes d'axes prioritaires de développement, ont été formulées pour servir de base à l'élaboration du Plan Régional de Développement. Ces recommandations se sont penchées surtout sur des aspects pratiques et réalistes quant aux actions de développement répondant aux besoins et aspirations propres de la Région, tels qu'exprimés par la population. D'autre part, ces recommandations tiennent compte de la politique nationale en matière de développement, pour trouver une synergie avec les différents programmes nationaux de développement en cours ou à venir.

1- Objectifs en matière de développement régional

a) ***Assurer à la population un cadre de vie serein, favorisant sa motivation à produire et contribuant à son épanouissement, à travers le maintien de l'Etat de droit, l'assurance de la sécurité et la maîtrise de la décentralisation effective***

La Région de Bongolava traduit cet objectif à travers les sous-objectifs ci-après :
Assurer une bonne gouvernance et réussir la lutte contre la corruption par la promotion et l'internalisation effective de la conscience citoyenne.
Accélérer l'avènement de l'Etat de droit par le redressement, la modernisation et le rapprochement vers la population de base du système de Justice.
Assurer la sécurité en générale pour garantir un cadre de vie dans la sérénité, favorisant la motivation de la population à produire et contribuant à son épanouissement.
Accélérer le processus de décentralisation, suivi du renforcement de la déconcentration pour favoriser une gouvernance de proximité efficace.

b) ***Accélérer la croissance par l'augmentation d'investissements efficaces et par l'ouverture à l'économie mondiale***

Pour la Région de Bongolava, cet objectif se traduit en termes de sous-objectifs ci-après décrits :
Augmenter la production agricole par la diversification des spéculations rurales..
Prendre des mesures incitatives pour l'accès au foncier des producteurs ainsi que des investisseurs potentiels, et des actions favorables pour la viabilisation des différentes zones exploitables basée sur la mise en place des infrastructures sociales et de production..
Instaurer un équilibre écologique régional par la conduite d'un programme de reboisement intensif, de conservation de la biodiversité et de protection des bassins versants.
Favoriser l'augmentation d'investissements soutenables et la promotion d'une économie de marché.

c) ***Assurer à la population un cadre de vie serein, favorisant sa motivation à produire et contribuant à son épanouissement***

La Région de Bongolava traduit cet objectif à travers les quatre sous objectifs suivants.

Renforcer le processus visant à faciliter l'accès à la santé par toutes les couches de la Population.
Renforcer et accélérer le processus favorisant l'accès de tous à l'éducation de qualité.
Intégrer dans les activités de développement régional la dimension "Population ", tenant compte des aspects "Jeunesse et Sport ".
Accélérer l'amélioration des conditions de vie de la population par l'intensification des filets de sécurité, des adductions d'eau potable et des travaux d'assainissement

V - Remarques

- **Répartition en sous-région et vocations**

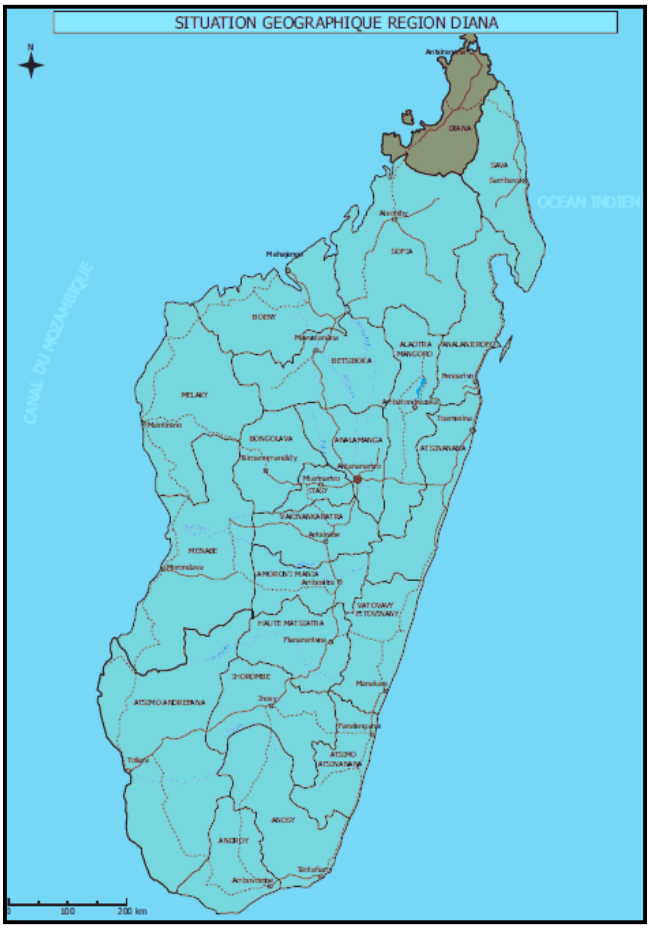
La Région de Bongolava présente de potentialités considérables qui méritent d'être exploitées suivant une approche de développement organisée et efficace.
Tout en ayant quelques spécificités et particularités au niveau de certaines communes, il faut toutefois noter une relative ressemblance voire une forme d'homogénéité concernant la disponibilité en ressources naturelles et le mode de production pour les communes juxtaposées. Cette situation permet alors d'avancer une possibilité de répartition de la Région de Bongolava en quatre sous-régions définies ci-après.

- **Sous-région septentrionale**

Cette sous-région regroupe les six communes du Nord dont une commune rurale de la sous-préfecture de Tsiroanomandidy et cinq communes rurales de Fenoarivobe :
Commune Rurale ou CR de Fierenana comprise dans la sous-préfecture de Tsiroanomandidy;
CR de Mahajeby, de Kiranomena , de Tsinjoarivo, d'Ambohitromby et d'Ambatomainty Atsimo, toutes comprises dans la sous-préfecture de Fenoarivobe.

Concernant les vocations particulières de cette sous-région , on peut noter :
Les possibilités de cultures à grande échelle en se référant aux grandes superficies disponibles d'Ambohitromby, Ambatominty Atsimo, ou de Mahajeby ;
La disponibilité en ressources minières comme l'or à Kiranomena ou les autres pierres précieuses dans les autres communes;
L'abondance de crocodiles dans cette sous-région devient un danger permanent pour la population et l'arrivée d'investisseurs pour s'orienter vers l'élevage semi-intensif de crocodile est vivement sollicitée par la communauté rurale.
D'autres spécificités peuvent être découvertes à partir du moment où le réseau routier y est amélioré.

Région Diana



I – Principales données socio-économiques de la région

Superficie: 20.942 km2
Population : 680.000 d'habitants

PIB/habitant : ND
Taux de croissance: ND %
Taux de chômage: 7,6 % (2005 – 2009)
Taux de sous-emploi : 19% (2009)
Secteur primaire : ND
Secteur secondaire : ND
Nature des entreprises : Industries de transformation (sucrerie, salinière, cacao, tapioca, huile essentielle, thonière, crevettière, tôlerie, matelas, …), artisans, construction et réparation navale
Secteur tertiaire : ND %
Nature des entreprises : Commerces, hôtelleries, restaurants, transports, services (médical, informatiques,…)

Part de la population urbaine: 35,25 % (2008)

Principales localités: (en 2008)	Nombre d'habitant
- Antsiranana I:	112 278
-Antsiranana II:	118 720
- Ambilobe :	303 384
- Ambanja :	209 859
- Nosy Be:	73 393

Ports maritimes :	Types des bateaux
- Antsiranana	Cabotage, cargo/containeur, croisière, remorqueur
- Nosy be	Cabotage, vedette, bac
- Antsahampano	Remorqueur, vedette, bac
- Ankify	Vedette, bac
- Port st Louis (Antsohimbondrona)	remorqueur, vedette

Aéroports :	Situation actuelle
- Arrachard (Commune rurale Antanamotarana – District Antsiranana II)	Opérationnel
- Fascène (Commune urbaine Nosy Be – District Nosy Be)	Opérationnel
- Andrakaka (commune urbaine Antsiranana I – Distrcit Antsiranana I)	Non opérationnel
- Sengaloka (commune urbaine Ambilobe – District Ambilobe)	Non opérationnel
- Maherivaratra (commune rurale Maherivaratra – District Ambanja)	Non opérationnel

Routes et pistes :

- Longueur totale des routes : 2131,50 km
- Route Nationale bitumée : 401,50 km
- Route Nationale en terre : 73 km
- Route Provinciale bitumée : 90 km
- Route Provinciale en terre : 857 km
- Autres routes revêtues : 36 km
- Autres routes en terre : 674 km
- Densité routière Régionale (par rapports aux routes classées) : 0,068 km/km^2
- Densité moyenne nationale : 0,051 km/km^2

Degré d'enclavement de la Région DIANA (61 communes):

- Chef lieu des communes totalement désenclavés (accessibles 12/12 mois) : 32 (52,46%)
- Chef lieu des communes partiellement enclavés (accessible 6/12 mois) : 24 (39,34%)
- Chef lieu des communes totalement enclavés : 05 (8,20%)

II– Situation économique de la région

Sur le plan économique, il manque la maîtrise endogène de l'économie régionale à cause de l'absence d'une structure de la gouvernance économique dans la Région. L'économie de la Région est caractérisée par la prédominance du secteur agricole (rente, vivrières,…) et actuellement, la tendance est marquée vers le développement des activités au niveau du tourisme rural ou écotourisme avec des activités connexes, entre autres l'hôtellerie, la restauration et la promotion des différents sites touristiques.

Le développement du tissu industriel se trouve au ralenti car la région n'a connu des nouveaux investisseurs depuis plus de vingt ans, à cause de problèmes suivants:

- Faible niveau de communication (mauvais état de route, connexion internet moins performant) ;
- Accès et élévation du coût de l'électricité ;
- Insécurité foncière.

Cela décourage les investissements au niveau de la Région. Par contre, il y avait une nette amélioration de la production des industries existantes. Par exemple, la situation de production est évoluée positivement au niveau de :

- Sucrerie Ouest de Madagascar (SUCOMA), de 23 000 T de sucre en 2009 contre 35 000 T en 2010
- Compagnie Salinière de Madagascar (CSM), de 65 000 T de sel en 2009 contre 75 000 T en 2010.

La Région DIANA a renforcé ses actions en matière de gestion de son environnement terrestre, marin et côtier, à travers les partenariats avec les différents programmes et projets qui interviennent dans des zones reconnues utilitaires. Elle continue à mettre en place et à promouvoir des parcs naturels communaux ou régionaux, dans le but de conserver, restaurer et valoriser les sites naturels, car le volet environnement est indissociable au développement

III – Programmes d'appui à la décentralisation ou de coopération décentralisée en cours

Partenaires et collectivités	Région ou Communes	Natures du ou des programmes de coopération en cours	Périodes
Région PICARDIE	Région DIANA	– Décentralisation – Développement économique	2008 – 2011
Conseil Général du Finistère	Région DIANA	– Décentralisation – Santé publique – Culture et jeunesse – Développement de la production agricole – Développement du tourisme rural et l'écotourisme	2007 – 2011
Région PICARDIE, Département de la Somme	Région DIANA, Union des communes de la Sambirano (UNICOSA)	– Alimentation en eau potable	2010 – 2012
Département de l'Oise	Région DIANA	– Tourisme	
Conseil Général de Mayotte	Région DIANA	– Développement institutionnel – Développement économique – Développement socio-culturel	2008 – 2011
Conseil Général de l'île de la Réunion	Commune urbaine de Diego-Suarez, Commun e rurale de Joffre Ville	– Développement des infrastructures	2010
Commune urbaine de st Denis	Commune urbaine de Diego-Suarez, Communes rurales de Joffre Ville et Ramena	– Développement des infrastructures	2010

IV – Plan de développement

1- <u>Objectifs en matière de développement régional</u>

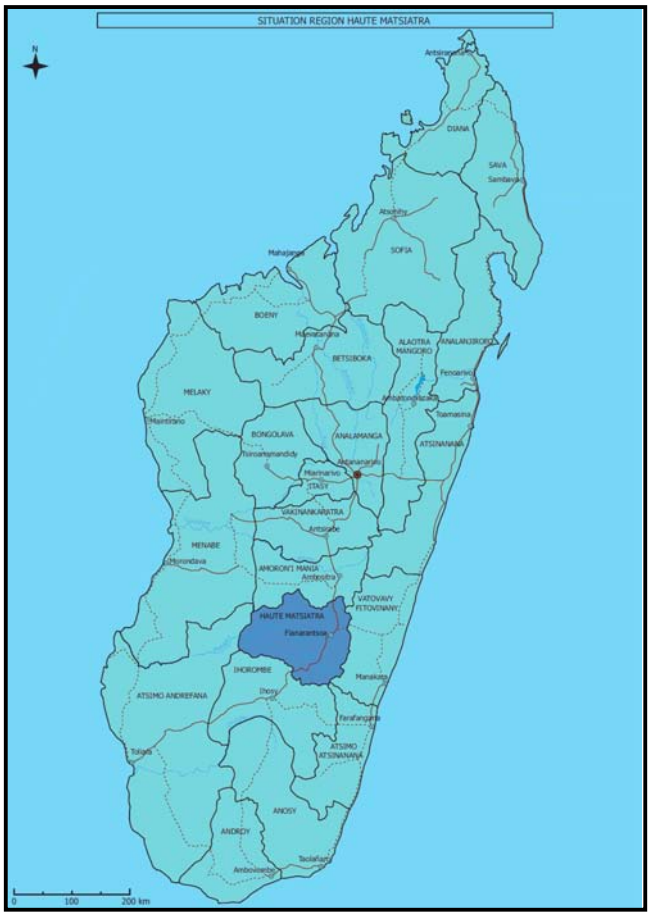
- Assurer l'Etat de droit, la bonne gouvernance à toute l'instance Régionale, la sécurité des biens et des personnes ;
- Optimiser les retombées socio-économique s de l'exploitation de tous les potentiels touristiques existants ;
- Assurer une gestion durable de l'environnement en vue de développement économique harmonieux et une meilleure qualité de vie ;
- Atteindre l'autosuffisance alimentaire ;

- Augmenter les produits et ses dérivés d'exportation ;
- Développer les infrastructures structurantes.

2- <u>Priorités</u>

- Définition d'une politique d'aménagement du territoire et élaboration du schéma Régional d'aménagement du territoire ainsi que sa mise en œuvre ;
- Mise en place d'une structure de gouvernance économique
- planification et mise en œuvre de programmes ;
- amélioration de la collecte des taxes ;
- protection et valorisation de l'environnement ;
- énergie, énergies renouvelables ;
- politique touristique et tourisme ;
- agriculture, agroalimentaire ;
- transformation des produits agricoles, équipement agricole ;
- aide à la commercialisation ;
- artisanat ;
- réforme foncière ;
- urbanisme (schéma directeur, transports urbains, infrastructures urbaines) ;
- micro entreprises;
- secteur privé, partenariat avec de grandes entreprises ;
- éducation et formation professionnelle;
- équipements scolaires ;
- recherche ;
- eau, assainissement ;
- santé ;
- TIC ;
- politique de communication ;
- soutien à des opérations pilotes ;

Région Haute Matsiatra



I – Principales données socio-économiques de la région

Superficie:	20.959 km2
Population :	1,374 millions d'habitants
PIB/habitant :	$ (2009) données non disponibles
Taux de croissance:	5,2 % (INSTAT)
Taux de chômage: (2008)	données non disponibles (INSTAT)
Secteur primaire :	35,4% des emplois (INSTAT national)
Secteur secondaire :	37% des emplois (INSTAT national)
Nature des entreprises :	commerces, artisanat, Industrie bois, agroalimentaire, vitiviniculture, hôtellerie, huile essentielle
Secteur tertiaire :	27,6% des emplois (INSTAT national)
Nature des entreprises : transport, télécommunication	
Part de la population urbaine: 25%	
Principales localités:	Fianarantsoa 194 542 habitants, Ambalavao 32975 habitants, Ambohimahasoa 13097 habitants …
Chemin de fer	reliant Fianarantsoa au port de Manakara 163 KM
Aéroport :	Fianarantsoa
km de routes bitumées :	320,40 km
km de pistes :	1214,10 km

II– Situation économique de la région

Le Programme Régional de Développement ou PRD défini en 2005 met en priorité le développement des filières porteuses telles que : le Riz, l'aviculture, la pisciculture, les Mines, les huiles essentielles, l'artisanat, le tourisme, le café arabica, les fruits et légumes et les Forêts. Le développement des filières et des domaines transversaux est également pris en considération : la réhabilitation de plusieurs pistes de desserte permettant l'accès à la très grande majorité des Communes ; des constructions et réhabilitations de barrages hydro agricoles; l'électrification rurale et l'identification de zones pour Jatropha et biocarburant

III – Programmes d'appui à la décentralisation ou de coopération décentralisée en cours

3-1 : Coopération décentralisée entre avec la Communauté Urbaine de Lyon

La Région Haute Matsiatra et la Communauté Urbaine de Lyon ont noué une coopération en 2006 et ont mis en place le projet AGIRE. Le Projet AGIRE (ou Amélioration de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau) est une réponse à la volonté de la Région de la Haute-Matsiatra d'apporter une assistance dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, conformément à la politique générale de l'Etat sur le secteur Eau et à la stratégie nationale de réduction de la pauvreté. C'est un projet cofinancé par la Commission Européenne, la Facilité ACP-UE pour l'eau. Référence projet : WF MAG - 9CP RPR 39, et s'inscrit dans le cadre de coopération décentralisée entre la Région Haute Matsiatra et la Communauté de Grand Lyon.

Ce projet vise un triple objectif :

- Aider à la mise en place de la gestion intégrée des ressources en eau sur la région.
- Renforcer les capacités des acteurs publics locaux de l'eau (région et communes)
- Améliorer la mise en réseau des acteurs locaux et favoriser la participation locale.

Le bilan des activités menées par le projet de 2006 à 2009, est concluant car il répondait aux objectifs spécifiques suivants :

- poursuivre le processus de décentralisation, de la prise de décision sur les questions de l'eau au niveau régional, via le renforcement des capacités de coordination des Régions. Cette tâche doit être menée en concertation étroite avec l'ANDEA à qui est confiée la consolidation de la gestion intégrée au niveau provincial puis national,
- veiller à une meilleure appropriation et durabilité des projets d'infrastructures Eau et Assainissement, via le développement de la participation des populations locales,
- favoriser la pérennisation de la ressource en eau (quantité et qualité) et sécuriser l'accès à l'eau pour les populations pauvres, via un soutien aux plans de gestion intégrée des ressources en eau,
- Faciliter l'amélioration du service rendu par les collectivités aux populations en matière d'approvisionnement en eau potable et assainissement via le renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage des acteurs publics locaux du secteur de l'eau,
- stimuler les actions menées dans le secteur de l'eau, via l'instauration de partenariats Nord-Sud : entre la direction de l'eau du Grand Lyon et la Région de Haute-Matsiatra d'une part, et entre l'Université de Fianarantsoa et les universités lyonnaises d'autre part.

Fin 2010, six communes (3 urbaines et 3 rurales) ont pu bénéficier d'infrastructures d'eau potable et d'assainissement

3-2 : Programme ACORDS

Appui à la maîtrise d'ouvrage communal par la mise en place des infrastructures sociales (eau et assainissement, CSB, école, piste) soit un renforcement de capacité par l'action formation pour 31 communes rurales

3-3 : Projet d'appui à la décentralisation par l'association FIANTSO Madagascar

L'Association FIANTSO, a des programmes d'appui à la décentralisation et intervient dans des communes pilotes :

- mise en place des guichets fonciers
- appui à la fiscalité locale

3-4 : Projet d'appui à la gouvernance locale dans le cadre du Programme SAHA Betsileo

Le Programme SAHA Betsileo a un volet d'appui à la gouvernance locale dans des communes cibles.

IV – Plan de développement

1- Objectifs en matière de développement régional

La Région a des documents de références régionales à partir desquels elle élabore son plan de développement.

Le Programme Régional de Développement ou PRD, élaboré en 2005 suivant un processus de concertation des secteurs privés et publics régionaux, définit les potentialités économiques régionales ainsi que les grands axes de programme développement
LE PROGRAMME REGIONAL DE DEVELOPPEMENT RURAL ou PRDR est élaboré par le plateforme des intervenants régionaux pour le développement rural qui se regroupe au sein du GTRD ou Groupement de Travail pour le Développement rural Au fait c'est un document de référence des axes prioritaires de développement rural en précisant les potentielles économiques rurales et les filières porteuses qui font l'objet des priorités régionales
Tout programme d'activités annuel et tout bilan régional d'activités se réfèrent à ces deux documents

Objectif global
Améliorer les conditions de vie de la population
Objectifs spécifiques

- 1 : Assurer la sécurité des hommes et des biens : pour la Région, ses districts, les communes et s'engager avec les Forces de l'ordre à rendre la zone rouge en blanche.
- 2 : Consolider la décentralisation par le renforcement de capacité des collectivités décentralisées et l'allocation des ressources conséquentes à la région et aux communes (financières et compétences humaines)
- 3 : Développer les filières porteuses/produits phares et maintenir le niveau de production rizicole

Axes stratégiques
Pour l'année 2010, la région définit dans sont plan de développement les axes stratégiques suivants ::

- 1 : Investir, mobiliser par tous les moyens toutes les forces vives pour la sécurisation des hommes et des biens ;
- 2 : Santé pour tous : qualité, proximité, qualification du personnel
- 3 : Continuer l'amélioration du système d'enseignement (primaire, secondaire, universitaire)
- 4 : Promouvoir la démarche de développement intégré et durable de la protection de l'environnement et des forêts.
- 5 : Atteindre 80% de taux de desserte en eau potable relatifs aux chefs-lieux de communes ;
- 6 : Favoriser le développement du monde rural
- 7- Harmoniser les interventions dans les secteurs clés (administratifs, sociaux et économiques) et privilégier entre autres la promotion du rôle de la femme dans les différentes instances de prise de décision
- 8 : identifier des investisseurs et établir des documents contractuels Région-opérateurs pour les filières porteuses de l'économie régionale ainsi que les activités connexes (hôtellerie et restauration), l'artisanat de qualité, vigne, huile essentielle, jatropha, ….
- 9 : Continuer la fiscalité locale, le recouvrement de proximité et la bonne gouvernance des communes
- 10 : Continuer la sécurisation foncière des zones d'investissements agricoles (ZIA) ;
- 11: Renforcer les appuis aux communes

2- Priorités

Volet social :
Appui à la scolarisation des enfants dans les zones vulnérables
L'enseignement de proximité est une des priorités régionales, voire nationales. Depuis trois ans, des constructions d'écoles se sont multipliées grâces aux initiatives locales. L'environnement social de

ces écoles reste déplorable du fait que les ressources locales sont très limitées.

Ainsi, la région s'est fixée comme objectifs :

- ❖ L'augmentation des subventions accordées aux enseignants payés par FRAM (FRAM = Association des parents d'élèves) surtout dans les zones vulnérables
- ❖ La création et l'opérationnalisation des activités de cantines scolaires dans les zones vulnérables

Volet économique

Appui aux opérations pilotes de développement économique rural

La Région Haute Matsiatra, telle qu'elle est présentée à la carte en annexe est caractérisée par deux zones à potentialités agricoles différentes qui constituent les éléments de formation de Schéma Régional d'Aménagement du Territoire :

La partie Est qui loge la route nationale n°7 , la plus peuplée et où sont concentrée les productions agricoles et les zones forestières est prévue pour l'installation des unités de transformation de produits agricoles : fruits et légumes et huiles essentielles

La partie Ouest, très vaste mais à faible densité démographique est destinée pour les zones d'investissement agricoles. (ZIA)

Ainsi, deux opérations pilotes de développement rural sont en vue

- ❖ appui à l'installation des unités de transformation des produits agricoles : fruits et légumes, huiles essentielles
- ❖ appui à l'installation des jeunes ruraux dans les ZIA

1er projet : **Projet d'appui à l'installation des unités de transformation des fruits et légumes**

- ➢ Accompagnement à la structuration des groupements de producteurs de fruits et légumes et à l'amélioration de la qualité des productions
- ➢ Mise en place des unités de transformations des produits agricoles : fruits et légumes , huiles essentielles

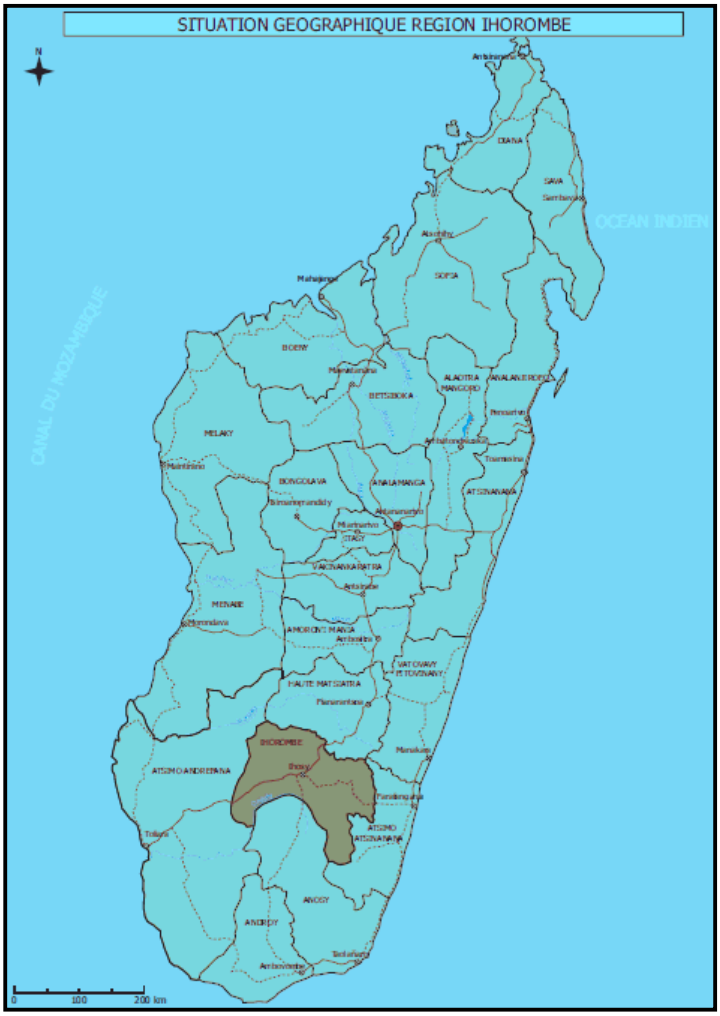
2ème projet : **Projet d'appui à l'installation des jeunes ruraux dans les ZIA (***plus de 30.000 ha de terrains aménageables)*

- ➢ Construction de logements sociaux pour la 1ère vague (113 jeunes pour 450 ha)
- ➢ Equipement en matériels agricoles pour les prochaines vagues

Autres projets prioritaires

- o Accroître le taux de desserte en eau potable relatifs aux chefs-lieux de communes
- o Développer la filière artisanale : soie, vannerie…
- o Promouvoir la démarche de développement intégré et durable de la protection de l'environnement et des forêts.
- o Equiper les communes rurales d'énergie ou énergies renouvelables
- o Consolider les acquis de la décentralisation

Région Ihorombe



I – Principales données socio-économiques de la région

Superficie : 26.930 km2
Population : 400.000 habitants

PIB/Habitant en 2009 : 200 $/ habitant.
Taux de croissance : 2%
Taux de chômage : 45%
Secteur primaire : 83%
Secteur secondaire : 15%
Nature des entreprises : Entreprises commerciales.
Secteur tertiaire : 2%
Nature des entreprises : Unités de transformation de produits locaux.

Part de la population urbaine : 10%
Principales localités : Ihosy (30.000 habitants).
Port : Néant.
Aéroport : 2 aérodromes.
Km de routes bitumées : 200 kms
Km de pistes : 800 kms

II– Situation économique de la région

Economie basée sur :

- Elevage et commercialisation de bovidés, avec opportunité de conserverie de viande.
- Ecotourisme dont la potentialité est encore sous-exploitée.
- Ressources minières (pétrole non exploité, pierres précieuses et semi-précieuses sous-exploitées dont saphir, or, corindon, quartz).
- Vaste superficie fertile irrigable, avec opportunité de cultures à grande échelle et d'Unités de transformation de produits agricoles tels que canne à sucre, .coton, arachide, vignoble, fruits (industrie sucrière, filature et tissage, huilerie, production de vin et de jus de fruits).
- Riziculture irriguée.

III – Programmes d'appui à la décentralisation ou de coopération décentralisée en cours

A. **Partenariats en cours :**

1. Partenariat avec l'Association thaïlandaise THAI-MADA pour aménagement hydro-agricole ;
2. Partenariat avec l'Association ULEM pour culture industrielle de Jatropha.
3. Partenariat avec l'Association italienne AMI DE L'ECAR DU DIOCESE D'IHOSY pour l'implantation d'un Central hydroélectrique.
4. Partenariat avec l'UNICEF sur le fonctionnement du Centre d'Appui aux Communes.

B. **Recherches de partenariat :**

1. Recherche de partenariat pour la mise en place d'un Comptoir des Mines et l'opérationnalisation d'un Bureau d'Administration Minière.
2. Recherche de partenariat pour la Gérance et l'exploitation d'un Ranch à bovidés de 5.000 hectares.
3. Recherche de partenariat pour la mise en place d'un Guichet unique de commercialisation de bovidés.
4. Recherche de partenariat pour la mise en place de Guichets fonciers communaux.

IV – Plan de développement

1. **Objectifs en matière de développement régional :**

- Faciliter l'accès aux propriétés foncières.
- Mettre en place un système fiscal et parafiscal efficace.
- Promouvoir les cultures à grande échelle.
- Promouvoir les industries de transformation des produits agricoles.
- Développer les investissements dans le Secteur touristique.
- Encourager les investissements dans le secteur minier.
- Améliorer la race bovine pour l'exportation.

- Intensifier la riziculture.
- Réhabiliter les aérodromes.
- Encourager les investissements dans le secteur de la Télécommunication.
- Exploiter les différentes ressources d'énergie renouvelable.
- Encourager les investissements dans le secteur de la communication (radios, télévisions).
- Améliorer les infrastructures éducatives et sanitaires et les services y offerts.

2. **Priorités :**
    1. Assurer et appuyer administrativement la sécurisation foncière pour les investisseurs potentiels.
    2. Améliorer le taux de recouvrement fiscal et parafiscal.
    3. Mettre en place un Comptoir des mines.
    4. Opérationnaliser le Bureau d'Administration Minière.
    5. Encourager l'implantation des industries minières d'exportation.
    6. Promouvoir les cultures à grandes échelle de canne à sucre, .coton, arachide, blé, vignoble, fruits, maïs, manioc.;
    7. Promouvoir les industries sucrières, les industries de filature et de tissage de coton, les huileries, les minoteries, les industries productrices de vin et de jus de fruits.
    8. Aménager les sites touristiques et développer les infrastructures d'accueil.
    9. Réhabiliter les aérodromes.
    10. Redynamiser le Ranch à bovidés.
    11. Construire des barrages hydro-agricoles.
    12. Promouvoir les investissements en téléphonie mobile.
    13. Construire des barrages hydroélectriques, des Centraux éoliens et solaires.
    14. Encourager les investissements en stations radiodiffusées et télévisées dans les Communes et Districts dépourvus.
    15. Construire des nouvelles Ecoles et des nouveaux Centres de santé de base.

V - Annexes

Cinq axes stratégiques de développement ont été retenus et autant d'objectifs globaux et spécifiques.

AXE STRATEGIQUE N°1

MISE EN PLACE D'UNE ADMINISTRATION DE PROXIMITE EFFICACE ET INSTAURATION DE LA BONNE GOUVERNANCE

OBJECTIF GLOBAL 1 : INSTAURER UNE DECENTRALISATION EFFECTIVE

Objectifs spécifiques :

Structurer les services déconcentrés de l'Etat.

Redynamiser le système administratif pour plus d'efficacité.

Améliorer les recettes fiscales des services publics déconcentrés (Mis en place d'une stratégie appropriée de coordination de la perception des recettes fiscales pour les Communes et la Région).

Répartir équitablement les moyens humains, financiers et logistiques.

OBJECTIF GLOBAL 2 : INSTAURER UNE GOUVERNANCE EFFICACE

Objectifs spécifiques :

Instaurer les différents échelons du dispositif anti-corruption (BIANCO).

Gérer de manière transparente les services publics.

Respecter les droits des citoyens, leurs devoirs et leur sécurité.

OBJECTIF GLOBAL 3 : METTRE EN ŒUVRE LA POLITIQUE REGIONALE DE DEVELOPPEMENT

Objectifs spécifiques :

Améliorer le fonctionnement de la Région (mis en place de l'organigramme, opérationnalisation des divers services, édition d'un Bulletin d'Information).

Etudier les possibilités de participation du secteur privé dans la fourniture, la gestion et l'exploitation de certains services publics.

Mettre en place une structure simple de coordination entre les opérateurs économiques de la Région.

Régionaliser les actions du PIP (détermination conjointe de la marge d'action et de décision, détermination conjointe des procédures de régionalisation, collecte et suivi des projets nationaux localisés dans la Région).

Renforcer les fonctions de planification et de coordination de la Région.

Instaurer et renforcer la coopération interrégionale et bilatérale (jumelage avec d'autres régions nationales ou internationales).

AXE STRATÉGIQUE N°2

DESENCLAVEMENT PHYSIQUE ET SOCIO-CULTUREL DE LA REGION PAR LA MISE EN PLACE D'INFRASTRUCTURES ADEQUATES ET RESPECTUEUSES DES NORMES

OBJECTIF GLOBAL 1 : DESENCLAVER PHYSIQUEMENT LES SOUS-ESPACES PRODUCTIFS ET POTENTIELLEMENT PRODUCTIFS

Objectifs spécifiques :

Ouvrir, réhabiliter ou entretenir les pistes de desserte et RIP des sous-espaces productifs.

Ouvrir ou réhabiliter des aérodromes dans les chefs lieux de District.

Instaurer un système d'entretien routier fonctionnel par cantonnage.

Mettre en place ou réhabiliter des infrastructures de commercialisation.

OBJECTIF GLOBAL 2 : FACILITER LA CIRCULATION D'INFORMATIONS

Objectifs spécifiques :

Créer des outils de décision et d'orientation (système d'information et réseau intranet régional, système de suivi et évaluation des programmes régionaux, communaux et intercommunaux, site web, etc.).

Améliorer la communication (extension de la zone de couverture des réseaux de télécommunication en TELMA et réseaux GSM, équipement en BLU des secteurs enclavés, mise en place des Radio/TV opérationnelles au niveau des Districts).

OBJECTIF GLOBAL 3 : AMELIORER LES SERVICES ET LES INFRASTRUCTURES EDUCATIFS ET SOCIO-SANITAIRES

Objectifs spécifiques :

Renforcer l'éducation pour tous par l'ouverture des formations scolaires de visites systématiques, d'inspections et de contrôle.

Adapter la formation professionnelle et technique aux besoins de la Région.

Encourager les initiatives privées dans la création des centres de formation professionnelle et technique.

Mettre en application de l'alphabétisation des adultes (type : AFID ou Alphabétisation Fonctionnelle Intensive) au niveau des Fokontany avec certaines mesures d'accompagnement (sensibilisation, calendrier de formation adapté …).

Faciliter l'accès des populations au service de santé de qualité (mise en place de CSB public et privé dans les secteurs dépourvus, redéploiement et renforcement du personnel sanitaire exerçant en milieu rural, recyclage et formation du personnel, etc.).

Mettre en place des infrastructures socio-sportives et récréatives.

Mettre en place des infrastructures socio-administratives.

Promouvoir la culture identitaire spécifique de la Région par son adoption et son respect.

AXE STRATÉGIQUE N°3

PROMOTION DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE A BASE SOCIALE ELARGIE

OBJECTIF GLOBAL 1 : RENFORCER LA SECURISATION FONCIERE

Objectifs spécifiques :
Intégrer les lois et règlements aux valeurs traditionnelles malgaches.

Diffuser et vulgariser les textes régissant la propriété foncière.

Faciliter l'accès aux propriétés foncières.

Accélérer le processus de la mise en place et de l'application du nouveau Programme National Foncier (PNF).

Installer des agents du Service domanial au niveau des Communes.

Améliorer les capacités de gestion du terroir.

OBJECTIF GLOBAL 2 : INTENSIFIER LA CULTURE DU RIZ

Objectifs spécifiques :

Réhabiliter les ouvrages hydro-agricoles existants.

Construire de nouveaux barrages et aménager de nouveaux périmètres rizicoles dans les secteurs potentiellement exploitables.

Intensifier la vulgarisation des techniques améliorées de culture.

Mettre en place des infrastructures de production (centre de multiplication de semences améliorées, unité de fabrication de matériels agricoles).

Appuyer l'accès des paysans producteurs aux moyens de production (équipements, matériels).

Renforcer les capacités des paysans.

Implanter des institutions financières mutualistes et des banques primaires.

Améliorer le système de commercialisation du riz (mise en place d'un système d'information en matière de marchés et de fournisseurs, mis en place des points de vente stratégiques,

construction de silos de magasinage des produits, amélioration des qualités des produits conformes aux normes, application stricte des lois et règlements régissant le commerce).

OBJECTIF GLOBAL 3 : VALORISER LES AUTRES RESSOURCES AGROPASTORALES

Objectifs spécifiques :

Lancement des cultures à grande échelle et des cultures vivrière et commerciales (Canne à sucre, coton, vignoble, maniocs, maïs, arachides, légumes, etc.).

Créer et promouvoir des unités de transformation et/ou de conservation des produits agricoles.

Améliorer les productions animales (amélioration de la santé bovine, développement de l'élevage à cycle court, etc.).

Développement des activités porteuses (mis en place des centres de production d'alevins pour la promotion de la rizipisciculture, promotion de la sériciculture).

Développement de la culture maraîchère et d'arbres fruitiers.

OBJECTIF GLOBAL 4 : OPTIMISER L'EXPLOITATION DES SOURCES D'ENERGIE EXISTANTES

Objectifs spécifiques :

Construire des barrages hydro-électriques.

Exploiter les autres sources d'énergie renouvelables.

Promouvoir l'électrification rurale.

OBJECTIF GLOBAL 5 : FAIRE CONCOURIR LE SECTEUR MINIER AU PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT REGIONAL

Objectifs spécifiques :

Mettre en place le Service Régional du M.E.M. et le B.A.M.

Vulgariser toutes les données minières disponibles.

Doter la Région des moyens de gérer totalement toutes les ressources minières (possibilité de délivrance du permis d'extraction au niveau régional, création de comptoir de vente des produits miniers, etc.).

Améliorer le recouvrement des impôts et taxes minières.

Encourager les investissements dans le secteur de l'exploitation minière.

Former et encadrer les petits exploitants miniers : plan technique, recherche de financements, regroupement en associations.

Appuyer les petits exploitants en équipements et matériels d'exploitation.

OBJECTIF GLOBAL 6 : AMELIORER LE TAUX D'INVESTISSEMENT REGIONAL

Objectifs spécifiques :

Instaurer des mesures incitatives pour l'installation d'investisseurs potentiels (sur la sécurisation foncière, sur la fiscalité et autres conditions).

Instaurer des mesures pour la préservation des produits locaux, eu égard à la collecte sauvage des opérateurs opportunistes.

Instaurer une réglementation, suivie d'une application stricte, en matière de commercialisation des produits au niveau de la Région.

Mettre en place une structure locale de conseil pour promouvoir les initiatives privées.

Identifier les filières porteuses de la Région.

Mettre en place des unités pilotes de transformation.

Appuyer et vulgariser des unités de transformation.

Créer des circuits de distribution des produits finis en s'appuyant sur une politique de marketing efficace.

AXE STRATEGIQUE 4

PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET PROMOTION DE L'ECOTOURISME POUR LE DEVELOPPEMENT

OBJECTIF GLOBAL 1 : PRESERVER L'ENVIRONNEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT

Objectifs spécifiques :

Appliquer le transfert de gestion des forêts (GCF, GELOSE).

Réglementer de façon rationnelle l'exploitation des essences forestières.

Sécuriser les ressources forestières.

Mettre en place d'un système de gestion des Aires Protégées (exemple : plate-forme de gestion du corridor, rénovation du système existant, élaboration d'un plan régional de gestion).

Reboiser des espèces à valeur commerciale (exemple : jatropha).

Mettre en place des conventions villageoises pour la protection de l'environnement (renforcement des dina et homologation auprès du tribunal).

Protéger l'environnement urbain (application du plan d'urbanisme, intervention d'urgence dans l'installation des bornes publiques, des bacs et poubelles à ordures, création de gare routière, de bazar).

OBJECTIF GLOBAL 2 : PROMOUVOIR LA DESTINATION ECOTOURISTIQUE IHOROMBE

Objectifs spécifiques :

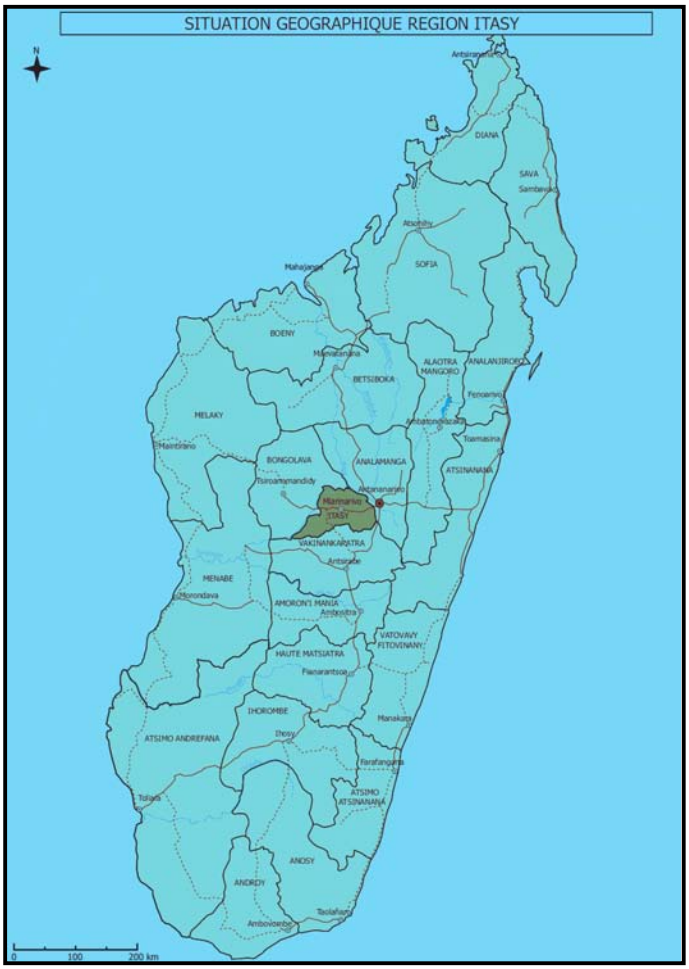
Elaborer un plan régional d'aménagement et de gestion des sites écotouristiques (inventaire des sites, mis en place du plan d'interprétation des parcs, développement des structures d'accueil au niveau local).

Encourager les investissements dans le secteur touristique.

Créer et formaliser des associations de guides locaux efficaces.

Valoriser les richesses culturelles et artistiques (identification des us et coutumes spécifiques à la Région, tenue régulière de manifestations culturelles).

Valoriser les produits artisanaux (incitation à la créativité, tenue de journée régionale de l'artisanat).



I – Principales données socio-économiques de la région

SUPERFICIE DE LA REGION ITASY :	7. 651 Km²
POPULATION DE LA REGION ITASY:	831. 124
Nombre de la population urbaine de Région Itasy:	38. 372
Nombre de la population de commune urbaine d'Arivonimamo	20. 194
Nombre de la population de commune urbaine de Miarinarivo	18. 178
Nombre de la population rurale	792. 752

II– Situation économique de la région

L'économie de la Région Itasy est basée encore sur le secteur primaire en particulier l'agriculture, la pêche, l'élevage et le secteur minier. Le tourisme commence à se développer aussi grâce à la coopération décentralisée et à la création du Comité Régional de Développement du Tourisme ; les actions se concentrent sur les trois sites (geyser d'Analavory, chute de la Lily et Ilôt de la vierge) afin de les prévoir les aménagements éventuels et de former les guides locaux. La transformation des variétés des fruits (letchi, papaye, mangue, ananas,…) en fruits séchés présente une occasion pour lutter contre la fluctuation des prix et pour conserver le surplus non vendu sur le marché pendant le pic de la production. Le développement du marché et l'amélioration de la qualité des produits nécessitent encore des efforts avec les différents partenaires.

III – Programmes d'appui à la décentralisation ou de coopération décentralisée en cours

Appui à la décentralisation : subvention allouée par le Ministère de l'aménagement du territoire et de la Décentralisation sur diverses constructions:

- Hôtel de Région
- Construction des Lycées (Ambohipandrano et Manalalondo)
- Construction du bureau de Fokontany (Miarinarivo)
- Terrains des sports (Imerintsiatosika, Miarinarivo et Soavinandriana)

- Nature du ou des programmes de coopération en cours

Suite à la visite de son excellence Ambassadeur de France, le Président du Conseil Régional et leurs délégations. Les deux régions s'engagent de nouveau à continuer le programme de coopération actif et structurant pour une période de trois ans de 2007 à 2010. Ce programme consiste en la mise en œuvre d'actions visant à promouvoir trois axes d'intérêt commun entre la Région Aquitaine et la Région Itasy.

- Axe1 : Renforcement des capacités institutionnelles et financières de la Région Itasy dans la conduite des politiques locales. L'objectif premier veut répondre au besoin urgent d'un renforcement des capacités humaines de la collectivité malgache à travers la mise en place d'un fonds régional de développement.

- Axe 2 : Planification et mise en valeur des potentialités économiques et sociales régionales. L'objectif immédiat s'inscrit dans l'aide à l'élaboration d'un schéma touristique régional respectueux des sites.

- Axe 3 : Formation agricole et développement rural. L'objectif prioritaire est de soutenir la création d'un centre de formation agricole susceptible de rationaliser l'action paysanne en lui apportant une qualification indispensable à l'amélioration d'une production soucieuse de développement durable.

Dans le cadre de renforcement institutionnel, la cellule d'appui technique de la région Itasy a été mise en place le mois de mars 2010 dernier, elle est composée de 03 cadres territoriaux. 03 mois après sa mise en place, il est temps d'évaluer son apport par rapport au renforcement institutionnel et les projets connexes. Il faut remarquer que les 3 cadres sont appuyés par 2 stagiaires aquitains, le premier se spécialisant dans l'aménagement du territoire et le second sur le tourisme. Le tout est facilité par un volontaire Aquitain, qui sert d'interface entre le staff de la région, les membres de la cellule et les partenaires.

Les 2 stagiaires Aquitains sont des grands atouts pour la mise en œuvre des activités car leurs domaines de compétence répondent aux besoins de la région et surtout faisant partie des domaines à prioriser dans la convention cadre (promotion des produits artisanaux et le secteur tourisme).

Pour les 3 cadres de la cellule, ils sont rattachés directement aux 02 directeurs de la région : le Cadre d'Appui aux métiers ruraux et l'Ingénieur de Projet sont rattachés à la direction du développement régional et le Cadre d'Appui à la Bonne gouvernance et l'Administration Territoriale est rattaché à la direction de l'administration général et Territorial. Cela sous entend que tous les programmes et planning de la cellule ont été élaboré en concertation avec ces directeurs, d'où une seule directive au niveau de la région.
Le mini-rapport en annexe reflète l'avancement des activités entreprises par les membres de la cellule d'Appui. Ce nouveau mode de partenariat est une innovation à la mise en œuvre de la coopération décentralisée.

IV – Plan de développement

La Région Itasy prône la bonne gouvernance afin d'asseoir des bases solides pour l'avènement de la IVe République. Pour cela une organisation est mise en place pour la préparation de l'élection et la mobilisation de l'électorat. Simultanément, un système de sécurité pérenne est adopté avec la gendarmerie et la police nationale par le biais de l'autodéfense villageoise.

Les responsables régionaux sont tous des originaires de la Région et jouent le rôle de rassembleur. La stratégie adoptée consiste à impliquer, responsabiliser et faire participer la population au développement aussi bien économique que social. Toutes les activités entreprises respectent la valeur de la région et produisent un résultat palpable et un impact significatif. Elles visent ainsi à préserver et à valoriser les ressources naturelles au service de développement durable.

1- Objectifs en matière de développement régional

Les principaux objectifs à atteindre sont :

- Prioriser la sécurité des biens et des personnes.
- Assurer les élections et asseoir la quatrième République.
- Mener une politique de développement durable et développer le réflexe environnemental à tous les niveaux afin de gérer et valoriser les ressources naturelles existantes rationnellement.
- Mettre en œuvre la politique de réduction de la pauvreté tout en encourageant la participation de chaque citoyen à l'aboutissement des objectifs.

2- Priorités

APPUI AU DEVELOPPEMENT COMMUNAL

- Appui à l'autonomisation financière et l'allocation des fonds par le biais de la fiscalité locale et l'application du code minier.
- Recherche des partenaires techniques et financier pour la mise en place d'une stucture au niveau communal afin d'assurer la collecte des informations périodique d'aide à la décision, d'actualiser le PCD et de renforcer de capacité du staff de la commune.
- Développement de la coopération avec les partenaires à soutenir les projets participatifs de la commune.
- Promotion de la sécurisation foncière.
- Développement du plan d'urbanisme communal en particulier sur les agglomérations.

- ⦿ Appuis aux communes sur l'aide à la décision avant la délivrance de permis de construire, permis de remblais, permis de déblais, le permis de lotissement, permis d'installation de rizerie et décortiquerie.
- ⦿ Entretien des pistes régionales et des Pistes Communales.
- ⦿ Développement de projet d'électrification rurale, d'adduction d'eau potable et d'assainissement.
- ⦿ Valorisation du centre de formation à Antanetimboahangy/Analavory suivant les priorités régionales pour résoudre les contraintes (problèmes phytopathologiques, multiplication des souches améliorées et production de semences,…) et satisfaire les demandes en formation sur les métiers ruraux (Promotion des élevages et agricultures à cycle court, promotion de rizipisciculture, technique de compostage à courte durée,…) ;
- ⦿ Valorisation des ressources minières (or, roches industrielles) et eau.
- ⦿ Valorisation des promoteurs locaux et des acteurs existants (paysans leaders, techniciens, AVB, ONG, bureau d'études, entreprises, opérateurs) :

- Articulation et coordination de leurs activités ;
- Capitalisation de leurs acquis.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

- ⦿ Contribution à améliorer les performances économiques tout en assurant la préservation des ressources naturelles ;
- ⦿ Développement de l'épargne et crédit adéquat aux paysans ;
- ⦿ Promotion du grenier communautaire villageoise ;
- ⦿ Développement du talent, savoir faire technique et la capacité socio-organisationnelle locaux;
- ⦿ Promotion du marché équitable et production orientée vers le marché (contractualisation);
- ⦿ Promotion des unités de transformation des produits ;
- ⦿ Développement des infrastructures productives ;
- ⦿ Focalisation des efforts sur l'aménagement des grands espaces agricoles et développement des stratégies pour apporter des solutions aux contraintes.
- ⦿ Promotion de l'agriculture, élevage, pêche, exploitation minière, artisanat et du tourisme.

DEVELOPPEMENT DES PROJETS HUMAINS

- ⦿ Intégration des couches vulnérables à devenir des acteurs et bénéficiaires de projet.
- ⦿ Développement des projets appropriés dans le cadre de la protection sociale (HIMO, sécurité alimentaire, cantine scolaire,…).
- ⦿ Scolarisation des enfants.
- ⦿ Priorisation de projet d'adduction d'eau potable, assainissement et hygiène personnel.
- ⦿ Lutte et prévention des maladies épidémiques (paludisme, peste, tuberculose,…).
- ⦿ Formation des jeunes, des femmes, paysans leaders, exploitants agricoles suivant les potentialités locales et l'expression des besoins.
- ⦿ Planning familial et lutte contre le VIH/SIDA.
- ⦿ Reforme foncière
- ⦿ Amélioration de l'habitat.
- ⦿ Promotion culturelle, sport et loisir (Kabary, danse, hira gasy…).

GESTION DURABLE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES NATURELLES

- ⦿ Préservation de l'environnement.
- ⦿ Promotion de l'énergie renouvellable.
- ⦿ Développement de réflexe environnemental en vue d'améliorer le changement de comportement de chacun face au changement climatique.
- ⦿ Valorisation et gestion durable des ressources naturelle en intégrant la communauté de base.
- ⦿ Lutte contre le feu de brousse et l'érosion des sols.
- ⦿ Homologation des DINA auprès du tribunal.
- ⦿ Responsabilisation des communautés de base à la protection de l'environnement.

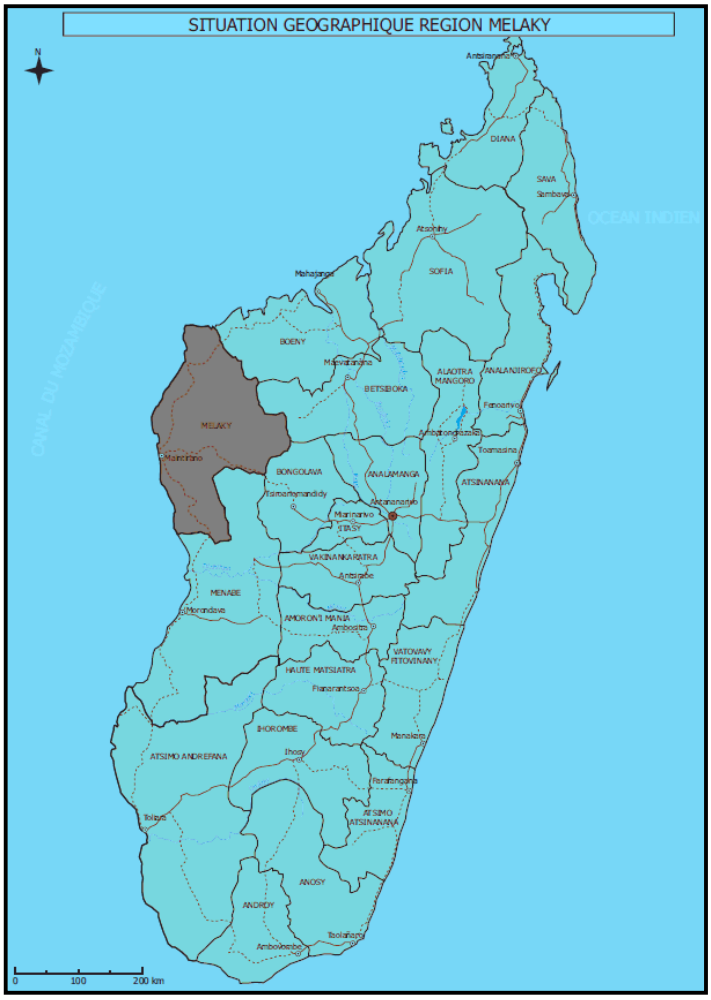
DIVERSIFICATION DES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

- ⦿ Elaboration de fiche technique de la région ;
- ⦿ Elaboration et mise à jour de la monographie régionale ;
- ⦿ Coopération aux investisseurs locaux et étrangers dans le cadre de développement économique ;
- ⦿ Participation aux évènements régionaux, nationaux et internationaux ;
- ⦿ Appui et organisation de la foire régionale ;
- ⦿ Appui aux initiatives locales.

ACTIVITES TRANVERSALES

- ⦿ Appuis et mise en place de communication intra et extra communautaire
- ⦿ Aide à la comercialisation basé sur les marchés inter régionaux tout en mettant à la disposition d'une structure créée au niveau communal de budget afin de fournir des données fiables sur les offres des produits locaux disponibles ; et ces derniers alimentant les bases des données des grossistes, demi gros, vendeurs, exportateurs…
- ⦿ Appuis à la sécurité des biens et personnes (éducation citoyenne, autodéfense villageoise, mise en place des DINA et homologation par le tribunal).

Région Melaky



I – Principales données socio-économiques de la région

Superficie:	43 382 km2
Population :	257 790 d'habitants
PIB/habitant :	ND
Taux de croissance:	ND
Taux de chômage:	ND
Secteur primaire :	ND
Secteur secondaire :	ND
Nature des entreprises :	
Secteur tertiaire :	ND
Nature des entreprises :	
Part de la population urbaine:	ND
Principales localités:	Maintirano (117 023 habitants), Antsalova (29 008 habitants, Morafenobe (37 419 habitants), Ambatomainty (28 100 habitants), Besalampy (46 240 habitants)

Port :	1) Besalampy: Port fluvio-maritime, 2) Tambohorano: Port fluvio-maritime, 3) Maintirano: Port maritime, 4) Soahany: Port maritime, 4) Masoarivo: Port fluvio-maritime
Aéroport :	Maintirano, Antsalova, Morafenobe
km de routes bitumées :	25 km (reliant Maintirano et Betanatanana)
km de pistes :	ND

II– Situation économique de la région

La Région Melaky est surtout une Région agricole ; les revenus des ménages proviennent principalement des activités agricoles dont une grande partie provient du produit de l'élevage bovin. En d'autres termes, les activités potentielles dominantes pour la Région Melaky sont l'agriculture, l'élevage et la pêche (notamment dans le littoral) , et l'écotourisme.

III – Programmes d'appui à la décentralisation ou de coopération décentralisée

Aucun programme de coopération décentralisée

BAILLEUR	BENEFICIAIRE	PARTENAIRES
UE	ENTREPRENDRE A MADAGASCAR	
FIDA, UE, ETAT, bénéficiaires	REGIONS MELAKY ET MENABE	FIDA, UE, ETAT, bénéficiaires

IV – Plan de développement

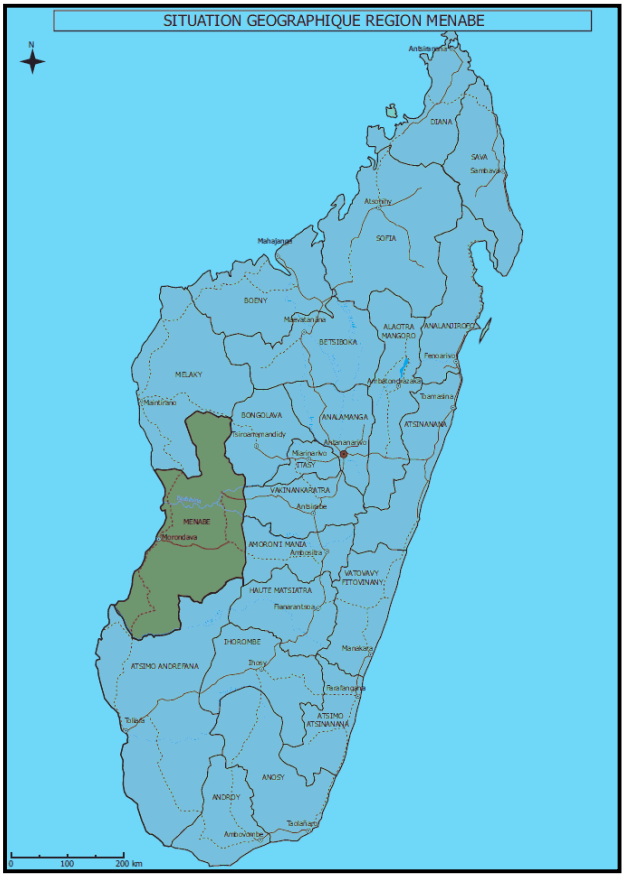
1- Objectifs en matière de développement régional

Persuadée de l'importance de la mise en place du Plan de Développement au niveau de l'harmonisation des actions de développement et de la lutte contre la pauvreté, et vu la volonté de la population locale à sortir du long tunnel de précarité, l'équipe régionale était plus que décidée de déployer tous ses efforts afin que cet outil d'orientation et de décision soit mis en place le plus tôt possible.
D'une manière générale, le Plan de Développement de la Région Melaky s'articule autour de trois pôles de développement (Maintirano, Morafenobe, Antsalova) et quatre axes stratégiques dont figurent les actions prioritaires.

2- Priorités

- le désenclavement,
- les infrastructures hydroagricoles,
- l'environnement et le tourisme,
- la valorisation des ressources naturelles (minières, halieutiques…)

Région Menabe



I – Principales données socio-économiques de la région

Superficie:	48.860 km² (8,4% de la superficie totale De Madagascar)
Population :	400 000 habitants (2005)
Taux de croissance:	2.4%
Taux de fréquentation scolaire :	30 à 46 % (selon district)
PIB/habitant :	ND
Taux de chômage:	ND
Secteur primaire :	85 % des emplois
Autres Secteurs :	De nouvelles opportunités d'emplois hors agriculture (relance SUCOMA, AQUAMEN, GSM, SOPEMO) déclenchent à l'inverse l'exode agricole. L'enquête ROR indique que 81% des ménages de la région exercent des activités secondaires.
Principales localités:	Morondava (89 884 hab.), Mahabo (Mahabo hab.), Miandrivazo (91 960 hab.), Manja (63 005 hab.), Belo sur Tsiribihina (58 752 hab.)
Port :	Morondava, et point d'accostage d'Andranompasy
Aéroport :	Morondava
km de routes bitumées :	374 km (RN)
km de routes non bitumées :	219 km (RN),1705 Km (route secondaire)
Transport fluvial :	Manambolo 230 km, Mangoky et Tsiribihina 200 km

II– Situation économique de la région

L'économie régionale repose essentiellement sur le secteur agricole. Le Menabe dispose d'un potentiel agricole important se caractérisant par une immense superficie cultivable et des milieux naturels diversifiés favorables aux différents types d'activités telles que l'agriculture (cultures vivrières, de rente, industrielles), l'élevage, la pêche, et l'exploitation forestière.
Les cultures vivrières autres que le riz offrent des opportunités non suffisamment exploitées pour la diversification alimentaire et des revenus.

Les cultures industrielles dans la région de Menabe sont la canne à sucre, l'arachide et le tabac La canne industrielle est localisée dans la plaine de Morondava et essentiellement produite en régie par la SUCOMA (ex-SIRANALA) d'Analaiva pour les approvisionnements en matière première de son usine. Elle s'étend sur une superficie globale de 2 500 ha qui est annuellement exploitée autour de 80%. La plantation industrielle (160 000 tonnes) représente 90% environ de la production globale régionale.

La région du Menabe ne possède que très des industries et des unités artisanales de transformation du domaine de l'agro alimentaire et du travail du bois. Sauf indications particulières, et exception faite des décortiqueries, les activités se concentrent essentiellement dans le district et la ville de Morondava.

La région du Menabe est dotée d'une grande richesse en variabilité des pêcheries, diversité des ressources halieutiques et destination des produits. La région pratique les pêches traditionnelle, artisanale, et industrielle.

La région du Menabe regorge de potentialités touristiques liées à son paysage, son histoire et à la richesse de sa biodiversité. C'est une destination touristique très prisée.
Cependant, la dégradation de la couverture forestière est avancée. Pour l'ensemble de la région, le taux moyen de déboisement, par rapport à la situation initiale, est de 34%1. La superficie incendiée par les feux de brousse est de 10% en 2004. Des flores et faunes sont ainsi menacées de disparition.

III – Programmes d'appui à la décentralisation ou de coopération décentralisée en cours

	BAILLEUR	BENEFICIAIRE	DESCRIPTION DE L'ACTION
REGION	FIDA, UE, ETAT, bénéficiaires		programme 2010-2014 d'appui au développement du Menabe et du Melaky
MORONDAVA	CU ROUEN	CODEGAZ	construction d'un forage en 2007
MORONDAVA	CU ROUEN	CODEGAZ, Grand Quevilly	depuis 2003, partenariat avec Morondava pour réaliser 90,000 euros d'investissements, dont l'extension de l'hôpital
MORONDAVA	CODEGAZ		A signé fin 2008 un accord de siège avec la région du Menabe
MORONDAVA	CODEGAZ	MEDIVOILE et l'Evêché de Morondava	extension d'une unité de fabrication de spiruline (algue nutritive) en 2009 près de Morondava, financée par Codegaz
MORONDAVA	CODEGAZ		En 2009, réhabilitation d'une école touchée par un cyclone en janvier 2009 à Ambataora;
ONG OEUVRANT EN MENABE : Codegaz, Medivoile, AFDI, FERT			

IV – Plan de développement

[1] Source : Référentiel régional MENABE - Projet Terre - Tany / BEMA 1998

1- Objectifs en matière de développement régional

Axe 1 : **Redynamiser l'économie régionale, en donnant la priorité au développement des secteurs porteurs de croissance**	Quatre secteurs porteurs : • Riziculture • Légumineuses : filière grains secs, filière arachide • Pêche et aquaculture • Tourisme et Eco tourisme Conditions cadre de réussite : • Conditions de base • Mesures incitatives • Mesures d'accompagnement
Axe 2 : **Aménager le territoire et assurer la gestion durable des ressources naturelles**	Doit assurer les bases de la pérennisation, du long terme des efforts déployés en matière de redressement économique. Ceci dans l'intérêt de la durabilité, ou plus clairement, des futures générations.
Axe 3 : **Promouvoir le développement humain et assurer la sécurisation sociale**	Se doit d'assurer une vision solidaire du développement. Il doit permettre d'éviter que le développement économique ne profite qu'à une petite partie de la population.
Axe 4 : **Mettre en œuvre le PRD**	Doit permettre d'éviter que le Plan ne reste que lettre morte. Cet axe définit le pilotage de la mise en œuvre, et aussi les autres mesures à prendre pour assurer la mise en application des options prises dans le PRD.

2- *Priorités

Les quatre "**Secteurs porteurs**" sont les secteurs à considérer comme potentiellement dynamiques, servant de leviers et pouvant donc assurer la principale croissance économique.

Secteurs porteurs	• Riziculture • Légumineuses : filière grains secs, filière arachide • Pêche et aquaculture • Tourisme et éco tourisme

Les « **Conditions cadre de réussite** » regroupent les facteurs déterminants pour le déclenchement de l'action économique. Nous distinguons trois groupes de conditions de réussite. L'action publique, comme celle des services techniques et des acteurs économiques, porteront essentiellement sur les trois groupes de conditions de réussite qui sont les suivants.

Les conditions de base	• Infrastructures de transport • Électricité et énergies renouvelables • Infrastructures & services de communication et d'information • Sécurisation foncière • Sécurité des biens et des personnes
Les mesures incitatives	• Plan directeur d'aménagement du territoire • Centre des Services Agricoles • Centre des Services non agricoles • Société d'investissement et de participation

	• Société d'aménagement, des travaux ruraux et d'expertise • Incitation à l'investissement privé
Les mesures d'accompagnement	• Centre de Ressources Régional (CRR) • Système d'Information Régional (SIR) • Chambre d'industrie, d'artisanat et de commerce • Chambre d'Agriculture • Professionnalisme : formation, formalisation • Exploration et innovation (initiatives) • Renforcement de l'alphabétisation de la population • professionnalisation de la population agricole • définition d'une politique d'aménagement du territoire, en cohérence avec le schéma national ; • planification et mise en œuvre de programmes ; • réforme foncière ; • urbanisme (schéma directeur, transports urbains, infrastructures urbaines) ; • amélioration de la collecte des taxes ; • éducation et formation professionnelle; • équipements scolaires ; • recherche ; • énergie, énergies renouvelables • eau, assainissement ; • santé ; • agriculture, agroalimentaire ; • transformation des produits agricoles, équipement agricole ; • protection et valorisation de l'environnement ; • politique touristique et tourisme ; • artisanat ; • micro entreprises; • secteur privé, partenariat avec de grandes entreprises ; • TIC ; • aide à la commercialisation ; • soutien à des opérations pilotes ; • politique de communication

V - Annexes

Industrie et unités artisanales de transformation

SUCOMA	La firme chinoise SUCOMA (Analaiva, Morondava) a pris le 31 octobre 1997 l'entreprise d'Etat SIRANALA en location - gérance. la SUCOMA vise une production annuelle de 4 000 Tonnes de sucre blanc destiné pour le marché intérieur. La production est passée de 6 100 tonnes sucre en 1995 (SIRANALA) à 3 260 tonnes sucre en 1998 (Source : SUCOMA Morondava)
SICA	Son activité principale est la fabrication d'huile alimentaire à partir de l'arachide et de graines de coton. La production arachidière a diminué d'année en année. HASYMA a arrêté la culture de coton à Morondava en 1987. L'huile importée coûte moins chère que celle fabriquée sur place. Actuellement, l'usine ne produit annuellement que 50 tonnes d'huile d'arachide. Elle a d'autres activités comme la fabrication de savons de ménage, la collecte et l'exportation des produits agricoles (pois du cap, haricot, lentille).
Pêcheries	- AQUAMEN (Belo sur Tsiribihina) : Exploitation industrielle de crevettes : pêche

industrielles	et aquaculture - SOPEMO : Pêche industrielle, collecte et exportation des produits marins - PECHERIE DU MENABE : Pêche industrielle, collecte et exportation des produits marins
Autres entreprises	- SODEPA : Société de Développement et d'Exportation de Production Animale, est en voie de privatisation (désengagement de l'Etat) - CYPRION : Entreprise franche de transformation de bois

Les petites unités de transformation sont dominées par les décortiqueries et les métiers du bois

Décortiqueries (riz)	74 unités de décortiquerie en 2000 (source : DRA Morondava) : 30 à Morondava, 21 à Mahabo, 15 à Miandrivazo, 6 à Belo sur Tsiribihina, et 2 à Manja
Métiers du bois et assimilés	Sept constructeurs de bateaux - Onze menuiseries pour la fabrication de meuble - Dix scieries dont celle du CFPF - Une petite unité de fabrication de pirogue en fibre de verre (Entreprise DUTIL) - Un centre de fabrication de boutre à voile (*Botry*) au collège technique
Agro alimentaire	<u>FEL. MENABE</u> Groupement professionnel d'associations de femmes visant à accroître la production et la transformation des fruits et légumes dans la région du Menabe. Crée en novembre 1998, il a trouvé son épanouissement depuis 1999 en travaillant avec le projet SAF-CO. Le groupement se spécialise en production de confitures et de gelées de tout genre : ananas, papaye, goyave, tamarin, jujube, banane, orange, tomate, etc. Le réseau FEL Menabe est composé de huit groupements : trois dans le district de Mahabo et cinq dans le district de Morondava. <u>Autres :</u> - SEBEMER, SALIMEN : Production de sel marin, Belo sur mer - FOFAFA : Provenderies, Tsarafototra (CR Bemanonga, Morondava) - FILONGOA : Production de tabac à chiquer - Société commerciale MAROMILA : Industrie de tabac - LAW KAM & Cie Sarl (SOCOMA) : Industrie alimentaire

La couverture géographique du dispositif d'enseignement est à la fois insuffisante (région) et déséquilibrée (district)

Le dispositif éducatif régional est composé de : 502 EPP, 41 CEG, 9 lycées. L'effectif des élèves qui y suivent leur scolarisation est présenté dans le tableau ci-dessous.

District	Nombre d'établissements			Effectif des élèves		
	Niveau I EPP	Niveau II CEG	Niveau III Lycée	Niveau I EPP	Niveau II CEG	Niveau III Lycée
Morondava	112	16	4	19 311	4 135	1 072
Belo sur Tsiribihina	130	7	2	19 423	(980)	(200)
Mahabo	95	6	1	16 800	1 700	825
Manja	61	4	1	7 508	726	192
Miandrivazo	104	8	1	18 163	1 890	130
Région Menabe	502	41	9	81 205	9 431	2 419

Source : DREN Menabe, 2005/2006

Les atouts et les forces

Des ressources naturelles d'une grande valeur …

La Région du Menabe, avec son étendu de presque 50.000 km2 et sa population d'environs 400.000 habitants, dispose d'une grande diversité de ressources naturelles. Les plus importantes qui représentent les bases incontournables pour le développement sont les suivantes :

L'espace agricole utile :

Des terres de types variés qui ne demandent qu'à être mises en valeur. Il y a :

- Les nombreux périmètres rizicoles pour la plupart exploitables en deux saisons de culture dans l'année, et faisant de la Région une zone excédentaire en riz
- Les grands espaces de décrue avec des sols d'alluvions très riches le long des rivières, zones de prédilection pour les cultures de rente en contre-saison, tels les grains secs (pois du cap, haricots secs, lentilles), l'arachide et le tabac.
- Les grandes surfaces de type *monka* à récupérer (terres défrichées, puis cultivées pour 2 ou 3 ans, et laissées à l'abandon par la suite), aptes notamment à la culture de l'arachide, du maïs et du manioc. Le défi réside ici dans l'aménagement durable de ces sols secondaires et l'utilisation des techniques culturales appropriées.

L'espace littoral utile :

- Le potentiel des mangroves (zone de reproduction pour les crevettes et de production pour les crabes) et des tannes (pour l'aquaculture, notamment de crevettes, mais aussi pour la production de sel de mer)
- Les côtes d'une longueur de 300 km environ, offrant la possibilité du développement d'un tourisme balnéaire presque toute l'année

La biodiversité :

Des ressources naturelles d'une richesse exceptionnelle et mondialement reconnue, comprenant la flore et la faune, et par conséquent à forte vocation éco touristique

Le sous sol :

Abritant des ressources minières importantes et (probablement aussi) pétrolières, encore peu connues et nécessitant donc des prospections pour une identification précise des potentialités

L'eau :

Des ressources importantes en eaux de surface et en eaux souterraines, utilisables pour l'irrigation des rizières et le réapprovisionnement en eaux et en poissons des lacs

L'énergie :

Des chutes d'eau exploitables en hydro électricité et des sources d'énergie renouvelables : du soleil en abondance, et du vent régulier

Des infrastructures

Les aménagements hydro agricoles

De nombreux périmètres rizicoles irrigués d'environ 26.000 ha de surface en tout, permettant dans la plupart des cas deux récoltes par an,

Les industries

- la SUCOMA (ancienne SIRANALA) - la plus grande sucrerie de Madagascar
- l'AQUAMEN – une des six stations d'élevage de crevettes à Madagascar
- les Salines – Belo-sur-Mer et Ampataka (25% de la production nationale)

Le tourisme

Des sites touristiques de valeur exceptionnelle en matière de biodiversité

Le port de Morondava

En pleine réhabilitation, intéressant certainement aussi les Régions voisines du Vakinankaratra et de l'Amoron'i Mania pour des transactions commerciales

Des cultures dites "pauvres", mais qui nourrissent l'homme…

Des cultures vivrières en abondance :

telles que le riz, manioc, le maïs, les patates douces, le taro pour assurer la subsistance de la population tout en commercialisant les excédents de production

L'élevage bovin :

sur grandes étendues, de type pastoralisme extensif encore, mais à potentiel intensif (pour la viande et les produits laitiers). Une forme de thésaurisation ambulante, assurant les devoirs sociaux et les relations avec les ancêtres.

Un passé marqué par une économie équilibrée et des filières fonctionnelles

La situation actuelle de la Région du Menabe n'est pas du tout l'expression d'un simple retard en développement, mais le résultat de la dégringolade de l'économie nationale après 1975. Le sous-développement manifeste est le résultat direct de ce changement important, et il succède à un passé marqué par une économie équilibrée et largement fonctionnelle.

Durant des décennies et jusqu'à la fin de la première République, le Menabe a été réputé pour sa production d'arachides et de grains secs (haricots secs, pois du cap, lentilles). L'exportation des arachides vers l'Algérie (via Marseille), et des grains secs vers les marchés de Londres et de Marseille a permis d'absorber une production importante provenant à 80% de grandes concessions, et de créer donc les richesses nécessaires au bien-être de la population. La production de riz, par contre, a satisfait en premier lieu les besoins légitimes de subsistance des paysans. Le port de Morondava a servi pour l'exportation directe ou de port de cabotage pour l'acheminement des produits vers le port d'exportation de Mahajanga.

Les zones aujourd'hui enclavées pendant 5 à 6 mois (fin novembre à mi-mai) par an ont été desservies par un système saisonnier, combinant des ponts en bois démontables à un entretien routier conséquent. En outre, la préparation de tout ce qui a été nécessaire à la production agricole (semences, intrants, fonds, machines agricoles, etc.) ainsi qu'à la sécurisation de la population (médicaments, stocks de sécurité, etc.) à l'intérieur de chaque zone avant la saison des pluies, a rendu performante l'économie régionale. L'enclavement a donc été relatif. L'existence de marchés contrôlés a pour sa part contribué à la réussite de l'économie régionale.

Ce système a notamment aussi permis de valoriser le sud de la Région du Menabe : Mandabe, Manja et Bevantaza ont été les vrais greniers de la Région. Aujourd'hui, ce sont les zones les plus délaissées.

Le Menabe - une terre d'accueil

Le Menabe est un terroir Sakalava, composé à l'origine par les Sakalava Masikoro (à l'intérieur) et les Sakalava Vezo (sur le littoral).

Mais le Menabe est, depuis plus d'un siècle, une terre d'accueil pour des migrants en provenance d'autres Régions de Madagascar ou même de l'extérieur. Les groupes les plus représentés sont: les Bara, les Betsileo ("mpiziva" des Sakalava: des alliés), les Antesaka et Antemoro, les Antandroy, les Antanosy, les Mahafaly, les Vakinankaratra et les Merina. D'outre-mer sont arrivés: les Makoa du Mozambique (anciens esclaves), les Comoriens (musulmans sunnites), les Indo-Pakistanais (dits "Karana", musulmans chiites avec les groupes Koja, Bora et Ismaëliens) dominant le commerce,

quelques hindous (orfèvres), quelques chinois et des européens de différents pays. Parmi ces derniers, les missionnaires (luthériens et catholiques) occupent une place particulière.

D'un côté, les migrants ont été poussés par des conditions particulières à leurs domiciles respectifs, de l'autre côté, ils ont été attirés par les opportunités offertes dans le Menabe. Bien souvent ce sont les grandes concessions agricoles à la recherche de mains d'oeuvre qui ont favorisé les flux migratoires. Une fois arrivés en tant que mains d'oeuvre dans le Menabe, rares sont ceux qui l'auraient quitté par la suite. Le brassage de populations est aujourd'hui un fait, et aussi la nécessité de veiller à une entente entre ressortissants de divers pays et régions, adhérent notamment aussi à différentes religions.

Des acteurs qui bougent

La Région Menabe est une entité historique et culturelle, ayant permis le développement d'une identité dépassant les limites des races et groupes ethniques. Dans le Menabe, on est avant tout Menabéen. Ce n'est donc pas par hasard qu'on y retrouve une dynamique sociale marquée par un esprit de pionnier et de créativité, avec des acteurs se mettant constamment à la recherche d'innovations. Quelques exemples des derniers 10 ans :

- la création de la "Gestion Participative des Forêts" (GPF) devenue par la suite la "Gestion Contractualisée de Forêts" (GCF) et donc orientation et loi nationales,
- la création du "Titrage Collectif" qui a eu son impact sur la nouvelle stratégie foncière nationale,
- la création spontanée du CRD-Menabe (avec son impact connu sur la Régionalisation en cours),
- l'anticipation (dans les années '90) sur l'actuelle stratégie de "Site de Conservation" dans le cadre de la lutte pour la sauvegarde et l'aménagement des forêts primaires menée avec l'appui de la Coopération Suisse,
- l'intégration du GTDR, depuis 2001, dans le CRD-Menabe en tant que "Commission du Développement Rural",
- l'accord signé, en août 2003, entre le MinEnvEF et le CRD-Menabe pour la coordination et le suivi des activités en matière de Foresterie, Environnement et Biodiversité dans le Menabe, etc.
- La dernière pièce a mentionner: l'élaboration du PRD Menabe, en cours de réalisation essentiellement par les acteurs regroupés au sein du CRD-Menabe, et qui se situe, du point de vue conceptuel, nécessairement en dehors de sentiers battus.
- Dernier exemple: la mise en place d'un dispositif régional renforcé depuis janvier 2006, en associant à l'Exécutif Régional et au Comité Régional le CRD-Menabe nouvelle version, représentant la troisième dimension de la régionalisation dans le Menabe. Ceci dans le souci de créer les conditions nécessaires à la mise en œuvre effective du PRD Menabe.

Les contraintes et les faiblesses

Des conditions climatiques potentiellement précaires

La Région du Menabe, zone tropicale sèche, est caractérisée par deux saisons distinctes: une saison très chaude de six mois (novembre à avril) avec des pluies entre décembre et mars, et une saison dite "hiver", avec moins de chaleur le jour et des nuits relativement fraîches, et pratiquement sans pluies, qui dure de juin à septembre (quatre mois). Mai et septembre sont des mois de transition. La moyenne annuelle des pluies à Morondava (mesurée sur plus de 80 ans) se situe autour de 770 mm, avec tendance croissante plus on va vers le nord et vers l'est de la Région, une moyenne qui devrait permettre de couvrir les besoins pour les cultures habituelles.

Mais :

- La répartition (spatiale et dans le temps) des pluies est rarement régulière, et c'est notamment un début de saison des pluies tardif qui peut largement remettre en cause les récoltes en culture pluviale de toute une saison
- Le risque de tempêtes tropicales et même de cyclones est grand. Ces dernières décennies, la Région a été frappée par des cyclones au moins tous les 3 ans, et plus fréquemment encore par des tempêtes tropicales
- Les risques de crues exceptionnelles et donc d'inondations le long des grandes rivières et surtout aussi à Morondava-Ville sont directement liés à des pluies abondantes dans les grands bassins versants dégradés, qui connaissent comme issues principales la Tsiribihina et la Morondava. Ces inondations (exemples: *Cynhtia* en 1991, *Gafilo* en 2004) détruisent des cultures sur pied et des semences, et mènent notamment aussi à l'ensablement des rizières et d'autres champs de cultures situés le long des rivières.
- La ville de Morondava, capitale du Menabe, est en plus menacée par l'avancée de la mer. Le phénomène du recul du littoral doit être lié au travail constant de la houle et donc au manque d'apport de sable de la part des deux rivières Kabatomena et Morondava. C'est surtout cette dernière qui, faute d'entretien, est pratiquement bouchée.

Un environnement fragilisé et une durabilité de ressources naturelles menacée

La Région du Menabe dispose d'importantes ressources naturelles subsistantes, ainsi que d'une biodiversité d'une richesse exceptionnelle. Quelques exemples:

- Les forêts primaires comme patrimoine de biodiversité unique au monde
- Les forêts primaires comme zones végétales de régulation climatique et hydrique
- Les mangroves et les zones humides comme zones de reproduction halieutique
- Les aires protégées en forêt primaire comme milieu de prédilection pour un écotourisme à caractère exceptionnel
- Les forêts primaires comme zone de prélèvement de bois d'oeuvre d'une qualité rare
- Les forêts primaires comme arrière-pays assurant la survie des villageois riverains en période de soudure (tubercules, gibier, miel, pharmacopée)
- Les baobabs en tant qu'emblème du Menabe à forte attraction touristique,

Mais des menaces graves persistent à peser sur ces ressources, mettant en cause leur survie et de ce fait une bonne partie de l'avenir économique et social de la Région du Menabe. La menace la plus grave provient des défrichements des forêts primaires et de mangroves, mais aussi de l'exploitation irrationnelle des ressources forestières. La dégradation des bassins versants, pour lesquels aucune intervention d'aménagement n'est en cours, entraîne en cas de précipitations importantes des crues dévastatrices dans les plaines alluviales.

Un déséquilibre à l'intérieur de la Région du Menabe

Constat a été fait qu'en matière d'infrastructures, de services et d'interventions de projets, plus on s'éloigne de Morondava d'un côté et de la RN 34 de l'autre côté, moins les conditions-cadres sont favorables à un réel développement. "Les projets suivent le plus souvent le goudron", tandis que les périphéries (d'ailleurs le plus souvent fortement enclavées pour une bonne partie de l'année, pour 5 à 6 mois) sont délaissées. C'est notamment toute la partie sud de la Région qui paye les frais de cette politique, malgré ses énormes potentialités en production agricole: riz, arachides, pois du cap, manioc, oignons, etc. Il est évidemment dans l'intérêt de la Région de faire tout pour surmonter cette "centralisation dans la Décentralisation"

Une marginalisation, voire exclusion, de la majorité de la population

La majorité de la population de la Région du Menabe est aujourd'hui à considérer comme étant marginalisée: vivant en-dessous du seuil de pauvreté fixé pourtant bas (à Fmg 2.710/personne/jour, ce qui correspondait en 2003 à 0,40 US$), se trouvant sous la coupe de l'usure chronique (crédits informels en riz et/ou argent, remboursables à des taux exorbitants), étant analphabètes et/ou peu instruits, et disposant d'un accès limité à des services publics et économiques – un groupe

manifestement à l'écart du développement, et par conséquent nécessairement sans vision... La réussite du développement régional dépendra en grande partie de la mobilisation réelle de cette majorité pour son propre développement.

Une insécurité rurale prohibitive

L'insécurité rurale qui régnait dans le milieu rural du Menabe en 2004 a été telle qu'elle compromettait sérieusement le développement de la Région. Ce sont les vols de boeufs par des bandes armées, accompagnés d'attaques sur la population, qui entraînaient des conséquences néfastes pour l'économie de la Région, qui non seulement dispose d'un cheptel de bovidés important, mais se trouve aussi (sa partie est) dans l'axe des déplacements de boeufs volés plus au sud. Les mesures prises par la Région depuis fin 2004 ont mené à une baisse significative de ce fléau pour la population rurale. Toutefois, tout le monde est unanime que le rétablissement intégral suivi du maintien de la sécurité des personnes et des biens, représente la première condition de base au développement de la Région.

L'enclavement régulier de zones entières

En dehors du Menabe Central ainsi que de l'axe suivant les RN 35 et 34 (Morondava – Mahabo – Malaimbandy – Miandrivazo), pratiquement toutes les zones sont enclavées chaque année pendant 5 à 6 mois. Ce phénomène frappe donc entièrement les Districts de Manja et de Belo sur Tsiribihina, ainsi que des parties des autres trois Districts: Ankavandra (au nord de Miandrivazo), les zones au sud et à l'est de Mahabo, et la partie sud de Morondava. Cet enclavement régulier d'une majeure partie de la Région du Menabe constitue, ensemble avec l'insécurité et le manque de communication, l'obstacle numéro 1 à un développement équilibré de la Région. Toutefois, comme cela a été dit plus haut, le désenclavement intégral (accès pendant 12 mois) de toutes les zones étant peu réaliste dans les prochaines années, il suffit de s'inspirer du passé, en prônant une organisation saisonnière cohérente, tout en améliorant progressivement les voies d'accès (ponts en bois démontables, radiers, entretien routier, réglementation pour les poids lourds).

Un manque de communication

Le manque de communication concerne les infrastructures et les services. Malgré quelques atouts en partie très récents (une radio régionale d'un rayon de 100 km à partir de Morondava, le GSM fonctionnel à Morondava, une télévision régionale émettant de Morondava), les défis restent de taille. Le téléphone fixe n'existe qu'à Morondava-Ville, l'accès à Internet et au service *E-Mail* est très limité même à Morondava, son seul endroit potentiel pour l'instant. Les périphéries de la Région sont évidemment les plus désavantagées, même en matière de service postal.

Un ensemble de solutions urgentes est à envisager, comprenant, entre autres, la dotation en BLU des Communes enclavées, la RNM et la TVM fonctionnelles dans chaque District de la Région de Menabe, une "opération postes radio", l'installation de GSM fixe à Morondava et à Miandrivazo, etc. En ce qui concerne le service postal, une collaboration de la Poste Malagasy avec les Communes permettrait de faciliter et d'accélérer la circulation du courrier. A la communication revient, de concert avec les infrastructures d'accès (désenclavement) et la sécurité, le rôle–clé pour le développement de la Région.

La non-organisation ou désorganisation des acteurs économiques et des filières

Ce constat ne concerne pas tous les acteurs au même degré (comme notamment les organisations paysannes progressent depuis quelques années de manière prometteuse), mais pratiquement toutes les filières. Il a été dit plus haut que La Chambre de Commerce récemment réorganisée n'est pas encore vraiment fonctionnelle, et les différents métiers ne sont pas organisés. Le statut informel de la plupart des PME ne favorise pas non plus leur évolution. Le manque de cadres moyens, de techniciens et d'ouvriers spécialisés est évident.

Le mot d'ordre sera nécessairement: organisation de tous les acteurs, et professionnalisation des filières. Une Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat effectivement fonctionnelle - en complément au Tranoben'i Tantsaha, la Chambre de l'Agriculture, à rendre opérationnelle – est une

condition sine qua non pour la professionnalisation des filières. Une attention particulière sera à donner à la formation professionnelle pour des métiers prometteurs.

La dégradation d'infrastructures hydro-agricoles à potentiel important

Certains périmètres à grand potentiel (exemples: Fandroa à Mandabe, Vondrove à Manja) attendent depuis des années une réhabilitation, et la situation s'est aggravée pour d'autres périmètres lors du passage de Gafilo en mars 2004 (exemples: Anivorano au nord de Morondava, ainsi que beaucoup de périmètres situés entre Malaimbandy et Miandrivazo, et aussi entre Miandrivazo et Belo sur Tsiribihina). Le Menabe, une Région à potentiel d'exportation de riz vers d'autres Régions de Madagascar, est appelé à viser une exploitation optimale de ses potentialités.

Des projets de réhabilitation existants devraient être réalisés dans les meilleurs délais, afin de permettre la valorisation de milliers d'hectares de rizières actuellement hors fonction – une contribution importante à la stratégie de sécurité alimentaire. En même temps, des efforts particuliers seront à faire pour mettre en place et rendre pleinement fonctionnels les Associations des Usagers de l'Eau (AUE).

Un accès limité des paysans aux moyens de production et aux services

Les équipements nécessaires pour un travail conséquent des champs de toute sorte font aussi souvent défaut. Sous ces conditions-là, une augmentation de la production agricole n'est pas envisageable.

Des actions concrètes de grande envergure seront nécessaires pour faciliter aux cultivateurs l'accès à la terre (exemples: réhabilitation de PPI, ouvertures de nouveaux périmètres), mais aussi des programmes d'appui en équipements et en services agricoles de tout genre, accompagnée de formation.

Un accès limité à la terre et un manque de sécurité foncière

Beaucoup de paysans ou d'agriculteurs en général ne disposent pas de terres cultivables en surface suffisante, ou en sont locataires et métayers. Ceux qui en possèdent ne sont pas nécessairement sécurisés. Il est dans l'intérêt d'une stabilité de production de promouvoir dans la Région et l'aménagement de nouveaux périmètres et la Politique Nationale Foncière pour la sécurisation des terres.

Le manque de ressources énergétiques, et des tarifs prohibitifs de l'énergie thermique

Constat est fait que l'énergie disponible à Morondava est la seule à permettre des investissements industriels, mais elle est quantitativement limitée, et accessible à un coup prohibitif (écart très important entre le prix de l'énergie hydroélectrique et celui de l'énergie thermique).

Il s'agira, pour des raisons de compétitivité, de favoriser la péréquation des prix de l'énergie, et - la récente crise de la JIRAMA a démontré la nécessité - de trouver des solutions autres que l'énergie thermique dans la région: l'hydroélectrique (districts de Mahabo et de Miandrivazo), les éoliennes et les solaires.

Le manque de services financiers adaptés – un frein à l'investissement

Les services financiers des grandes banques sont centralisés dans la Capitale du pays, ce qui rend l'accès difficile car trop bureaucratique pour les acteurs de la Région. Le taux directeur de la Banque Centrale (actuellement 16%) n'est pas de manière à favoriser les emprunts pour l'investissement productif. En ce qui concerne les services de la banque rurale de proximité existante dans le Menabe, son rayon d'action est encore limité, en plus ses taux d'intérêts sont élevés, et les services de crédit offerts ne pas forcément adaptés aux besoins réels de la grande masse des plus pauvres.

Le manque partiel de concepts et de stratégies spécifiques (ou sectoriels)

La Région du Menabe dispose d'un Plan Directeur Forestier Régional, élaboré en 2000 dans le cadre du projet POLFOR, et amendé en décembre 2002. Ce plan a été complété fin 2004 par le concept

innovateur de SDC. Un PRDR (Plan Régional du Développement Rural) existe depuis 2004, ainsi qu'un Tableau de Bord Environnemental Régional (TBER). Récemment, une nouvelle stratégie prometteuse en matière de Conservation et Développement a été conçue entre les acteurs régionaux (sous conduite du CRD-Menabe) et le MinEnvEF, répondant à l'initiative de Durban. En dehors de cela, aucun secteur (ou domaine) dispose d'un document ayant valeur d'orientation pour le développement à long terme.

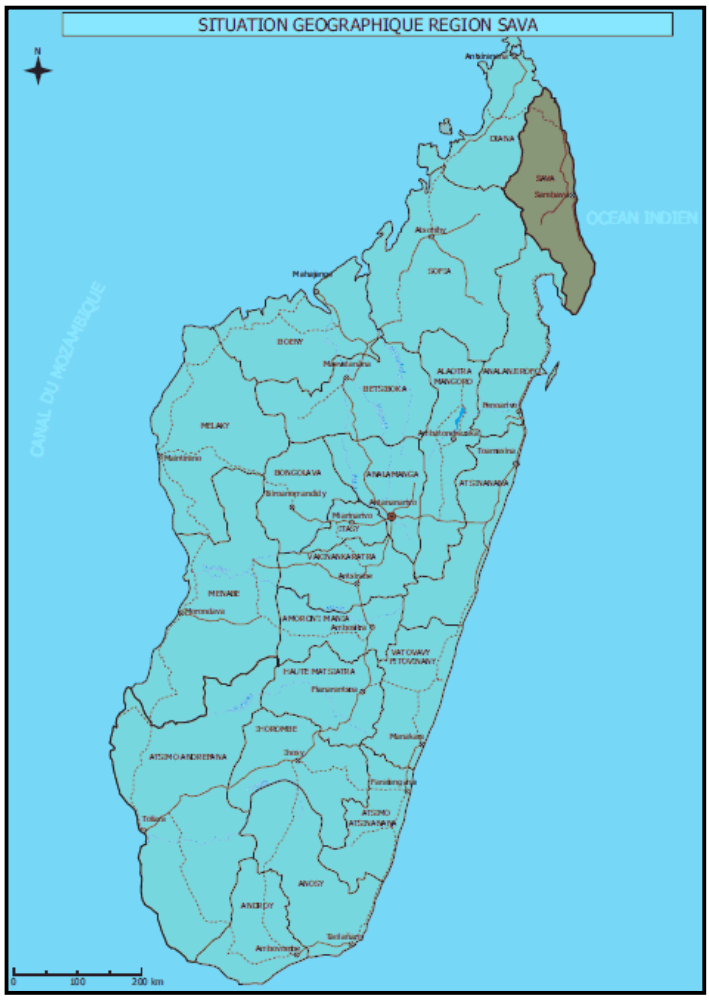
Une régionalisation encore incomplète

La Région est mise en place depuis septembre 2004, et son exécutif est pleinement fonctionnel. Le Comité Régional (l'organe délibérant, le "Parlement Régional"), conçu dans la loi du 17 juin 2004 à l'image des CRD en étant composé de collèges d'acteurs, est constitué mais pas encore fonctionnel. Le transfert de moyens ne suit pas encore le transfert de responsabilités et de pouvoirs. La déconcentration de certains Services de l'Etat est un fait, d'autres devront suivre. Les possibilités d'appui de la Région aux Communes sont limitées par le manque de moyens.

Principal acquis par contre: le dispositif régional de mise en œuvre du PRD Menabe, basé sur le "ménage à trois", en associant L'Exécutif Régional, le Comité Régional et le Comité Régional de Développement (CRD-Menabe). Au fait, le CRD-Menabe existe depuis avril 1996, est reconnu par arrêté de la Région du 31 mars 2005, et assure un certain nombre de missions indispensables à la mobilisation et à la concertation des acteurs, ainsi qu'à l'appui aux Communes. Le CRD-Menabe abritera notamment un "Centre de Ressources Régional" (CRR), sensé gérer un "Système d'Information Régional" (SIR). Le CRD-Menabe considère aussi, en dehors de l'appui aux Communes, comme une de ses missions principales: la mobilisation et la participation permanente des acteurs organisés de la Région, regroupés sous formes de collèges au niveau des 5 districts de la Région.

fiques à développer dans des documents très élaborés.

Région Sava



I – Principales données socio-économiques de la région

Superficie:	23 577 km2
Population :	millions d'habitants
Taux d'urbanisation :	11,3 %
PIB/habitant :	ND
Taux de croissance:	ND
Taux de chômage:	ND
Secteur primaire :	ND
Secteur secondaire :	ND
Nature des entreprises :	ND
Secteur tertiaire :	ND
Nature des entreprises :	ND
Part de la population urbaine:	8 %
Principales localités:	

Port :	Antalaha, Vohémar
Aéroport :	Antalaha, Sambava, L'aérodrome d'Andapa et celui de Doany ne fonctionnent plus.

Route :

Points reliés	*Longueur Km*	*Nature*	*Observations*
Sambava-Andapa	101	RN Bitumée	Bon état
Sambava-Vohémar	147	RN Bitumée	Bon état
Sambava-Antalaha	80	RN en terre	Mauvais état
Intra-Fivondronana	185	Intérêt Régional	Praticable toute l'année
Intra-Fivondronana	356	Piste de desserte	Praticable 6/12 mois
Antalaha-Antsirabao	13	RN Bitumée	

Les principaux fleuves navigables de la SAVA :

Bemarivo, de Nosiarina à Amboangibe (30 km),
Lokoho, de Farahalana à Ambalabe (15 km)
Ankavana, d'Ambinany à Antsambalahy (25 km)
Marambo, d'Ambalabe à Androhofontsy (15 km)
Onibe, d'Ambohitralanana à Tanandavahely (17 km)

II– Situation économique de la région

Bon nombre d'analystes s'accordent à dire que de réels potentiels pourraient rendre effectif le redressement économique régional et même national. Certaines déclarations vont même jusqu'à affirmer que plus de 15% des exportations nationales proviendraient de la SAVA, mais ceci reste à prouver. L'importance économique de la SAVA dans le contexte national ne serait plus à démontrer. Encore faut-il pouvoir mobiliser les ressources pour en tirer pleinement profit.

1) Potentialités et ressources

Agriculture

La région de la SAVA possède un potentiel agronomique important dû à ses conditions climatiques humides ressemblant à celles de la Côte Est et à l'aptitude des sols favorables à toutes cultures tropicales et tempérées.

- Riziculture : Cuvette d'Andapa fait partie des trois greniers à riz potentiel de Madagascar
- Vanille : SAVA premier producteur mondial de vanille, détenteur de label Vanille de Madagascar
- Coco : Sambava dispose d'une Société d'Etat SOAVOANIO, premier producteur de Coco à Madagascar
- Café : parmi les Régions exportatrices de café
- Girofle : parmi les Régions exportatrices de girofle
- Palmier : Région disposant 1200 ha d palmeraie
- Fruit : Ananas, Litchi, Mangue, Jacques, Pamplemousse, Banane, Fruit à pin, Orange, Citron, Corossol
- Plante à tubercule : Igname, Taro, Manioc, Patate douce
- Maïs : Culture trimestrielle (4 fois de production dans l'année)

Elevage

- Bovin : Vohémar zone de l'élevage bovin,
- Porcin partout dans la SAVA sauf à Vohémar
- Chèvre
- Volailles (poulet, canard, oie, dindon,

Pêche

- Région riche en produit de mer (Calamar, crevette, crabe, et autres poissons de mer et d'eau douce)

Mine

- Or, quartz, Cristal,

Communication :

- présence des opérateurs Orange Madagascar, TELMA, Zain, AIRTEL, Blueline, Moov,
- 4 districts sont reliés par route bitumée
- Transport fluvial

Institutions financières :

- Banques BMOI, BFV SG, BNI CL, BOA, Union OTIV SAVA, Assurances : ARO, NY HAVANA, MAMA

Infrastructures :

- 2 Aéroports (Antalaha, Sambava),
- 2 Ports (Antalaha, Vohémar),

Sources de l'énergie

- hydroélectrique, éolienne, solaire, marré, biomasse, biogaz

Tourisme

- Région disposant des Zones magnifiques et touristiques (Plage, sites sacrés, sites historiques, Aires protégées disposant des espèces endémiques typiquement SAVA)
- Présence des acteurs touristiques (ONG des Aire protégées, Hôtelier, Guides, ORT, SRT)

2) Principales difficultés

- Faible taux d'accès à l'eau potable et à l'électricité
- Zone cyclonique
- Manque d'infrastructure routière reliant la Région SAVA et les 3 Régions riveraines

III – Programmes d'appui à la décentralisation ou de coopération décentralisée

BAILLEUR	BENEFICIAIRE	PARTENAIRES	DESCRIPTION DE L'ACTION
REGION PICARDIE		UE	PDLU programme de développement local urbain; communes d'Andapa, Antalaha, Sambava et Vohemar
UE	CIDR		Programme de 2007 à fin 2011 pour l'intercommunalité de services entre pôles urbains de la région SAVA pour la promotion du développement local
UE	FANAMBY		projet 2006-2010 d'aménagement durable du territoire de Daraina Vohemar
AFD	CIDR		programme de 2009-2011 sur le projet initialement financé par le SCAC, concernant l'intercommunalité de services entre les pôles urbains de la région SAVA Antsiranana;
SCAC	CIDR		2008 projet d'intercommunalité de services entre pôles urbains pour la promotion du développement social
SCAC	CIDR		2008 pour le renforcement d'acteurs locaux soutenant l'accès aux marchés pour l'agriculture familiale
ONG : Fanamby, CIDR, CITE			

IV – Plan de développement

Priorités

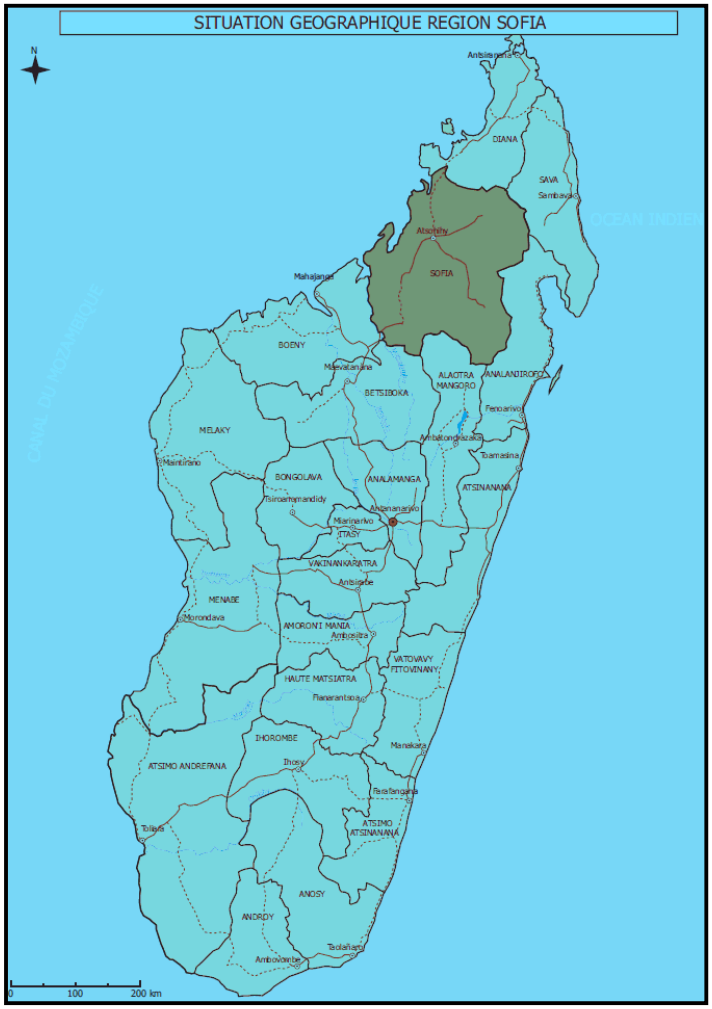
- Mettre en place la réforme foncière
- Accroître la production
- Améliorer le recouvrement fiscal
- Promouvoir les énergies renouvelables
- Faciliter la commercialisation des produits d'exportation
- Renforcer la Sécurité Publique
- Construire et réhabiliter les voies de communication
    - routes reliant SAVA avec les autres Régions riveraines
    - Pistes rurales
    - Rues
- Informatiser la Région SAVA.
- Améliorer l'accès à l'Eau potable et à l'Hygiène et Assainissement

V - Annexes

Coopération en cours

- Développement agricole
    - Projet Basin Versant Périmètre Irrigué (BVPI) financé par la Banque Mondiale
- Préservation de l'environnement
    - Madagascar National Parc (Parc Marojejy Andapa, Parc Masoala Antalaha)
    - Missouri Botanical Garden (MBG) Sambava
    - Association FANAMBY Daraina Vohémar (Global Conservation Funf, Mac Arthure, Conservation Internationale, Union Européenne, Acting for Life) gestion des Aires Protégées Loky-Manambato (Paysage Harmonieux Protégé)
    - Projet MAKIRA
    - Programme de Lutte Anti Erosif (PLAE) à Andapa (KFW : Banque Allemande de Reconstruction)

Région Sofia



I – Principales données socio-économiques de la région

Superficie:	**52 504** km2
Population :	**1 772 830** d'habitants, soit **29.35 hab. /Km²**
PIB/habitant :	$ (2009)
Taux de natalité :	3,5% selon RGPH 1993
Taux de mortalité :	0,6%
Taux de chômage :	10%
Taux de scolarisation :	58%
Taux d'analphabète :	40%
Taux de chômage:	ND
Secteur primaire :	ND
Secteur secondaire :	ND
Nature des entreprises :	ND
Secteur tertiaire :	ND
Nature des entreprises :	ND

II– Situation économique de la région

VISION DE LA REGION SOFIA 2015 « Production modernisée, bien soutenue, la SOFIA est une Région auto-suffisante et exportatrice »

Potentialités de la région

- ✓ Superficie Totale Région = 52 504 km².
- ✓ Superficie cultivable = 424 483 ha.
- ✓ Superficie cultivée = 155 599 ha.
- ✓ Superficie non cultivée = 268 884 ha.
- ✓ Produits halieutiques = Crevette, Crabe, Poisson, Algues, Trépang, Calamar
- ✓ Produits agricoles et fruitiers = Riz, Maïs, Oignon, Manioc, Coton, Tabac, Patate douce, Tomate, Ail , Canne à sucre, Banane, Mangue, Ananas…
- ✓ Vaste zone de pâturage
- ✓ Un cheptel bovin de plus de 800 000 têtes
- ✓ Diversité des produits d'élevage à cycle court : Ovin, caprin, volaille, porcin, apiculture…
- ✓ Energie propre : Vent (Eolienne), Hydraulique, Solaire, Biocarburant (Ethanol, Jatropha et Tournesol)
- ✓ Aires protégées :
- ✓ Parcs marins et terrestres = 561 900 ha
- ✓ Zone de reboisement et de restauration = 300 000 ha
- ✓ Cours d'eau (Sofia, Maevarano, Maetsamalaza, Bemarivo, Anjobony, Mangarahara…)
- ✓ Télécommunication

Télévision	TVM	7 Districts.
Radio	RNM	Tous les Districts/Sauf Mampikony
	Radio Mangarahara	Antsohihy/Mandritsara
	Radio Andréa/Radio cumunale Antsohihy	Antsohihy.

- ✓ Téléphone/internet

Téléphone	ORANGE AIRTEL/TELMA	Port Bergé, Antsohihy, Befandriana-Nord, Mandritsara, Bealanana, Mampikony
	ORANGE/TELMA	Analalava
Internet	Orange net/ AIRTEL	Port Bergé, Antsohihy, Befandriana-Nord, Mandritsara, Bealanana, Mampikony
	ORANGE	Analalava

III- Projet de partenariat pour la coopération décentralisée

1) Protection de l'environnement (Projet de reboisement régional, Projet de campagne de sensibilisation contre les feux de brousse)
2) Développement du tourisme et aménagement des sites touristiques (marotandrano ditsrict mandritsara, maromandia ditsrict analalava)
3) Réhabilitations des routes et des pistes
   - ✓ Croisement RN6 – analalava

- ✓ Ponts sofia-antsakabary
- ✓ Mandritsara- marotandrano
- ✓ Bealanana -ambatoriha-ambovonomby-mangindrano
- ✓ Mandritsara- ambilombe
- ✓ mandritsara-antsirabe -antsiatsiaka est
- ✓ Port-berge - tsinjomitondraka
- ✓ Belanana- antananivo- haut
- ✓ Mapikony – ampasimatera
- ✓

4) Développement Rural.

V I- Annexes

LES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

Environnement	**Développement**
ANGAP –SAGE-CI –VERAMA-WCS-WWF-DURRELL- The Peregrine Fund Madawwodlands /	PSDR-FID-ONNPSN-SEECALINE-CDD-SAF FJKM- FFTA – FFTS –FONDATION AKHAN/PSSDRI-CECAM – BANQUE OF AFRICA (BOA), CREDIT LYONNAIS (BNI)
Santé Publique	**Social**
PSI Mcar-CTR SIDA- ASOS/CARITAS	ECOLE DU MONDE, FNUAP,MEDECIN DU MONDE UNICEF, PAM, CROIX ROUGE
Tourisme	**Bailleurs de Fonds**
ORTSOFIA, CI, ANGAP, Groupements des opérateurs touristiques de la Sofia, The Peregrine Fund	BM-UE-PNUD-UNICEF-GTZ- FNUAP- AKF- FONDATION

Région Vakinankaratra

I – Principales données socio-économiques de la région

Superficie:	19 205 km2
Population :	1 864 486 d'habitants
PIB/habitant :	$ (2009)
Taux de croissance:	3,55 %
Taux de chômage:	ND
Secteur primaire :	ND
Secteur secondaire :	ND
Nature des entreprises :	Industrie (agroalimentaire, textile, bois etc…,), artisanat,
Secteur tertiaire :	ND
Nature des entreprises :	commerce, hôtellerie, prestation de services
	Entreprise individuelle et PME : plus de 3000
	Grande entreprise (plus de 50 salariés) : plus de 120
Taux d'urbanisation :	23,78%
Principales localités:	7 Districts, 86 communes, 1012 fokontany

Port :	
Aéroport :	
km de routes bitumées :	ND
km de pistes :	ND

II– Situation économique de la région

La situation économique de la région du Vakinankaratra est caractérisée par l'existence de diverses activités économiques et de potentialités réelles :

- Existence de grandes entreprises industrielles (Antsirabe est la 2ème ville industrielle du pays).
- Existence de nombreuses petites moyennes entreprises de transformation agro alimentaire : laiterie, rizerie, minoterie, provenderie.
- Existence de filières agricoles porteuses : lait, fruits, légumes.
- Artisanat dynamique et créatif.
- Exploitations agricoles et fermes de différentes tailles.
- Hôtellerie dense et nombreux opérateurs touristiques.
- Infrastructures assez développées.
- Population jeune, abondance de main d'œuvre qualifiée et habile.
- Grands espaces favorables à des exploitations à grande échelle : agriculture, élevage, exploitation forestière.

III – Programmes d'appui à la décentralisation ou de coopération décentralisée en cours

1) **Les Projets en cours**

- Programme d'assainissement et de construction de latrines dans la Région du Vakinankaratra avec le Fonds d'Appui à l'Assainissement.
- Adduction d'eau potable avec le programme MEDDEA dans 4 communes
- Projet d'installation des jeunes ruraux : « Projet Titre Vert ».
- Projet de mise en place d'un système de régulation économique : Projet « Commerce Interrégionaux » entre 6 Régions.
- Projet de construction d'un centre thermal et de crénothérapie de norme internationale.
- Projet de lutte contre le changement climatique. Politique Nationale de Lutte contre le Changement Climatique (PNLCC) et Plan d'Action Régional (PAR) : élaboration et mise en œuvre.
- Projet Plan Régional Intégré (P.R.I.) contre le SIDA : Elaboration et mise en œuvre
- Projet ACOR (UE) développement intégré dans 2 districts pilotes.
- Projet Electrification Rurale avec ADER
- Coopération décentralisée avec la Région d'Auvergne : on a continué d'établir la bonne relation en vue d'une nouvelle convention de partenariat et d'un établissement d'un programme d'actions.
- Projet de préservation du lac Andraikiba avec TANY MEVA (USAID)

2) Etat de lieux de la Coopération décentralisée

Tableau synthétique de la coopération décentralisée dans la Région Vakinankaratra

PARTENAIRES	DONNEES HISTORIQUES	DOMAINES D'INTERVENTION	MODALITES D'INTERVENTION
Conseil Régional Auvergne et Région Vakinankaratra	-Protocole d'accord de coopération 2005 -Dimension institutionnelle	-Développement territorial local par le biais du tourisme villageois (création et formation d'association	-Recours à l'expertise Auvergnate : Lycée hôtelier de Chamelières, Comité Régional de développement touristique d'Auvergne : Mission locale de Vichy

	de partenariat avérée	villageoise) -Action d'intégration territoriale -Consolidation de l'accueil touristique en milieu urbain	-Recours aux expertises locales et internationales -Présence d'un volontaire
Conseil Général de l'OISE et Commune urbaine d'Ambatolampy	Naissance des partenariats 2001	Santé : réhabilitation de deux centres de Santé et envoie des matériels médicales	Appuis financiers et techniques
Ville La Possession (Réunion) et Commune rurale d'Antanifotsy	-Signature du protocole d'amitié 10 Mars 1995 -Signature de la nouvelle convention de partenariat 2008		-Réhabilitation de la salle de fête municipale -Aménagement et équipement de la bibliothèque municipale -Dons de voitures de services -Adduction d'eau potable -Aménagement de la gare routière -Construction d'un bloc sanitaire -Installation d'un centre d'appui aux Communes -Réhabilitation d'une boucherie -Réhabilitation de marchés et de gargote

3) Les organismes de développement

- ORN « Office Régional de Nutrition », financement Banque mondiale
- PSDR « Projet de Soutien au Développement Rural », financement Banque mondiale.

4) Les ONG

- FERT « Fertilité et Renouveau de la Terre », professionnalisation des agriculteurs et structuration du monde rural
- ADRA, développement rural
- Ramilamina, professionnalisation des agriculteurs

IV – Plan de développement

Le Plan Régional de Développement (PRD) est un cadre de conception, de définition et d'orientation des stratégies et des programmes de développement de la région. Les grandes orientations sont :

1) Bonne gouvernance et convergence locale

- Améliorer la gouvernance locale comme moteur de développement ;
- Appliquer la politique de l'administration de proximité pour encourager l'approche participative du développement
- Mettre en place un système de communication afin d'assurer un système de redevabilité et de transparence dans la gestion des affaires publiques
- Favoriser le partenariat afin d'assurer un développement participatif

2) Les secteurs économiques clés

LE TOURISME

- Identifier et valoriser les sites touristiques potentiels dans la Région Vakinankaratra **;**
- Encourager la mise en place des infrastructures d'accueil.

L'AGRIBUSNESS ET LE DEVELOPPEMENT RURAL

- Professionnaliser le métier d'Agriculture pour passer de l'agriculture de subsistance à l'agriculture tournée vers le marché ;
- Mettre en place des plate formes pour les filières porteuses dans la Région .

LE THERMALISME

- Faire du thermalisme une véritable industrie- locomotive de l'économie régionale
- Faire de la Ville d'Antsirabe un pôle de tourisme esthétique et de santé.

3) Développement social

- Promouvoir l'éducation pour tous
- Promouvoir la santé pour tous
- Appuyer la population vulnérable

v - Les priorités (objets de demande de partenariat et de coopération)

1) Bonne gouvernance et convergence locale

- Fiscalité locale et gestion financière ;
- Aménagement du territoire et urbanisme ;
- Administration territoriale et sécurité intégrée ;
- Organisation et implication de la communauté de base dans le processus de développement.

2) Les secteurs économiques clés

LE TOURISME

- Promotion des sites potentiels afin de favoriser la destination Vakinankaratra (12 sites) ;
- Préservation de la faune et de la flore spécifiques de Vakinankaratra.

LE THERMALISME

- Réhabiliter le centre thermal actuel
- Implantation d'un centre thermal et de crénothérapie de norme internationale.

L'AGRIBUSNESS ET LE DEVELOPPEMENT RURAL

- Mise en place de jeunes ruraux servant de modèle de la professionnalisation de l'Agriculture ;
- Appui aux organisations paysannes pour qu'elles adoptent un mode de production tourné vers le marché.
- Appui aux filières phares de la région : pommes de terre, pomme et lait en soutenant les activités des plates formes professionnelles de ces filières ;

3) Développement Social

- Appui à la communauté de base pour l'acquisition des équipements scolaires et la mise en place des infrastructures scolaires et la formation des enseignants, particulièrement dans les domaines de la formation technique et professionnel et de l'éducation de base.
- Appui à la communauté de base pour l'acquisition des équipements sanitaires et la mise en place des infrastructures sanitaires.